



# Études économiques de l'OCDE

## LITUANIE

JUILLET 2018 (VERSION ABRÉGÉE)





# Études économiques de l'OCDE : Lituanie 2018 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2018), *Études économiques de l'OCDE : Lituanie 2018 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris.  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-ltu-2018-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-ltu-2018-fr)

ISBN 978-92-64-30644-8 (PDF)

Série : Études économiques de l'OCDE  
ISSN 0304-3363 (imprimé)  
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

**Crédits photo :**

Couverture © iStockphoto.com/Krivinis.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm).

© OCDE 2018

---

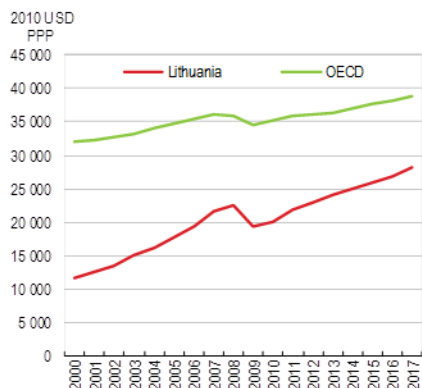
La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com), ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

## Résumé

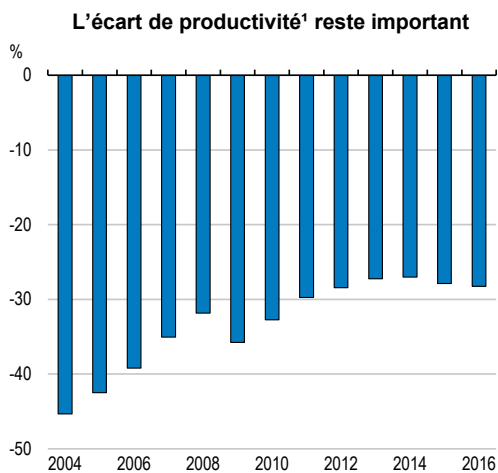
- *La convergence du PIB se poursuit*
- *Stimuler la productivité et l'inclusivité*
- *Faire face à la problématique d'une société vieillissante*

### La convergence du PIB se poursuit



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

### Stimuler la productivité et l'inclusivité



1. Écart de productivité par rapport à la moyenne de l'OCDE.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

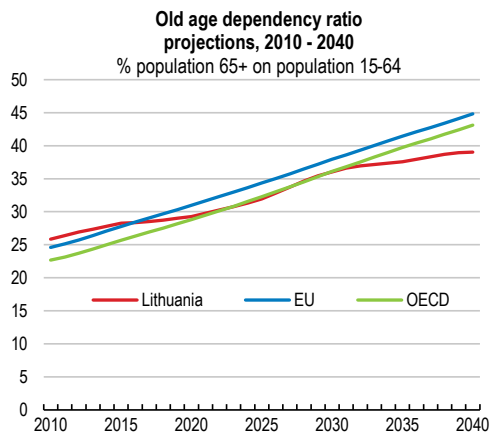
### RÉSUMÉ

Depuis son indépendance retrouvée en 1991 et la transition qui l'a vue passer d'une économie planifiée à une économie de marché, la Lituanie a réussi à améliorer considérablement le bien-être de ses citoyens. Grâce à un environnement respectueux des lois du marché, le pays a enregistré une croissance plus rapide que la plupart des pays de l'OCDE au cours des dix dernières années. Le système financier est résilient, et la situation budgétaire s'est stabilisée après une longue période marquée par des déficits et une dette en augmentation. Pourtant, la productivité est restée en demi-teinte, du fait de la rigueur de la réglementation du marché du travail, de l'importance du secteur informel et de déséquilibres entre l'offre et la demande de compétences. Les inégalités de salaires et de revenu sont élevées, et alimentent l'émigration. La population vieillit rapidement et diminue, notamment en raison de l'émigration, ce qui pèse sur le système de retraites. Une réforme de grande ampleur du marché du travail, des prestations de chômage et des retraites, baptisée « Nouveau modèle social » et mise en œuvre en 2017, devrait avoir pour effet de stimuler la croissance inclusive et étayer la viabilité des finances publiques.

Pour opérer un rattrapage et asseoir une croissance plus inclusive, il faudra accroître la productivité qui reste bien inférieure à la moyenne de l'OCDE, et qui a ralenti ces dernières années. Il faudrait donc, en plus de l'adoption du Nouveau modèle social, continuer d'assouplir la réglementation relative à l'emploi de travailleurs en provenance de pays non membres de l'UE ainsi que d'alléger les contraintes financières pesant sur les entreprises productives, et réduire l'économie informelle. De plus, la poursuite des réformes de la gouvernance contribuerait à améliorer les performances des entreprises publiques. Les réformes récentes comme l'adoption de réglementations moins strictes pour les travailleurs très qualifiés ne venant pas de pays de l'UE et la modernisation des relations sociales, sont les bienvenues. Pour augmenter l'inclusivité, il faudra également mieux adapter l'éducation aux besoins du marché du travail et apporter un soutien plus efficace aux personnes sans travail pour les aider à trouver un emploi de qualité.

### *Faire face à la problématique d'une société vieillissante*

#### **La population lituanienne connaît un vieillissement rapide**



Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2015), World Population Prospects.

Le vieillissement rapide de la population et le niveau élevé de l'émigration se traduisent par une contraction de la main-d'œuvre de 1 % par an, et nécessitent une approche globale pour faire face aux conséquences économiques de ces phénomènes. Le volet « retraites » du Nouveau modèle social a contribué à renforcer la viabilité du régime des pensions, mais n'a pas permis de réduire beaucoup la pauvreté parmi les personnes âgées. Les soins de santé améliorent leur bien-être, mais les soins ambulatoires et la prise en charge de la dépendance restent principalement du ressort des hôpitaux. L'impératif d'amélioration des compétences, particulièrement chez les travailleurs plus âgés, nécessite de mettre en place un système généralisé d'apprentissage tout au long de la vie. Améliorer l'accès aux services de garde d'enfants serait gage de familles plus nombreuses et permettrait d'améliorer les perspectives offertes aux parents qui travaillent. Une politique migratoire, incluant un travail de sensibilisation ciblé en direction des candidats à l'émigration et une approche moins restrictive de l'immigration, pourrait aider à ralentir la diminution de la main-d'œuvre.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

## PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

## Des politiques budgétaires et financières à l'appui de la croissance inclusive

Le travail et les bas revenus sont lourdement taxés, ce qui réduit l'offre de main-d'œuvre et encourage l'activité informelle.

Réduire les cotisations de sécurité sociale, notamment pour les travailleurs à faible revenu, tout en veillant à respecter les objectifs de prestations et de déficit fixés.

Augmenter les taxes sur les biens immobiliers, tout en appliquant des exonérations aux ménages modestes.

La structure des dépenses publiques est favorable à la croissance inclusive, mais les dépenses sont peu efficaces, en particulier dans l'éducation et la santé.

Évaluer l'efficacité des dépenses en les soumettant à des examens périodiques.

La dette est en train de se stabiliser, mais le cadre budgétaire autorise certains dérapages.

Fixer un objectif d'endettement et définir une trajectoire crédible, concentrée en début de période, pour y parvenir.

La faiblesse des taux d'intérêt et la hausse du crédit alimentent l'activité sur le marché du logement et stimulent les prix de l'immobilier.

Recourir activement à des mesures macroprudentielles lorsque la menace de déséquilibres se profilera.

## Favoriser la productivité et l'inclusivité

L'environnement des entreprises est satisfaisant, mais l'investissement étranger reste modeste, les entreprises publiques dominent de nombreux secteurs et la gouvernance pourrait être améliorée ; les entreprises se heurtent à des obstacles pour trouver des financements et les procédures d'insolvabilité, médiocres, pèsent sur la dynamique des entreprises.

Renforcer la capacité de suivi du Centre de coordination de la gouvernance des entreprises publiques (VKC), en mettant à profit l'augmentation récente de son budget. Simplifier les procédures de faillite et mettre en place des conditions de restructuration plus favorables.

L'innovation reste modeste et la collaboration entre les entreprises et les établissements de recherche est limitée.

Poursuivre la mise en œuvre de la réforme institutionnelle de la politique d'innovation en améliorant sa coordination, et regrouper les organismes et les programmes de soutien lorsqu'il existe des doublons.

Donner plus de poids aux projets de recherche collaboratifs lors de l'affectation de fonds aux instituts publics de recherche.

Le déséquilibre entre l'offre et les besoins de compétences reste important, ce qui pèse sur l'investissement étranger, la productivité et l'inclusivité. La faible efficacité du système éducatif est en partie responsable de cette inadéquation des compétences.

Renforcer le système de formation en milieu professionnel, notamment en liant la durée de l'apprentissage au niveau des compétences acquises.

Prévoir de sanctionner de manière différenciée les formations de l'enseignement supérieur permettant d'acquérir des compétences étroitement alignées sur les besoins du marché du travail

Poursuivre la réforme globale du système éducatif à tous les niveaux, en s'attachant aux déséquilibres entre l'offre et la demande de compétences.

Les plus vulnérables sont mal protégés.

Relever encore le niveau de l'aide sociale, tout en veillant à mettre en place de fortes incitations au travail.

Investir davantage dans des programmes d'activation et en suivre de près les résultats.

## Faire face au vieillissement de la société

Le système de retraites est fortement redistributif, mais ne cible pas les pauvres. Du fait du niveau des cotisations sociales, le coïncidence fiscale sur le travail est élevée, ce qui contribue à alimenter le secteur informel.

Poursuivre la transition du régime de retraite par répartition (« premier pilier ») vers le régime par capitalisation (« deuxième pilier »), et rendre obligatoires les cotisations à des fonds de pension.

Financer les retraites de base, indépendantes du niveau de rémunération antérieure, sur le budget des administrations publiques plutôt que par les cotisations de sécurité sociale.



Le système de santé reste fortement centré sur les hôpitaux, tandis que les soins ambulatoires et la prise en charge de la dépendance pour les personnes âgées accusent un retard.

Continuer de réorganiser le secteur hospitalier, et améliorer les soins ambulatoires et la prise en charge de la dépendance.

L'apprentissage tout au long de la vie est peu développé. Les travailleurs âgés, en particulier, ne participent pas aux programmes de formation des adultes.

Offrir des incitations financières aux entreprises et aux salariés pour favoriser l'apprentissage tout au long de la vie.

La charge de travail des mères actives est élevée.

Développer et améliorer les aides à la garde d'enfants.

L'émigration demeure importante et l'immigration est soumise à des restrictions, ce qui fait diminuer la population et crée des déséquilibres entre l'offre et la demande de compétences.

Mettre en place une politique migratoire intégrée, incluant un travail de sensibilisation ciblé en direction des candidats à l'émigration et une approche moins restrictive de l'immigration.

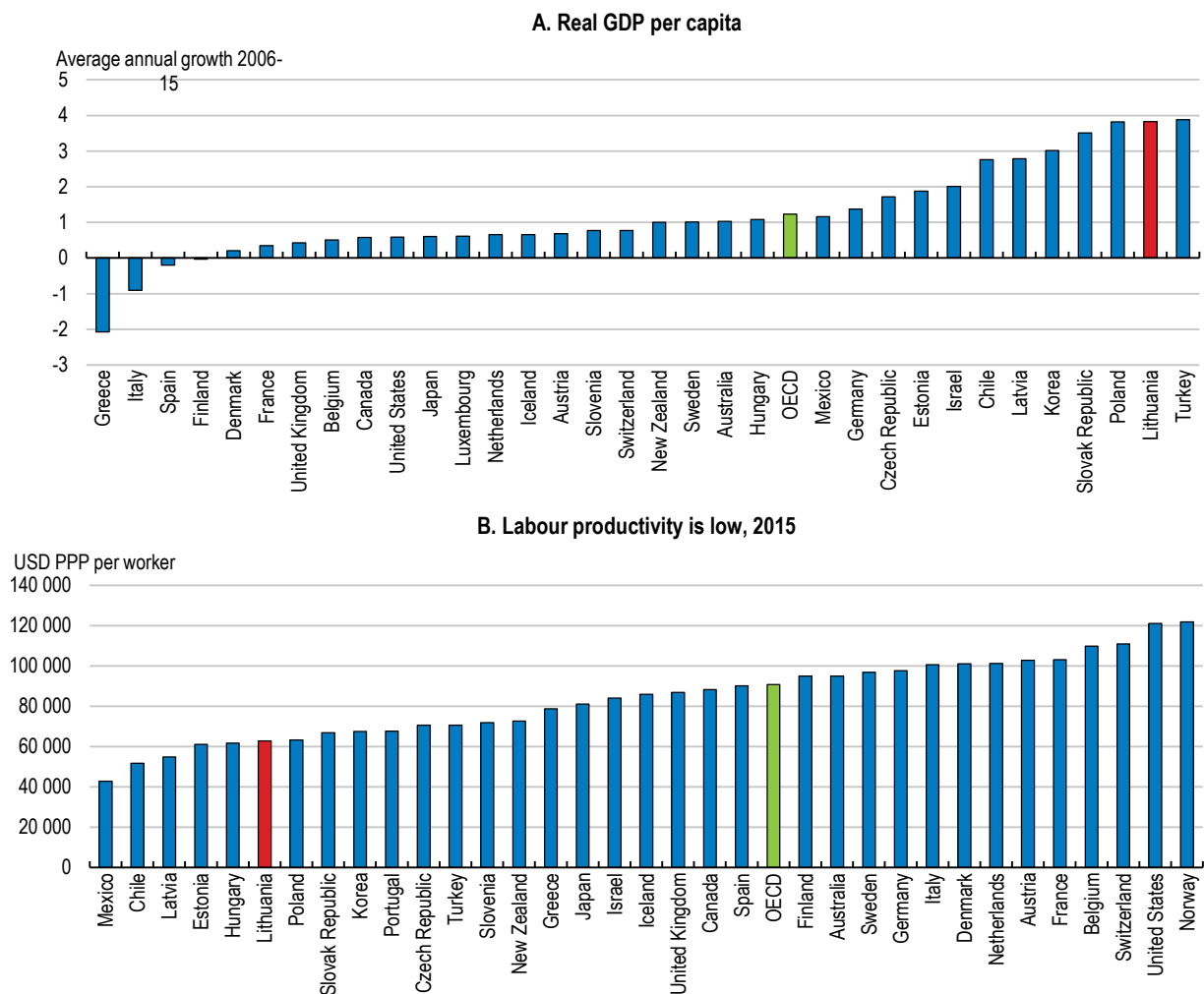
## Évaluation et recommandations

- La situation économique est favorable
- Préserver la stabilité financière
- Mettre la politique budgétaire au service de la croissance inclusive
- Verdir l'économie
- Promouvoir la productivité et la croissance inclusive
- Vieillir ensemble

La Lituanie, qui compte moins de trois millions d'habitants, a réussi la transition qui lui a permis de passer d'une économie planifiée à une économie de marché depuis qu'elle a retrouvé son indépendance en 1991. L'environnement politique et économique est globalement démocratique et respectueux des lois du marché. La hausse du revenu par habitant au cours des 25 dernières années a été supérieure à celle observée dans la plupart des pays de l'OCDE ainsi qu'à celle enregistrée par d'autres pays de la région, facilitant ainsi la convergence vers le revenu moyen de l'OCDE (graphique 1). La Lituanie est très bien intégrée dans la communauté internationale : elle a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, est devenue membre de l'Union européenne en 2004 et a rejoint la zone euro en 2015. La situation financière du pays est saine, après une période prolongée marquée par des déficits et une augmentation de la dette. Depuis 2000, les niveaux de vie augmentent rapidement, une progression écornée seulement à deux reprises, une fois par la crise financière mondiale de 2009 qui a, en particulier, provoqué un arrêt brutal de l'investissement étranger et poussé le chômage à près de 18 %, et une autre fois par l'onde de choc de la récession enregistrée en 2014 en Russie et par un ralentissement de l'activité chez d'autres grands partenaires commerciaux, qui ont nui aux exportations.

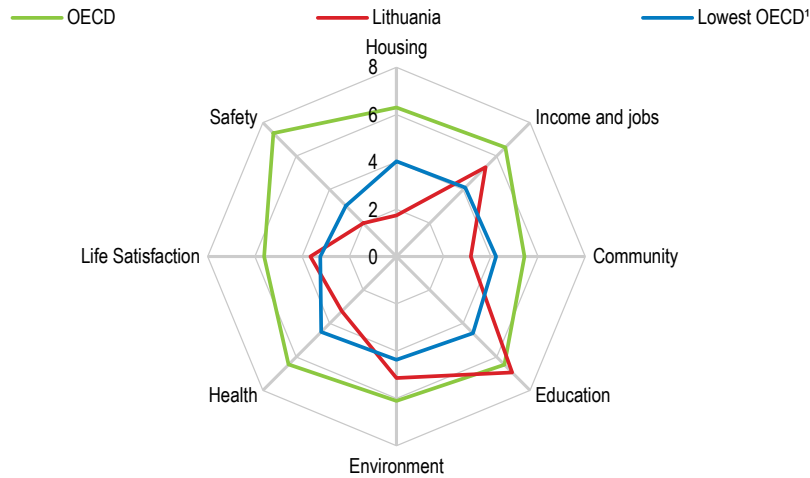
Malgré les solides performances économiques enregistrées et les audacieuses réformes menées au cours des 25 dernières années, la Lituanie va devoir affronter à l'avenir un certain nombre de difficultés. La productivité du travail se situe à environ deux tiers de la moyenne de l'OCDE, en partie à cause des activités informelles et du déséquilibre entre la demande et l'offre de compétences (graphique 1). Les inégalités de salaires sont importantes et la qualité des emplois est souvent peu satisfaisante. Des cotisations sociales élevées et une réglementation du marché du travail, restrictive il y a peu encore, pèsent sur les perspectives d'emploi offertes, aggravant ainsi les inégalités, réduisant les recettes fiscales et alimentant le secteur informel. L'investissement étranger, malgré des obstacles modestes, reste en demi-teinte. L'évolution démographique est particulièrement préoccupante. De fait, la population lituanienne vieillit rapidement et diminue, en particulier à cause de l'émigration des jeunes. La contraction de la main-d'œuvre se poursuit au rythme de quelque 1 % chaque année. L'immigration de personnes qualifiées pâtit de la rigueur de la réglementation et de l'absence de perspectives d'emploi attrayantes.

**Graphique 1. La Lituanie enregistre une croissance plus rapide que la plupart des pays de l'OCDE**



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Il faut faire à la Lituanie le crédit d'avoir réussi, dans le passé, à accroître de manière significative le bien-être de ses citoyens ; pourtant, dans certains domaines, elle reste en deçà de la moyenne de l'OCDE et pourrait faire davantage (graphique 2). La qualité du logement augmente rapidement grâce au niveau soutenu de l'investissement dans l'immobilier résidentiel, mais de nombreuses habitations sont trop petites et médiocrement équipées. Dans le domaine de la santé, les résultats s'améliorent, grâce à un système qui gagne sans cesse en efficacité et en accessibilité, mais certains indicateurs comme la faible espérance de vie semblent indiquer qu'il est possible d'améliorer l'état de santé de la population. Les études et les sondages montrent que de nombreux Lituanais sont mécontents du climat social et psychologique qui règne dans le pays, et dénoncent en particulier le manque d'esprit de solidarité. Enfin, la qualité de l'environnement est bonne dans le pays, à cette exception près que la qualité de l'eau est médiocre dans certains lacs et rivières.

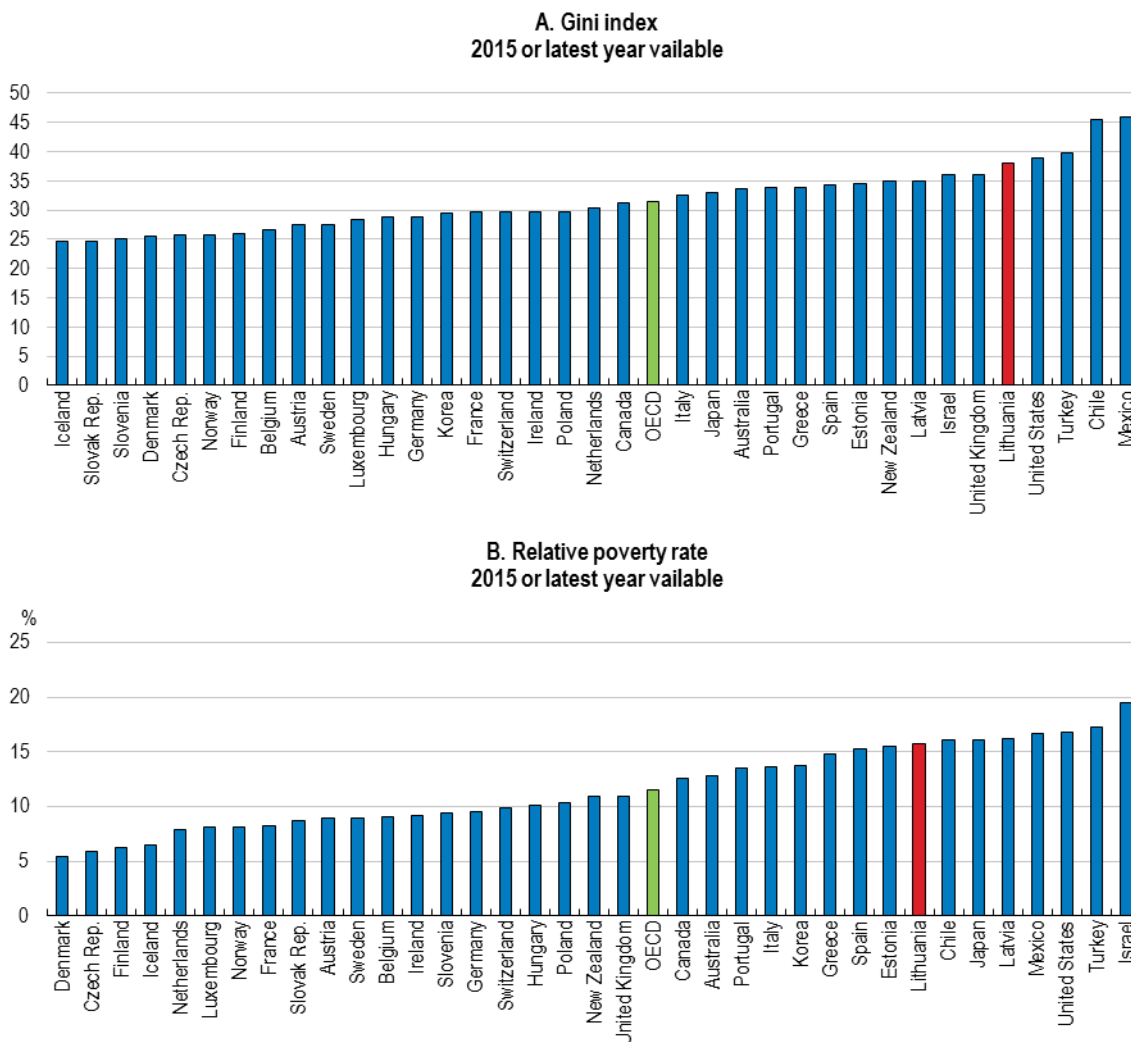
**Graphique 2. Le bien-être pourrait être considérablement amélioré**

1. Score OCDE le plus faible : fait référence aux 17 pays de l'OCDE enregistrant les scores les plus faibles.

Source : Base de données de l'Indicateur du vivre mieux ; Eurostat ; base de données Gallup ; et indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Les inégalités de revenu et la pauvreté sont relativement élevées, en particulier chez les Lituanais les plus âgés et ceux qui vivent en zone rurale. Les inégalités de revenu des ménages sont plus importantes que dans la plupart des pays de l'OCDE, du fait des inégalités de revenus, de la modestie des prestations sociales et d'un système fiscal assez peu redistributif (graphique 3). Le nombre de travailleurs peu qualifiés et vulnérables est supérieur à la moyenne de l'OCDE. Environ 17 % de la population se trouve en situation de pauvreté relative, avec un revenu inférieur à 50 % du revenu médian. Les femmes, les jeunes et les personnes âgées sont particulièrement touchés. Comme dans d'autres pays, le risque de pauvreté en Lituanie a tendance à diminuer avec le niveau d'éducation, le risque étant élevé chez les personnes qui n'ont pas achevé le cycle de l'enseignement secondaire. Par ailleurs, les disparités régionales en matière de revenu et de chômage restent considérables (Statistics Lithuania, 2016).

**Graphique 3. Taux d'inégalité et de pauvreté**



Note : Les deux indicateurs ont été calculés pour les revenus disponibles après prélèvements et transferts.

Source : OCDE, base de données Distribution des revenus et pauvreté.

Les pouvoirs publics sont conscients de ces difficultés et ont engagé un vaste programme de réformes en profondeur pour rendre la croissance plus inclusive. Ces réformes, qui sont entrées en vigueur en 2017 sous l'appellation générique de « Nouveau modèle social », conjuguent une réforme du marché du travail propice à la croissance, accompagnée d'une protection sociale renforcée, et des finances publiques plus durables (encadré 1 et graphique 4).

### Encadré 1. Le « Nouveau modèle social » : une réforme structurelle de grande envergure

Les efforts de réforme déployés ces dernières années se sont focalisés sur le « Nouveau modèle social », une réforme d'ensemble des relations du travail, de l'assurance chômage et du système de retraite, inspirée du modèle de la flexisécurité. Cette réforme est entrée en vigueur en trois étapes en 2017 et en 2018. Elle a assoupli la réglementation du marché de l'emploi, augmenté les allocations de chômage, renforcé les politiques actives du marché du travail et placé le système de retraite sur une trajectoire plus viable (graphique 4). Plus précisément, cette réforme s'est traduite par les modifications suivantes :

#### **Code du travail**

- Les autorités ont allégé les dispositions relatives aux contrats de travail permanents en assouplissant les règles applicables aux licenciements individuels des salariés sous contrat permanent et en réduisant le délai de préavis et les indemnités de licenciement pour ces salariés. Un fonds central, financé à partir des cotisations de sécurité sociale, versera des indemnités de licenciement complémentaires aux travailleurs ayant une longue ancienneté (cinq ans et plus).
- Les autorités ont également allégé les dispositions relatives à l'emploi temporaire. À titre de garde-fou, il a été décidé que les contrats à durée déterminée ne pouvaient pas représenter plus de 20 % de l'ensemble des contrats de travail pour un employeur donné. En outre, la diversité des contrats a été renforcée, y compris pour l'apprentissage.
- Les règles relatives à l'aménagement du temps de travail ont également été considérablement assouplies, notamment *via* l'instauration de la possibilité d'une trimestrialisation du temps de travail.
- Les conventions collectives ont été renforcées par le biais de modifications apportées au système de représentation collective. Des comités d'entreprise doivent être mis en place dans toutes les entreprises de 20 salariés et plus, sauf si plus d'un tiers des salariés appartiennent à un syndicat actif dans l'entreprise considérée. En outre, les comités d'entreprise et les syndicats ont des compétences distinctes au niveau de l'entreprise, les premiers étant chargés de l'ensemble des activités d'information et de consultation, tandis que les seconds exercent les fonctions de représentation et de négociation collective.
- Les pouvoirs publics ont clarifié la procédure de détermination du salaire minimum, renforcé la transparence du système de rémunération, et élargi le champ d'application du salaire minimum aux salariés non qualifiés.
- La formation tout au long de la vie est favorisée par le fait que les salariés sont autorisés à prendre jusqu'à cinq jours de formation partiellement payés par an pour participer à des programmes de formation non formelle pour adultes.

L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée a été amélioré, les parents se voyant offrir un plus large éventail de possibilités pour travailler à temps partiel ou à distance et pour organiser leur temps de travail selon des horaires flexibles ou individualisés. Les nouvelles dispositions législatives prévoient des dérogations spécifiques pour les petites entreprises (de 10 salariés au maximum). Celles-ci sont exemptées de l'obligation de validation des critères de sélection appliqués en cas de licenciement collectif et de mise en place d'un comité de sélection en cas de licenciement motivés de salariés à l'initiative de l'employeur, ou d'information de leurs salariés sur la situation de l'entreprise en termes de contrats à durée déterminée et de travail temporaire. En outre, ces entreprises ne sont pas tenues d'accorder un congé de formation rémunéré aux salariés participant à des activités non formelles de formation, ces derniers recevant plutôt une rémunération décidée en vertu d'un accord entre le salarié et l'employeur.

#### **Retraites**

- Le taux des cotisations de sécurité sociale destinées à financer le premier pilier du système de retraite a été réduit d'un point de pourcentage.
- Le financement des retraites qui ne sont pas liées au niveau de rémunération antérieure (« pensions de base ») sera progressivement transféré du budget de la sécurité sociale affecté aux retraites au budget des administrations publiques.
- Les autorités ont défini une nouvelle règle d'indexation des pensions, qui lie leur augmentation à la

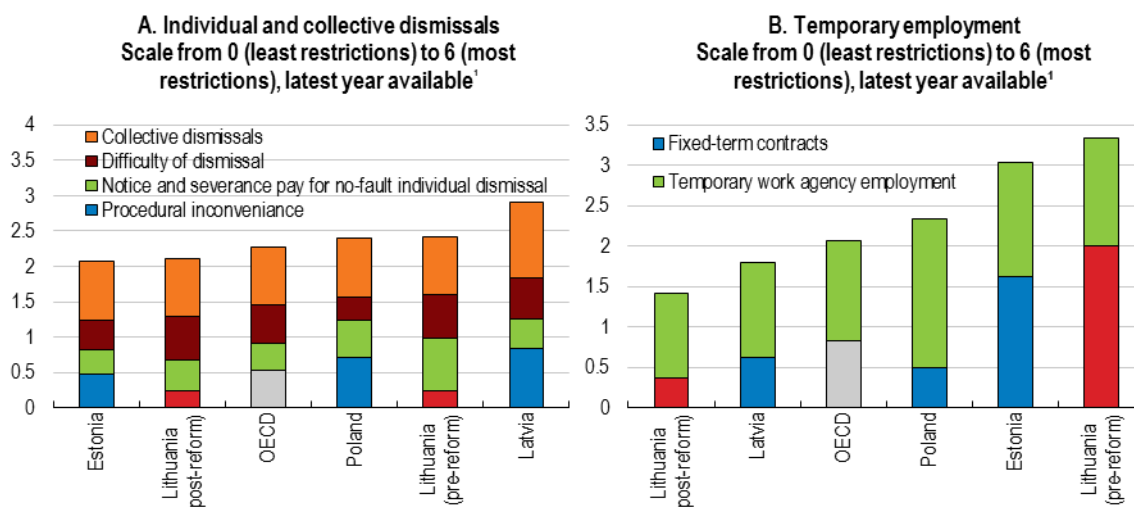
croissance moyenne de la masse salariale sur une période de 7 ans – qui couvre les 3 années précédentes, l'année en cours et les 3 années à venir (sur la base des prévisions du ministère des Finances) – et remplace l'ancien système à prestations définies.

- Les pouvoirs publics ont mis en place un mécanisme transparent et simple (un système de points) suivant lequel les cotisations sont converties en droits à pension.
- La période d'assurance obligatoire pour avoir droit à une pension de base à taux plein sera progressivement allongée de 30 à 35 ans.

**Fiscalité**

- Les exonérations d'impôt sur le revenu des personnes physiques accordées aux ménages modestes ont été multipliées par deux.

**Graphique 4. Rigueur de la législation sur la protection de l'emploi**



1. Les données se rapportent à 2013, sauf pour la Slovaquie et le Royaume-Uni (2014) et la Lettonie (2015).

Source : OCDE (2018), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Lithuania*.

Dans ce contexte, les principaux messages de cette *Évaluation économique* de la Lituanie sont les suivants :

- *Renforcer la productivité et l'inclusivité* : La croissance de la productivité du travail a ralenti et les inégalités ainsi que la pauvreté demeurent élevées. Pour obtenir la convergence des revenus et un niveau élevé de bien-être, les pouvoirs publics doivent poursuivre ce double objectif en adoptant une approche systématique pour favoriser le dynamisme des entreprises, offrir aux individus les possibilités et les compétences nécessaires pour réaliser leur potentiel productif, et soutenir les plus vulnérables. La réduction du secteur informel serait une option gagnant-gagnant à la fois pour la productivité et l'inclusivité.
- *Prendre en compte les conséquences économiques du vieillissement démographique* : la population lituanienne vieillit rapidement, et l'émigration exacerbe la pression démographique tout en contribuant au déficit de compétences. La prise en compte des conséquences économiques du vieillissement démographique passe par une approche globale recouvrant plusieurs domaines de l'action publique, tels que les retraites et le système de santé, la formation des adultes et la formation tout au long de la vie, la politique migratoire et la politique familiale.



D'après les simulations réalisées par l'OCDE, les réformes structurelles évoquées dans la présente *Étude* pourraient renforcer sensiblement de nouvelles sources de croissance (encadré 2).

### Encadré 2. Simulations illustrant l'impact potentiel des réformes structurelles

Des simulations, fondées sur les relations antérieures entre réformes et croissance dans les pays de l'OCDE, permettent d'évaluer l'impact des réformes structurelles préconisées dans cette *Étude*. Ces simulations reposent sur des exemples spécifiques de réformes dans les domaines de la réglementation des marchés de produits et du marché du travail, de la politique d'investissement et de la politique budgétaire, et intègrent l'effet des nouvelles politiques du marché du travail qui ont été mises en œuvre en 2017 dans le cadre du train de mesures relatives au « Nouveau modèle social » (tableau 1 et tableau 2). Nos estimations reposent sur l'hypothèse d'une mise en œuvre rapide et complète des réformes. Ces résultats doivent être interprétés avec prudence, et les pays sont invités à évaluer les effets induits sur leur croissance en employant des méthodes correspondant aux spécificités de leur situation.

**Tableau 1. Impact potentiel des réformes structurelles sur le PIB par habitant au bout de 10 ans**

Politique structurelle	Variation de l'indicateur de politique considéré		Effet total sur le PIB par habitant <i>En pourcentage</i>	Impact sur les composantes de l'offre		
	2016	Après la réforme		Productivité <i>En pourcentage</i>	Investissement	Emploi <i>En pts de pourcentage</i>
<b>Politiques d'investissement</b>						
Augmentation des dépenses de recherche-développement (R-D)	0.3 %	0.6 %	0.4	0.4		
<b>Politique budgétaire</b>						
Réduction des cotisations de sécurité sociale	40 %	35 %	0.8			
<b>Politiques du marché du travail</b>						
Amélioration de la réglementation du marché du travail (contrats réguliers)	2.4	2.1	0.7		0.5	0.2
Augmentation des dépenses d'activation	5.7 %	8.9 %	0.3	0.1		0.2
Augmentation des prestations familiales en nature	0.7 %	1.0 %	0.6			0.3

Sources : Calculs de l'OCDE fondés sur Balázs Égert et Peter Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2016/1 ; et Balázs Égert (2017), « The quantification of structural reforms: taking stock of the results for OECD and non-OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, à paraître.

**Tableau 2. Nature des réformes retenues pour les simulations**

Politique structurelle	Nature de la réforme structurelle
<b>Politiques d'investissement</b>	
Augmentation des dépenses de recherche-développement (R-D) des entreprises	Augmentation des dépenses de R-D des entreprises de 0.3 % du PIB à 0.6 % du PIB, pour porter leur niveau aux alentours de la moitié de la moyenne de l'OCDE.
<b>Politique budgétaire</b>	
Réduction des cotisations de sécurité sociale	Réduction des cotisations de sécurité sociale, qui financent les retraites, les soins de santé et les prestations de chômage, de 40 % à 35 % du salaire brut.
<b>Politiques du marché du travail</b>	
Amélioration de la réglementation du marché du travail	Mise en œuvre des dispositions du nouveau Code du travail (concernant les licenciements individuels et collectifs, les indemnités de licenciement, etc.) adoptées en 2017 dans le cadre du Nouveau modèle social.
Augmentation des dépenses d'activation	Augmentation du niveau des dépenses par chômeur de 5.7 % à 8.9 % du PIB par habitant.
Augmentation des prestations familiales en nature	Augmentation des prestations familiales en nature, telles que les aides à la garde d'enfants, de 0.7 % à 1 % du PIB.

## La situation économique est favorable

### *La croissance s'est affermie*

L'activité économique s'est affermie en 2017, après avoir ralenti en 2015 et 2016 et demeure solide en cette année 2018 (tableau 3, graphique 5). La consommation des ménages bénéficie du recul du chômage, de la progression rapide des salaires et de conditions de crédit favorables. Après les résultats impressionnants de l'année écoulée, à la faveur d'une reprise généralisée de la demande extérieure, la croissance des exportations s'est affaiblie. L'investissement intérieur a rebondi en 2017, en grande partie grâce à un taux d'augmentation à deux chiffres de l'investissement des entreprises. La croissance des investissements dans le capital intellectuel a été particulièrement forte. Le taux, élevé, d'utilisation des capacités continue de stimuler l'investissement privé, même si le taux d'investissement dans le secteur des entreprises est nettement inférieur à son niveau d'avant la crise (graphique 6). Le faible niveau de confiance des chefs d'entreprise peut en être une explication, mais d'autres facteurs, notamment les difficultés que les employeurs rencontrent pour recruter des salariés présentant les qualifications recherchées et l'ampleur du secteur informel, peuvent également dissuader d'investir. En tant qu'économie en phase de rattrapage, la Lituanie a besoin d'investissements supplémentaires pour renforcer sa productivité et combler son retard en termes de revenu. L'inflation a reculé au premier trimestre de 2018, à mesure que s'atténue l'impact du relèvement, l'an dernier, de certains droits d'accise (graphique 5, partie E). L'inflation des prix dans le secteur des services demeure élevée, toutefois, signe de la forte progression des salaires et de la demande intérieure.

**Tableau 3. Indicateurs et prévisions macroéconomiques**

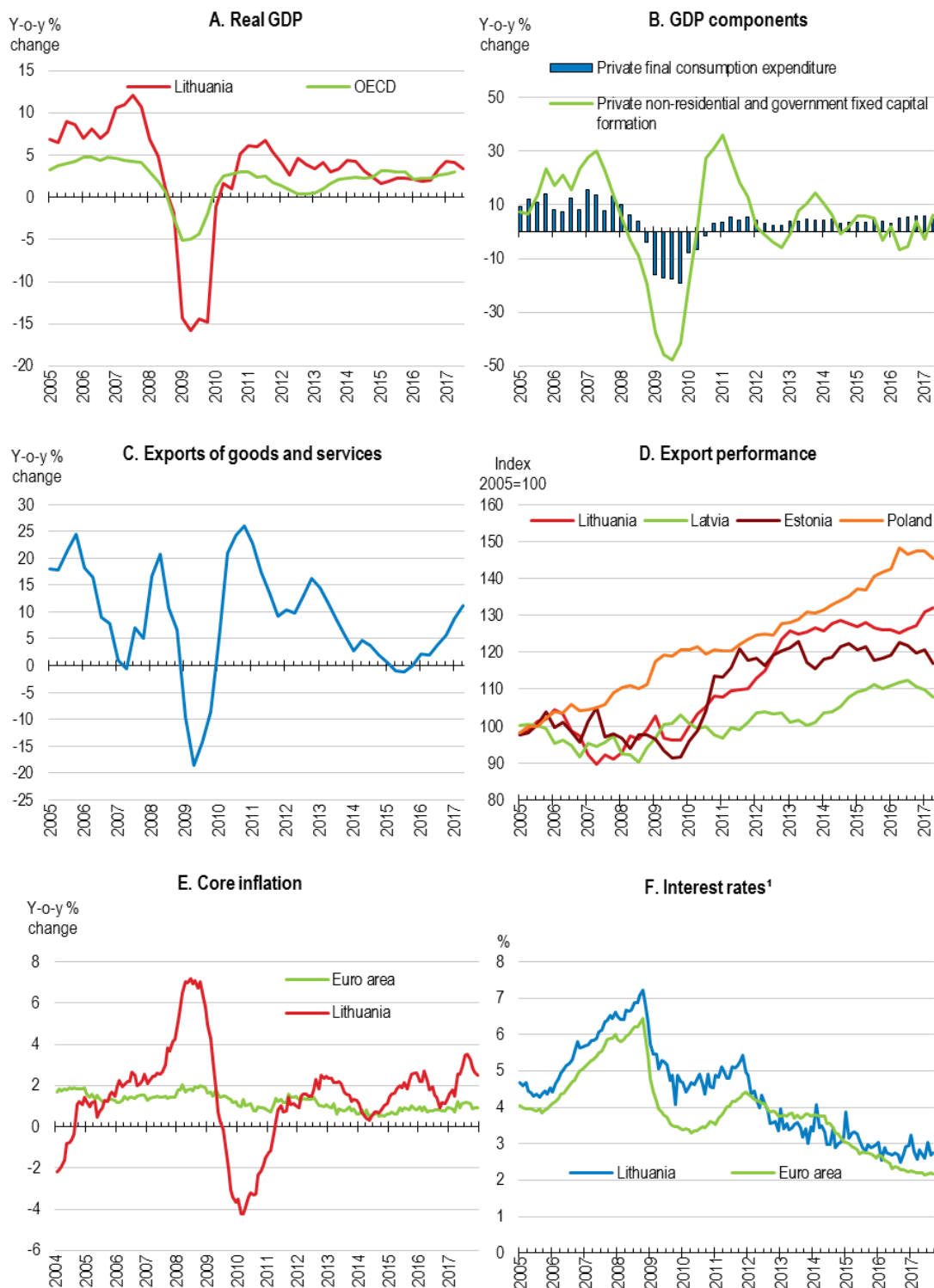
	Variation annuelle en pourcentage, volumes (prix de 2010)					
	Prix courants de 2014 (millions EUR)	2015	2016	2017	2018	2019
Produit intérieur brut (PIB)	36 568	2.0	2.3	3.9	3.4	2.9
Consommation privée	22 777	4.0	4.9	3.8	3.7	3.5
Consommation publique	6 073	0.2	1.3	1.0	0.9	0.8
Formation brute de capital fixe (FBCF)	6 905	4.8	-0.5	7.3	7.6	5.3
Demande intérieure finale	35 756	3.5	3.3	3.9	3.9	3.4
Variation des stocks <sup>1</sup>		3.8	-0.8	-0.9	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	35 809	7.2	2.3	3.1	3.7	3.4
Exportations de biens et services	29 658	-0.4	3.5	13.6	6.9	4.4
Importations de biens et services	28 898	6.2	3.5	12.8	7.1	5.1
Solde extérieur <sup>1</sup>		-5.2	-0.1	0.8	-0.1	-0.4
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf spécification contraire)						
PIB potentiel		2.6	2.6	2.5	2.6	2.8
Écart de production <sup>2</sup>		0.1	-0.1	1.3	2.1	2.2
Emploi		1.2	2.0	-0.5	-0.4	-0.4
Taux de chômage		9.1	7.9	7.1	6.6	6.2
Déflateur du PIB		0.3	1.0	4.2	3.1	2.8
Indice des prix à la consommation harmonisé		-0.7	0.7	3.7	2.8	2.6
Indice des prix à la consommation sous-jacent harmonisé		1.9	1.7	2.6	2.0	2.5
Solde des paiements courants <sup>3</sup>		-2.9	-1.2	0.4	-0.2	-0.5
Solde financier des administrations publiques <sup>3</sup>		-0.2	0.3	0.5	0.5	0.5
Solde sous-jacent des administrations publiques <sup>2</sup>		-0.5	0.2	0.1	-0.1	-0.2
Solde primaire sous-jacent des administrations publiques <sup>2</sup>		1.0	1.5	1.2	0.9	0.7
Dettes brutes des administrations publiques <sup>3</sup>		53.8	51.7	48.0	43.1	41.6

Dette brute des administrations publiques, définition de Maastricht <sup>3</sup>	42.6	40.1	39.7	34.8	33.4
--	------	------	------	------	------

1. Contributions aux variations du PIB.
2. En pourcentage du PIB potentiel
2. En pourcentage du PIB.

Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 103 et mises à jour ultérieures.

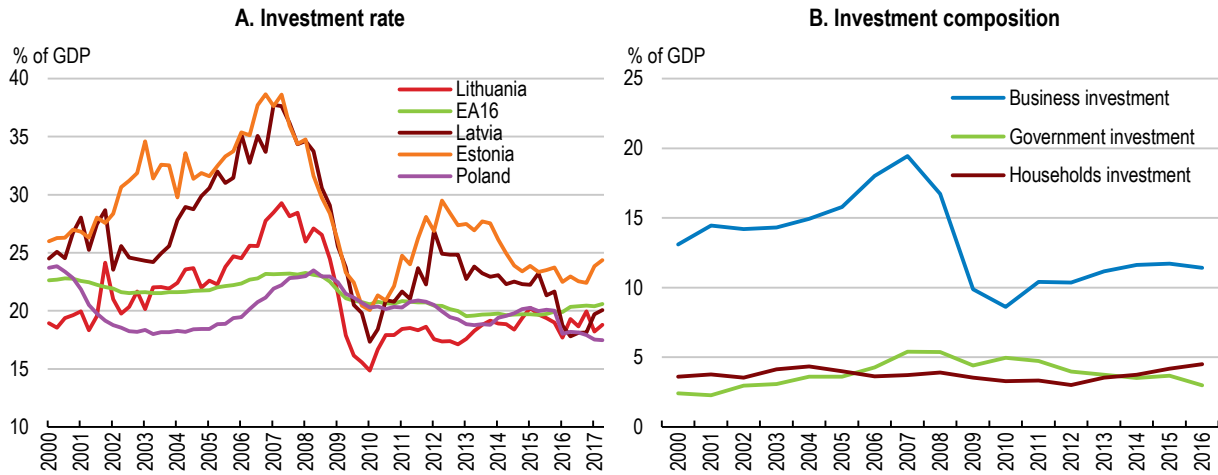
**Graphique 5. Indicateurs économiques**



1. Les résultats à l'exportation sont mesurés par la croissance effective des exportations, rapportée à la croissance des marchés d'exportation du pays considéré, qui représente la croissance potentielle des exportations de ce pays si l'on pose l'hypothèse que ses parts de marché demeurent inchangées.
2. Ces données correspondent aux taux contractuels annualisés appliqués aux prêts, hors crédits renouvelables et découverts, facilités de remboursement différé sur carte de crédit et prorogations de crédit sur carte, accordés à des sociétés non financières d'un montant inférieur ou égal à 1 million EUR.

Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Eurostat.

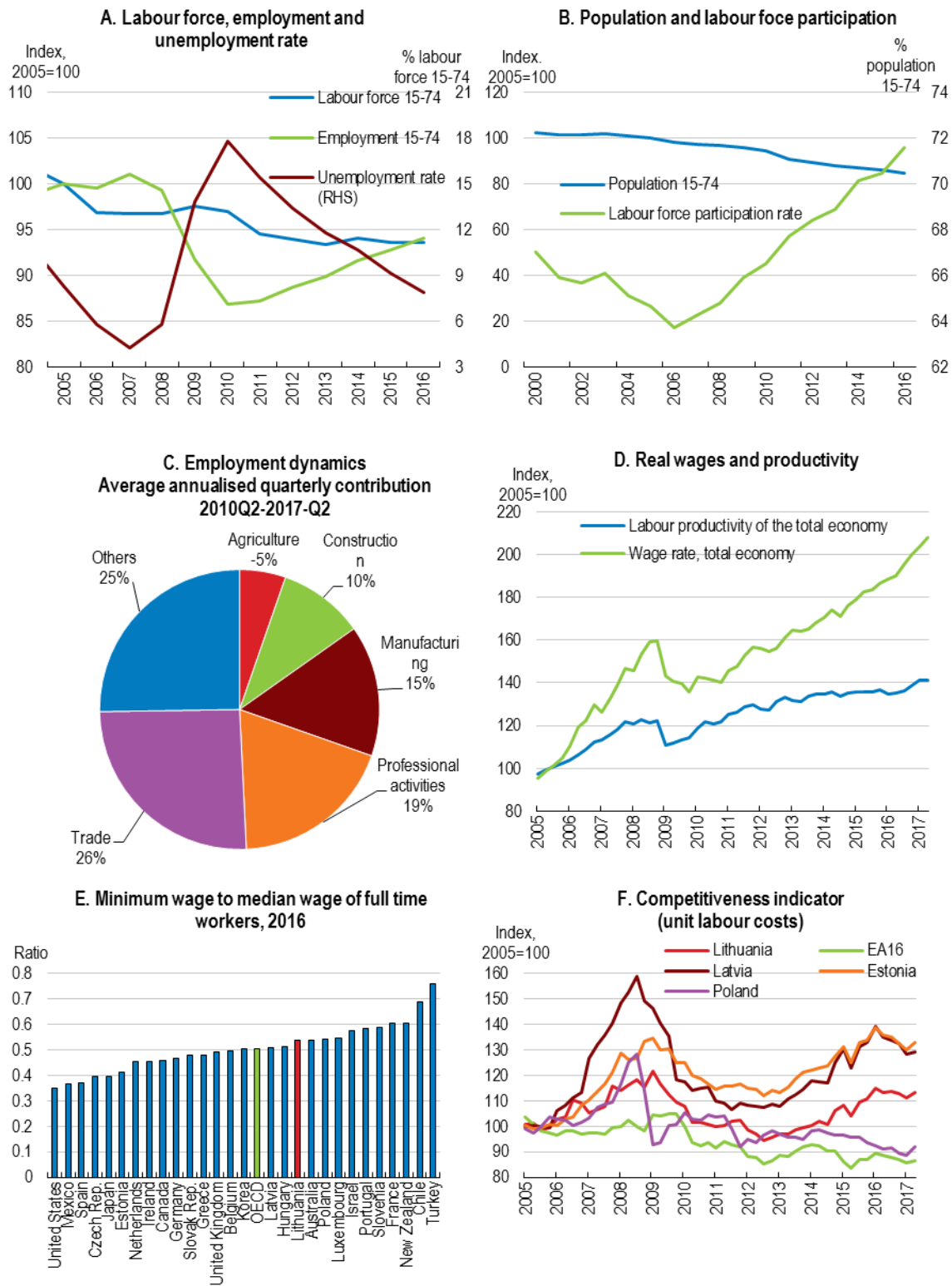
Graphique 6. Le taux d'investissement reste bas



Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Eurostat.

La vigueur accrue de l'économie a également contribué à faire reculer le chômage, qui a lentement reflué à moins de 7 % de la population active vers la fin de l'année 2017, soit un niveau inférieur de plus de 10 points de pourcentage à son pic de 2010 (graphique 7). Cette baisse du chômage est due non seulement aux gains d'emploi enregistrés dans des secteurs tels que l'industrie et les services, mais tient également à la diminution de la population active résultant d'évolutions démographiques défavorables. Par ailleurs, le taux d'activité a augmenté, en particulier chez les seniors, ce qui tient peut-être au relèvement de l'âge de la retraite ainsi qu'au caractère limité des pensions et de l'aide sociale.

**Graphique 7. Évolution du marché du travail et des salaires**



Sources : Base de données de l'OCDE sur les Statistiques de la population active ; Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Eurostat.

La position extérieure est viable, puisque la dette extérieure s'établissait à 83 % du PIB en 2017 et que la position extérieure globale nette s'améliorait (graphique 8). Le déficit est financé essentiellement par une augmentation de l'investissement direct étranger (IDE) et des investissements de portefeuille. Le stock d'IDE entrant représentait environ 37 % du PIB en 2017, soit un niveau plus faible que dans les autres pays baltes. Bon nombre de projets récent, en effet, concernent des centres de services partagés, lesquels nécessitent peu d'investissements et donc, n'entrent guère dans les chiffres de l'IDE entrant. À cet égard, une augmentation de l'IDE permettrait non seulement d'améliorer la viabilité extérieure, mais contribuerait en outre à renforcer la productivité par le biais de transferts de savoir-faire (OECD, 2016a). Par conséquent, il demeure important d'améliorer l'environnement des entreprises pour attirer l'IDE.

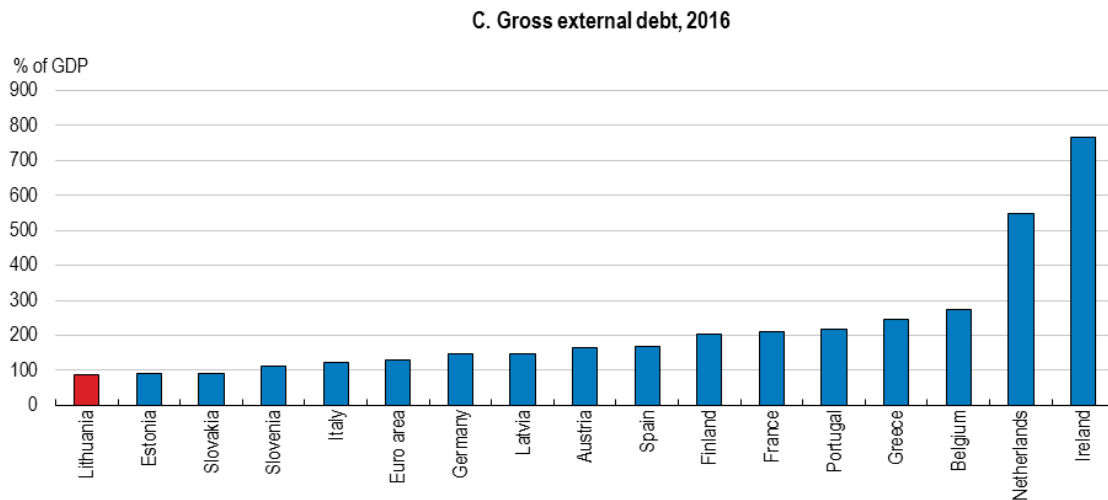
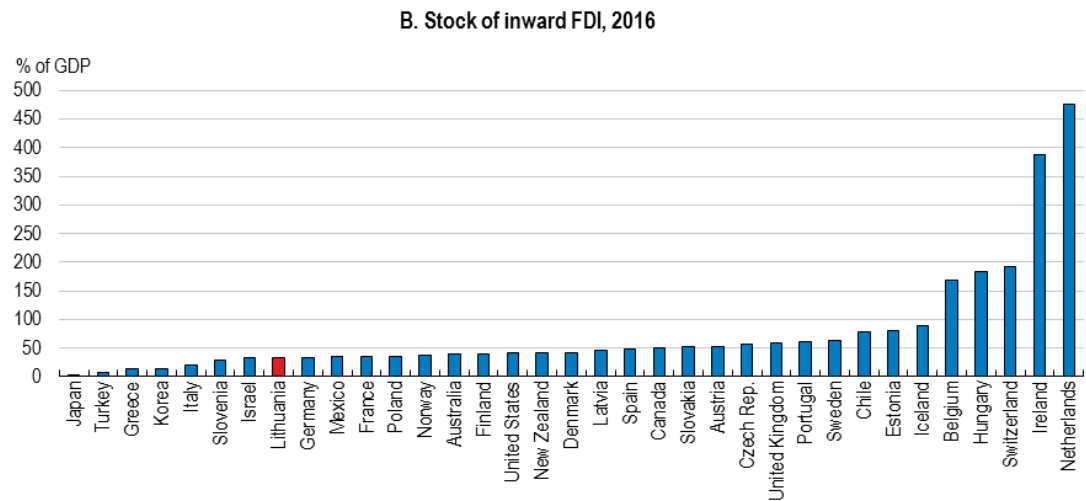
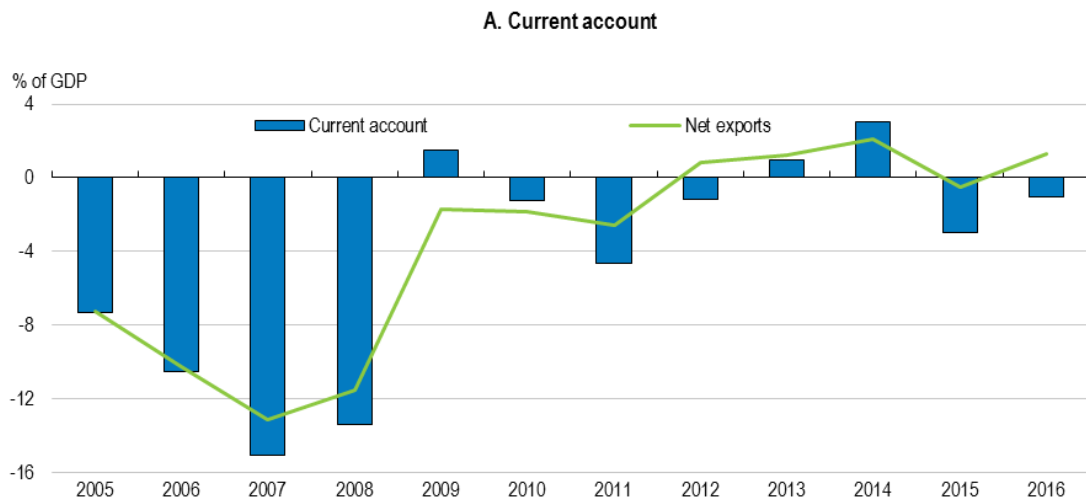
### ***Il faut rehausser la productivité pour préserver la compétitivité***

La progression des salaires a été plus rapide que celle de la productivité ces dernières années, sans pour autant peser beaucoup sur la compétitivité, ainsi qu'on peut le voir dans les résultats à l'exportation (graphique 5, partie D, et graphique 7, partie D). Le salaire minimum a augmenté de 64 % entre 2009 et 2016, portant le ratio du salaire minimum au salaire médian au-dessus de la moyenne de l'OCDE (graphique 7, partie E). Si elle a amélioré l'inclusivité, cette hausse a accentué les tensions sur les salaires et tiré vers le haut les coûts unitaires de main-d'œuvre (graphique 7, partie F). Selon des estimations officielles, il est possible que l'augmentation du salaire minimum mensuel de 17 % en 2016 ait rehaussé de 2 points de pourcentage environ le taux de croissance moyen des salaires bruts mensuels (Ministry of Finance, 2017). La préservation de la compétitivité-prix pourrait se révéler difficile dans les temps à venir, dans la mesure où les contraintes affectant l'offre alimenteront les tensions sur les salaires, à moins d'un rebond sensible de la croissance de la productivité. Il conviendrait donc de surveiller de près l'évolution des salaires. Le récent redressement de la productivité du travail est encourageant, même si sa croissance demeure nettement en deçà des points hauts qu'elle a atteints par le passé.

Il est possible de renforcer la productivité en approfondissant l'intégration de la Lituanie dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), qui permet le transfert de connaissances et offre l'accès à des consommations intermédiaires plus diversifiées et de meilleure qualité (OECD, 2013). La participation de la Lituanie aux CVM est faible en termes de comparaison internationale, même si elle s'améliore (graphique 9). Tirer vers le haut la structure des exportations en accroissant la part des biens et services à plus haute valeur ajoutée contribuerait à renforcer la productivité. Les biens à moyenne-faible intensité technologique, tels que les biens à forte intensité de ressources naturelles, les matières premières et les services à faible intensité de savoir, représentent actuellement l'essentiel des exportations (graphique 10). Les transports ont représenté environ 60 % des exportations totales de services en 2016, et la progression de ce secteur se poursuit tandis qu'il élargit son champ d'activité aux marchés de l'ouest (Bank of Lithuania, 2017a). Les activités de réexportation représentent une part importante des exportations, puisqu'environ 40 % des recettes d'exportation de biens leur étaient imputables en 2013 (Notten, 2015).

À la fin de 2017, la Lituanie a mis en place le Conseil national de la productivité (NPB). Cette instance suit l'évolution de la productivité, évalue les risques et étudie les propositions pour poursuivre de réformes et d'actions nouvelles. Le premier rapport annuel sur la productivité du NPB sera publié à la fin de 2018.

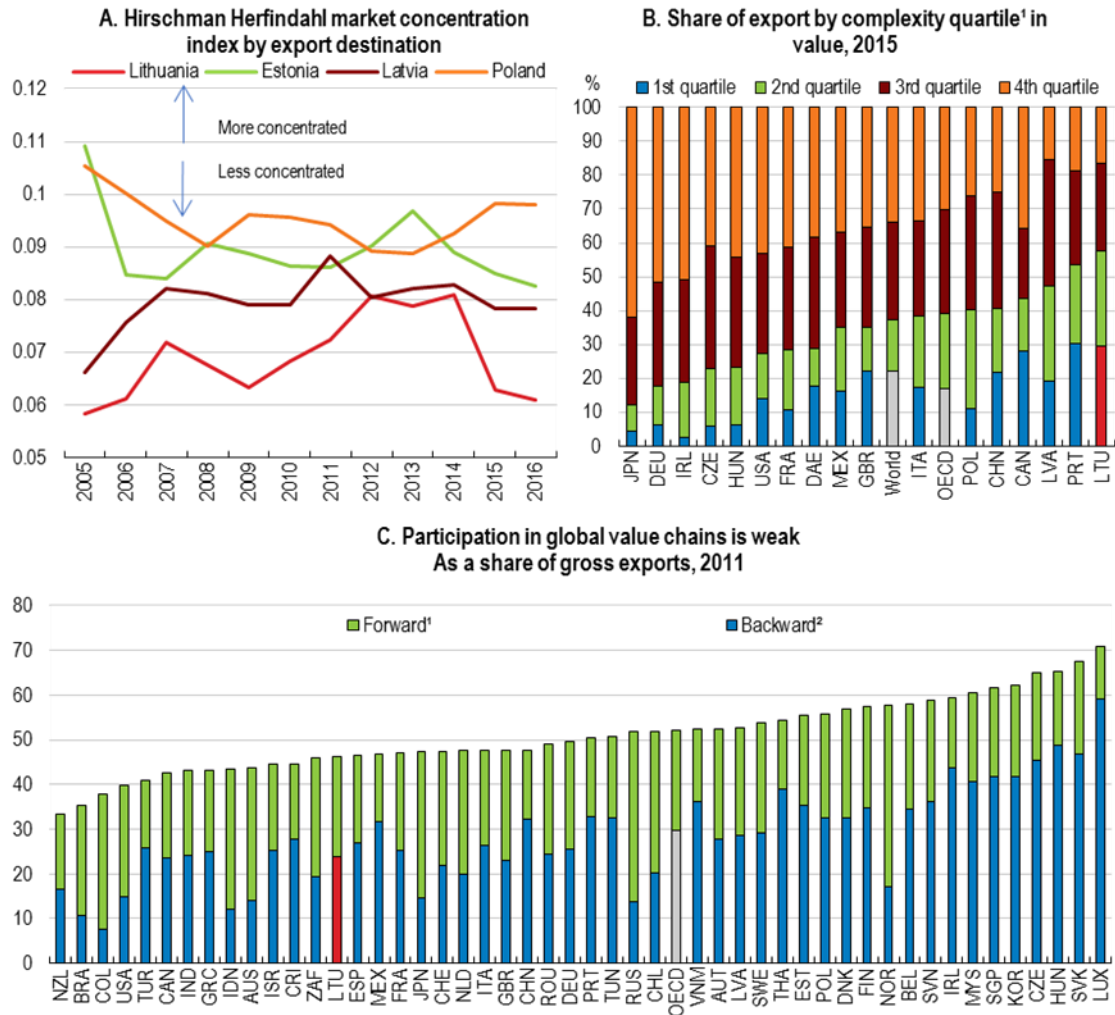
**Graphique 8. La position extérieure se révèle viable**



Sources : Base de données du Fonds monétaire international (FMI) sur la balance des paiements ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; et Eurostat.



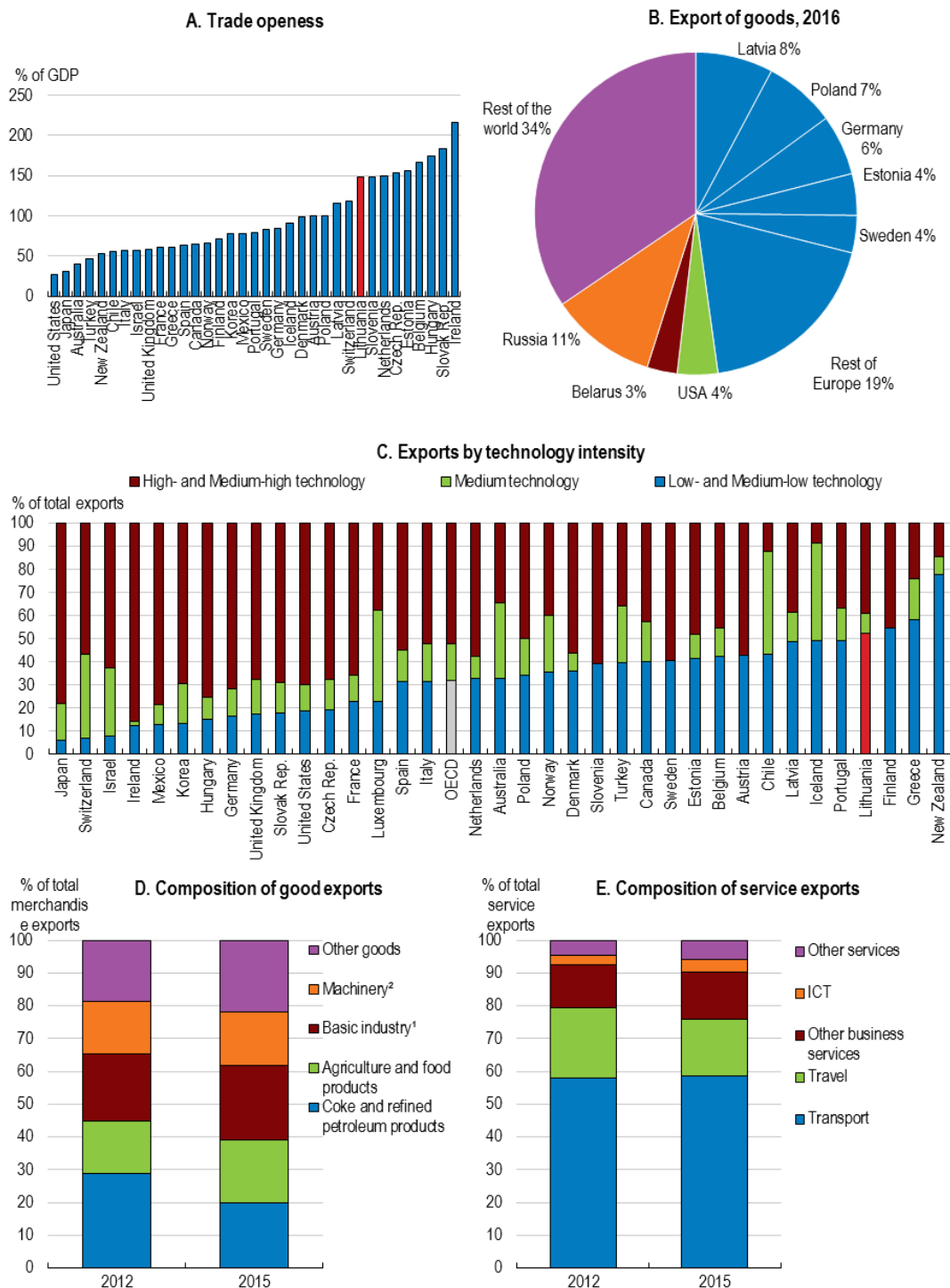
Graphique 9. Indicateurs de diversification des exportations



1. La complexité est définie par la productivité implicite du produit (PRODY), selon la méthodologie de Hausmann, R., J. Hwang et D. Rodrik (2007), « What you export matters », *Journal of Economic Growth*, vol.12. PRODY correspond à la somme pondérée des PIB par habitant des pays qui exportent le produit. Les coefficients de pondération utilisés sont les avantages comparatifs révélés de chacun des pays pour ce produit. Les produits sont ensuite classés selon le niveau de leur PRODY.
2. Cet indicateur est calculé pour la valeur globale des secteurs d'origine et de destination ; il correspond au contenu en valeur ajoutée des exportations au départ du pays d'origine entrant dans les exportations du pays exportateur, divisé par les exportations brutes du pays d'origine.
3. Cet indicateur est calculé pour la valeur globale des secteurs d'origine et de destination ; il correspond au ratio entre le contenu en valeur ajoutée du pays d'origine entrant dans les exportations du pays exportateur et les exportations brutes du pays exportateur.

Sources : Base de données du système WITS (World Integrated Trade Solution) ; Base de données statistiques des Nations unies sur le commerce des marchandises (COMTRADE) ; Base de données de l'OCDE sur les échanges en valeur ajoutée ; et calculs de l'OCDE.

**Graphique 10. La Lituanie est une économie ouverte, mais les produits à moyenne-faible intensité technologique représentent l'essentiel de ses exportations**



1. Le secteur de l'industrie de base recouvre les branches d'activité suivantes : industrie chimique ; industrie pharmaceutique ; fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ; fabrication d'autres produits minéraux non métalliques ; métallurgie ; et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements.
2. Le secteur des machines recouvre les branches d'activité suivantes : fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques ; fabrication d'équipements électriques ; fabrication de machines et équipements non classés ailleurs ; industrie automobile ; et fabrication d'autres matériels de transport.

Sources : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; Base de données STAN de l'OCDE sur les échanges bilatéraux de biens ; et Eurostat.

### *L'articulation des politiques macroéconomiques soutient globalement l'activité*

L'articulation des politiques macroéconomiques étaye de manière satisfaisante la croissance. Les taux d'intérêt sont bas, la politique monétaire de la zone euro conservant une orientation accommodante, et le crédit au secteur privé augmente. L'orientation de la politique budgétaire a été légèrement expansionniste en 2017. Malgré la vigueur de l'activité, une telle évolution était justifiée pour financer d'importantes réformes structurelles. Le relèvement du seuil de non-imposition des revenus des personnes physiques renforce les incitations au travail et l'inclusivité, tandis que les mesures structurelles prévues dans le cadre du « Nouveau modèle social » assouplissent les relations du travail. Les réformes renforcent également la générosité des prestations de chômage et d'assurance sociale, tout en élargissant le périmètre des politiques actives du marché du travail. La politique budgétaire devrait rester légèrement expansionniste en 2018 dans l'optique de dynamiser la productivité et de réduire les inégalités et la pauvreté, et devenir globalement neutre en 2019. À terme, et compte tenu de la vigueur de l'économie, une orientation plus restrictive pourrait être indiquée pour éviter tout effet procyclique.

### *La croissance restera vigoureuse*

Des conditions financières porteuses et un investissement solide maintiendront un rythme alerte de croissance, à environ 3.2 % en 2018-19 (tableau 3). Les entreprises devraient augmenter leurs investissements dans les technologies avancées pour compenser l'effet de la contraction de la main-d'œuvre. L'accélération du déploiement des projets financés par l'UE et la vigueur des exportations dynamiseront également l'investissement, même si un certain fléchissement de son rythme de croissance est attendu en 2019, les flux financiers au titre des Fonds structurels revenant à leur niveau normal. Les tensions croissantes sur le marché du travail continueront d'étayer la consommation privée, mais les contraintes pesant sur l'offre freineront la croissance. Le chômage devrait poursuivre son mouvement de repli, mais l'inflation sous-jacente continuera de monter compte tenu des tensions persistantes sur les salaires et la demande.

Les perspectives de croissance de la Lituanie dépendent à la fois de facteurs externes et internes. Une croissance plus faible qu'on ne l'anticipe dans la zone euro se répercuterait sur l'investissement et les exportations de la Lituanie. La sortie du Royaume-Uni de l'UE (« Brexit ») peut avoir un impact sur l'économie lituanienne, dans la mesure où elle accentue l'incertitude dans l'Union européenne et risque également d'entraîner une diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés lituaniens. Une diminution de la population active pourrait limiter la croissance de l'emploi davantage que prévu, et les hausses de salaires pourraient déboucher sur une augmentation plus forte que prévu des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui affecterait la compétitivité. Si de bonnes mesures macroprudentielles sont en place, l'évolution du marché du logement pourrait être déstabilisante à moyen terme. Enfin, l'économie pourrait être confrontée à des chocs inattendus, dont les effets sont difficiles à intégrer dans les prévisions (tableau 4).

**Tableau 4. Chocs extrêmes que pourrait subir l'économie lituanienne**

Origine du choc	Impact possible
Accentuation des tensions géopolitiques.	Les événements géopolitiques en Europe et à sa périphérie, notamment en rapport avec la Russie, pourraient mettre en péril l'activité en Lituanie via les canaux des échanges, de la confiance et de l'investissement.
Turbulences financières subies par le système bancaire nordique.	Des déséquilibres affectant les banques mères d'établissements lituaniens pourraient mettre en difficulté le secteur financier en Lituanie, s'ils se traduisaient par des retraits soudains de capitaux et une contraction du crédit.

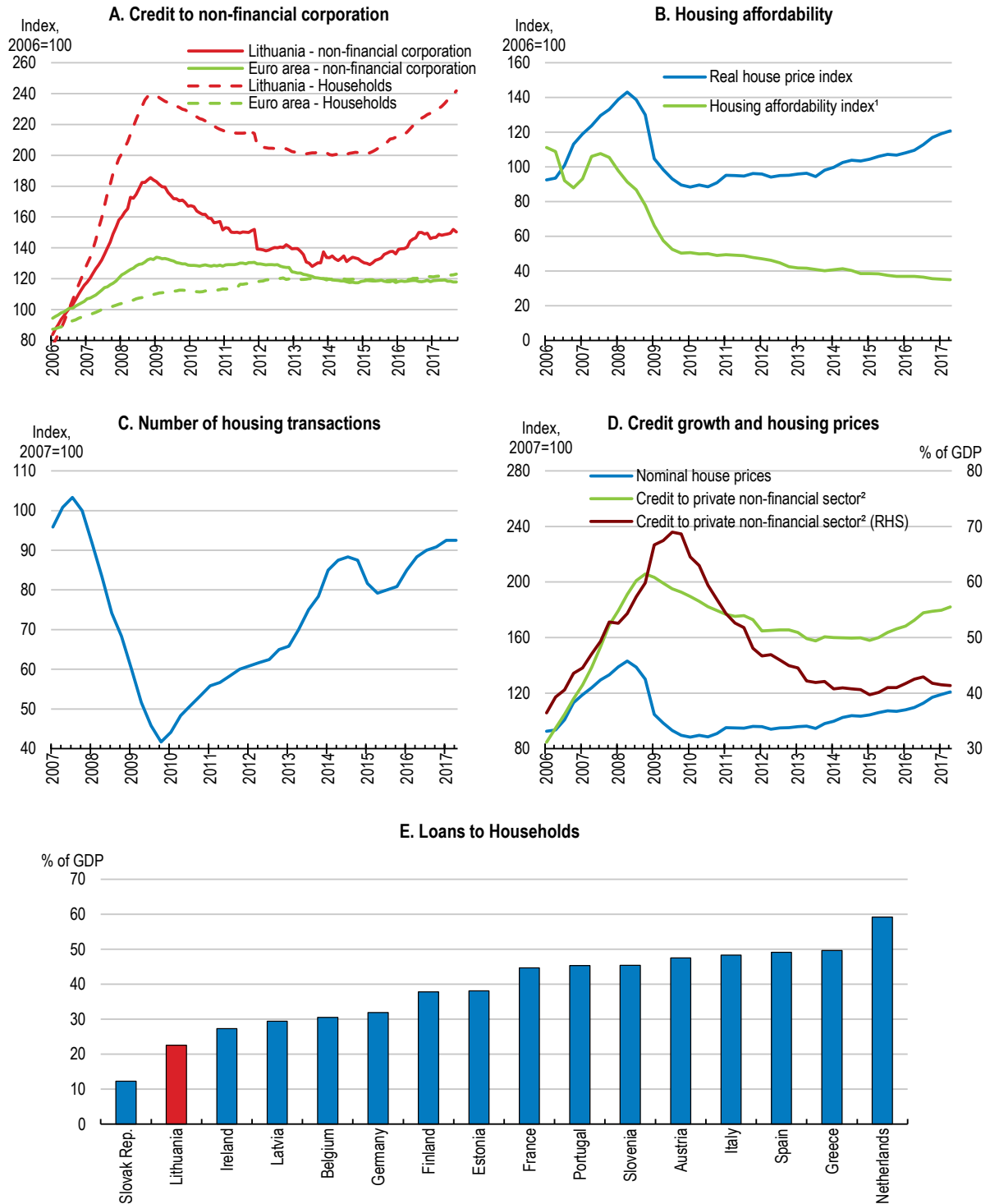
Montée du protectionnisme dans les échanges et l'investissement	La montée du protectionnisme affecterait la demande extérieure des principaux partenaires commerciaux.
---	--

### **Préserver la stabilité financière**

#### ***Le crédit au secteur privé se raffermît et l'activité est dynamique dans le secteur du logement***

La croissance du crédit est montée en régime depuis la mi-2015, sous l'effet d'un redressement de la demande de prêts et de la solidité des bilans des entreprises et des ménages (IMF, 2016) (graphique 11). Le surendettement de nombreux ménages et la forte aversion pour le risque tant des emprunteurs potentiels que des banques au cours des années consécutives à la crise se sont traduits par une atonie persistante de la croissance du crédit, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). L'expansion actuelle du crédit bénéficie également aux PME, ce qui est de bon augure pour la croissance et la création d'emplois. De fait, la valeur totale des prêts accordés aux entreprises a augmenté de plus de 5 % en 2017, tandis que celle des crédits octroyés aux PME atteignait près de 10 % (Bank of Lithuania, 2017b).

Graphique 11. Évolution du crédit et du secteur du logement



1. L'indice d'accessibilité financière du logement est égal au ratio entre le montant moyen des annuités à payer au titre des prêts au logement et le salaire net moyen.

2. Le secteur privé non financier est constitué des ménages et des sociétés non financières privées.

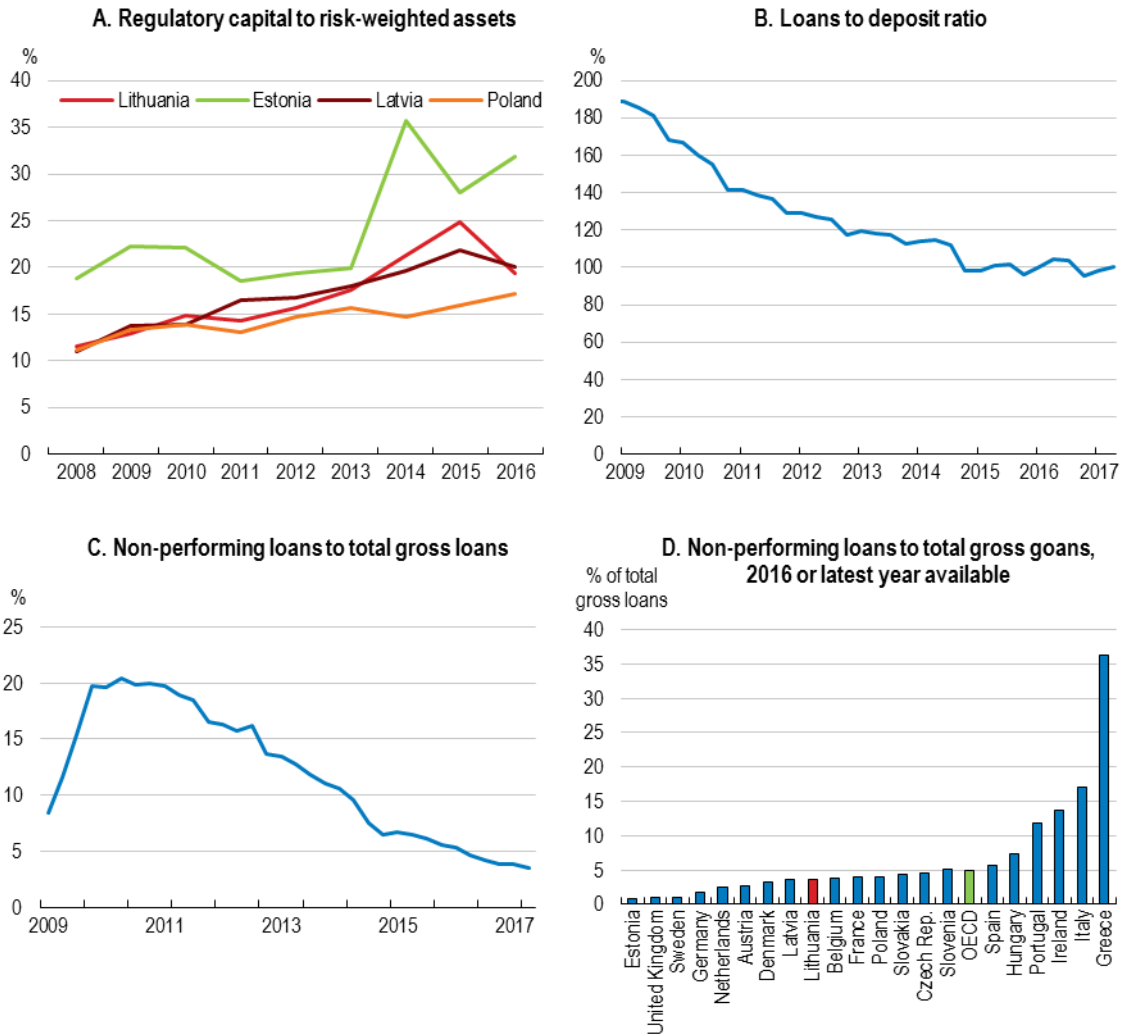
Sources : Banque centrale européenne (BCE) ; Banque de Lituanie ; Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Base de données des indicateurs des prix des logements de l'OCDE.

L'activité est dynamique dans le secteur du logement, dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt, de croissance du crédit et de hausse des revenus (graphique 11). L'accessibilité financière du logement a continué de s'améliorer, sur fond d'augmentation rapide des revenus des ménages et de bas niveau des taux d'intérêt (Bank of Lithuania, 2017c). Le nombre de transactions immobilières en 2016 s'est établi à un niveau proche des pics atteints avant la crise, et cette tendance positive, quoique plus calme dans son rythme, s'est prolongée en 2017. Les prix de l'immobilier d'habitation ont continué d'évoluer à la hausse, avec un léger ralentissement depuis la mi-2017. Une part notable du financement des achats de logements est constituée de prêts bancaires, puisque 40 % environ des transactions immobilières sont financées par des prêts hypothécaires. Au troisième trimestre de 2017, les prêts au logement représentaient 80 % des crédits aux ménages, et près de 40 % de l'ensemble des prêts accordés au secteur privé en 2016 (Bank of Lithuania, 2017c). Les loyers ont également augmenté, mais à un rythme plus lent que les prix de vente. Les promoteurs immobiliers ont réagi au dynamisme du marché immobilier en investissant massivement dans l'expansion du parc de logements, ce qui a permis un certain relâchement des tensions sur les prix.

### *Le système financier semble solide, mais les autorités doivent rester vigilantes*

Le secteur bancaire lituanien est fortement concentré et dominé par des banques à capitaux étrangers. À la fin de 2017, on comptait six banques et sept succursales étrangères, représentant respectivement 84 % et 8 % du marché (en termes à la fois d'actifs et de prêts). Les trois principaux établissements bancaires (SEB, Swedbank et Luminor) représentaient respectivement 81 % et 83 % du marché, mesuré en termes d'actifs et de prêts. La part de marché des succursales étrangères devrait augmenter d'un tiers environ d'ici le début de l'année 2019. Le système financier est résilient d'après une évaluation du Fonds monétaire international (IMF, 2017a). Des indicateurs de performance laissent à penser que la solvabilité et la liquidité du secteur bancaire sont supérieures aux niveaux requis ; la situation des banques est solide en matière de capitaux propres, qui se composent en quasi-totalité de titres appartenant aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (graphique 12). La qualité des prêts s'est également améliorée. Les financements nets des banques mères, qui constituent un indicateur important pour le système bancaire lituanien, étant donné qu'il est constitué en grande partie d'établissements à capitaux étrangers, ont diminué pour s'établir en deçà de 4 % du PIB.

Graphique 12. Indicateurs de solidité financière



Sources : Base de données des Indicateurs de solidité financière du Fonds monétaire international (FMI) ; et Banque centrale européenne (BCE).

La Lituanie consolide les fondements juridiques et institutionnels de la stabilité financière depuis la crise mondiale. Une Loi sur la viabilité financière a été adoptée en 2009 ; la Banque de Lituanie s'est vu explicitement confier pour mandat de conduire la politique macroprudentielle en 2014 ; et une Stratégie macroprudentielle a été adoptée en 2015. La panoplie d'instruments macroprudentiel de la banque centrale comprend un volant de fonds propres contracyclique et un volant de fonds propres relatif aux établissements d'importance systémique, qui sont réajustés de manière périodique, ainsi que des obligations réglementaires fondées sur des quotités de financement (ratios prêt/valeur du bien), des ratios service de la dette/revenu et des indicateurs de durée des prêts pour les emprunteurs (encadré 3). Y figure également un volant applicable au risque systémique. Cette panoplie d'instruments macroprudentiels vaste et souple permet à la Banque de Lituanie de disposer des outils dont elles ont besoin pour remédier aux problèmes spécifiques du système financier.

Néanmoins, une surveillance des risques s'impose, notamment en ce qui concerne la croissance relativement rapide du crédit et le dynamisme du marché immobilier, pour lequel les indicateurs se rapprochent des niveaux observés avant la crise (graphique 11). Dans la mesure où l'endettement du

secteur privé reste modeste et les prix des logements nettement inférieurs à leurs sommets historiques, aucun risque immédiat ne pèse sur la stabilité financière. Une grande vigilance s'impose toutefois alors que la dynamique conjoncturelle s'accélère dans le secteur financier, notamment compte tenu du fait que la croissance du crédit est une des plus rapides de l'Union européenne (UE) et que de nombreuses PME manquent de garanties pour emprunter (Bank of Lithuania, 2017c). La Banque de Lituanie réévalue périodiquement l'orientation de la politique macroprudentielle et se tient prête à prendre des mesures si nécessaire. Pour accroître la résilience des banques vis-à-vis d'un retournement potentiel du marché, la banque de Lituanie a relevé le taux du volant contracyclique de 0 % à 0.5 % en décembre 2017, avec date d'effet à partir de la fin 2018. Cette décision a vocation à constituer des réserves de fonds propres pendant les périodes de croissance solide, lorsque la rentabilité du secteur bancaire est forte, afin d'éponger les pertes éventuelles et déduire le caractère procyclique du crédit en période moins faste. Si d'autres mesures s'avéraient nécessaire face à la montée des prix de l'immobilier d'habitation et de la forte demande de prêts au logement, il pourrait être envisagé de relever à nouveau le taux du volant contracyclique et/ou de réévaluer les Règles relatives au crédit responsable.

La forte présence d'établissements des pays nordiques dans le secteur bancaire, où ils se taillent la part du lion, rend l'économie lituanienne particulièrement vulnérable aux évolutions de la situation de ces pays. Par conséquent, pour prendre en compte les répercussions des faiblesses des banques mères, il faut suivre avec vigilance ces évolutions dans le cadre de l'évaluation de la résistance des banques lituaniennes à différents types de difficultés. La Banque de Lituanie et le ministère des Finances sont partie prenante à la mise en œuvre de l'accord de coopération conclu entre les pays baltes et nordiques sur la stabilité financière transnationale et la gestion des crises, qui organise l'échange de renseignements, des discussions conjointes sur les questions de stabilité financière et des exercices conjoints réguliers de simulation de crise financière (Bank of Lithuania, 2018). La forte concentration du secteur bancaire rend également le système financier très dépendant de quelques grands acteurs du marché, ce qui peut perturber à grande échelle le fonctionnement du système financier en cas de déséquilibres. De fait, la Banque de Lituanie a identifié quatre banques d'importance systémique et défini pour elles des obligations supplémentaires en termes de volant de fonds propres, avec date d'effet au 31 décembre 2016 (encadré 3).



### Encadré 3. La réglementation prudentielle en Lituanie

Conformément aux dispositions relatives à l'adéquation des fonds propres de la directive et du règlement de l'Union européenne (UE) constituant le « paquet CRD IV », de nouvelles obligations en matière de volant de fonds propres ont été imposées aux banques afin de réduire les risques structurels et conjoncturels. Un volant de conservation fixé à 2.5 % des actifs est maintenant en place et le niveau du volant de fonds propres contracyclique, actuellement de 0 %, devrait passer à 0.5 % d'ici la fin de 2018. Ce niveau pourra être relevé, si nécessaire, pour renforcer la résilience du secteur bancaire, ainsi que pour empêcher une augmentation excessive du crédit et du niveau de levier financier (Bank of Lithuania, 2017c).

En outre, les établissements lituaniens d'importance systémique ont été identifiés à la fin de 2015 et sont maintenant soumis à des obligations supplémentaires en matière de volant de fonds propres. Quatre établissements se voient appliquer depuis la fin de 2016 le volant de fonds propres relatif aux « autres établissements d'importance systémique (EIS) » – par opposition aux « établissements d'importance systémique mondiale (EISm) » – auquel s'ajoute un volant de fonds propres supplémentaire fixé à 5 % pour AB Šiaulių Bankas, et de 2 % pour les trois premières banques AB SEB Bankas, Swedbank AB et AB DNB Bankas Luminor Bank AB.

Plusieurs dispositions ont également été adoptées pour empêcher les emprunteurs d'accumuler une dette excessive dans l'environnement actuel de faiblesse des taux d'intérêt et de forte croissance. Les Règles relatives au crédit responsable ont été modifiées en 2015, la durée maximale des prêts a été ramenée de 40 à 30 ans, et les autorités ont réduit la modulation en fonction du taux d'intérêt du niveau de ratio service de la dette/revenu à respecter, tout en permettant, dans une mesure limitée, d'appliquer un ratio service de la dette/revenu plus élevé dans des circonstances spécifiques sans compromettre la réalisation des objectifs macroprudentiels.

La présence de succursales de banques étrangères souligne l'importance de la coordination transnationale des mesures de politique macroprudentielle. La Banque de Lituanie dispose d'un certain nombre d'instruments qu'elle pourrait utiliser et appliquer aux expositions des banques en Lituanie dans l'hypothèse d'un accroissement des risques systémiques d'ordre conjoncturel ou structurel. La réciprocité est obligatoire pour l'emploi de certains de ces instruments (tels que le volant contracyclique), tandis que pour d'autres (comme le volant applicable au risque systémique), cette règle de la réciprocité sera appliquée via le cadre du Conseil européen du risque systémique (CERS) sur la réciprocité volontaire. Les obligations imposables aux emprunteurs (quotité de financement, ratio service de la dette/revenu, durée de prêt) en Lituanie sont d'ores et déjà applicables à tous les organismes de crédit qui proposent des prêts au logement dans le pays et par conséquent, aucune obligation de réciprocité ne sera nécessaire.

Comme dans d'autres pays, les banques lituaniennes sont confrontées aux difficultés que pose le changement technologique dans le secteur financier, avec l'émergence de risques pour la cybersécurité, par exemple, ainsi que la nécessité de s'adapter à de nouveaux modèles économiques du fait de l'apparition de nouveaux produits et participant sur le marché, notamment les FinTech et leurs technologies financières (Bank of Lithuania, 2017c).

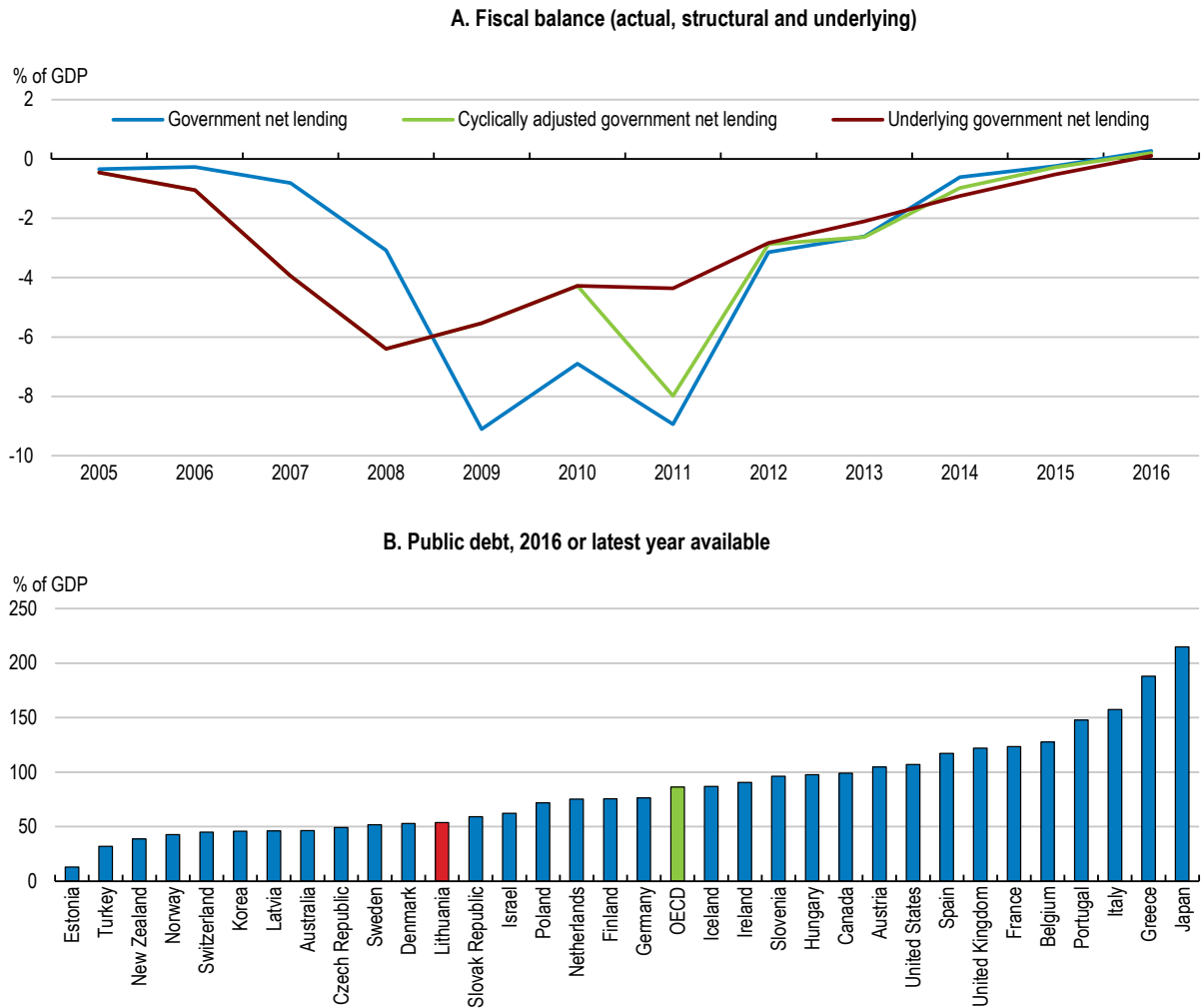
### Mettre la politique budgétaire au service de la croissance inclusive

#### *La politique budgétaire est devenue plus viable*

La situation budgétaire de la Lituanie est saine. Après la forte diminution des recettes qui a fait suite à la crise de 2008, le gouvernement a commencé à assainir les finances publiques sur le front des dépenses en réduisant la masse salariale, les dépenses sociales et les investissements en infrastructures. Le budget 2016 s'est traduit par un excédent de 0.3 % du PIB, le premier depuis plus de dix ans (graphique 13). En conséquence, la dette brute est en train de se stabiliser aux alentours de 50 % du PIB (suivant la définition retenue pour l'établissement des comptes nationaux de l'OCDE), ce qui représente un niveau d'endettement viable à l'aune de diverses simulations (Fournier and Bétin, *à paraître*). Le solde budgétaire est resté positif en 2017 et devrait l'être encore en 2018. Le « Nouveau modèle social » devrait rendre le budget plus viable et plus inclusif, et se traduire par une amélioration du solde budgétaire de l'ordre de 3 points de PIB à long

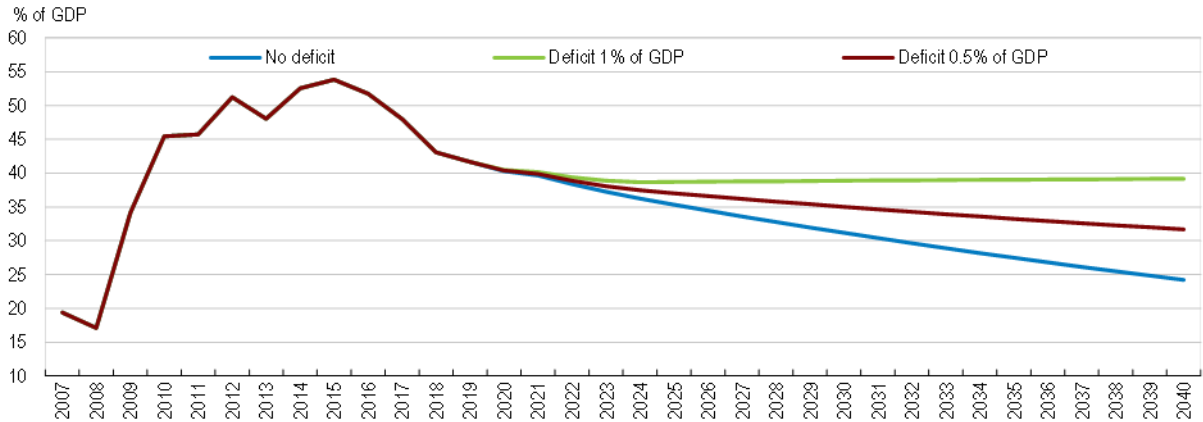
terme, tandis que l'augmentation des prestations sociales entraînera une hausse des dépenses de 0.5 point de PIB environ à court terme.

**Graphique 13. La politique budgétaire est relativement saine**



Note : La dette est calculée suivant la définition retenue pour l'établissement des comptes nationaux de l'OCDE.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*.

**Graphique 14. La viabilité de la trajectoire de la dette selon différents scénarios de déficit structurel**

*Note* : Le scénario d'« absence de déficit » repose sur les prévisions établies pour le n° 103 des *Perspectives économiques de l'OCDE* jusqu'en 2019. Ensuite, il se fonde sur les hypothèses suivantes : une croissance du PIB réel permettant de combler progressivement l'écart de production et, à partir de 2020, s'établissant à 2.5 % ; un budget à l'équilibre à partir de 2025 ; une inflation refluant progressivement vers 2 % d'ici à 2030 ; et un taux d'intérêt effectif moyen convergeant vers 3 % d'ici à 2030. Les excédents enregistrés dans le cadre du système de retraite (graphique 3.3) ne sont pas pris en compte. Le ratio de la dette et du déficit en pourcentage du PIB est calculé selon la méthode appliquée pour les comptes nationaux.

*Source* : Calculs de l'OCDE.

Les autorités ont renforcé le cadre budgétaire de la Lituanie en adoptant le Pacte budgétaire de l'UE au niveau constitutionnel et en mettant en place un conseil budgétaire indépendant, qui est en fonction depuis 2016.

- *Règles budgétaires.* Le cadre budgétaire comprend une règle budgétaire et une règle de dépenses. En vertu de la première, le solde doit atteindre l'objectif à moyen terme, actuellement fixé à moins 1 % du PIB – lorsque la croissance du PIB est inférieure à son potentiel, et s'améliorer jusqu'à atteindre un excédent structurel lorsque la croissance du PIB est supérieure à son potentiel. La règle de dépenses plafonne leur progression à la moitié de la moyenne pluriannuelle de la croissance potentielle du PIB si le solde budgétaire moyen des cinq dernières années est déficitaire. Ces règles sont considérées comme relativement rigoureuses et reposent sur la croissance potentielle, qui est souvent difficile à mesurer (European Commission, 2015). Néanmoins, le cadre budgétaire pluriannuel n'est pas totalement contraignant, et la période de programmation de trois ans qui le caractérise le place très en retrait des pratiques courantes actuelles (OECD, 2014).
- *Conseil budgétaire.* Le Conseil budgétaire a commencé à s'assurer du respect des règles budgétaires et à préparer des avis destinés au Parlement. Le mandat du Conseil est vaste, conformément aux recommandations de l'OCDE (OECD, 2015a). Néanmoins, les autorités viennent tout juste de commencer à appliquer les principes de l'OCDE relatifs aux institutions budgétaires indépendantes, et il n'existe pas encore de procédures ni de mécanismes de gestion internes (European Commission, 2017a). Le conseil est toujours placé sous l'autorité de la Cour des comptes lituanienne, qui jouit d'une excellente réputation, mais des tensions pourraient se faire jour entre ces deux institutions en cas de divergence entre leurs objectifs respectifs.

***Le cadre budgétaire pourrait être encore renforcé***

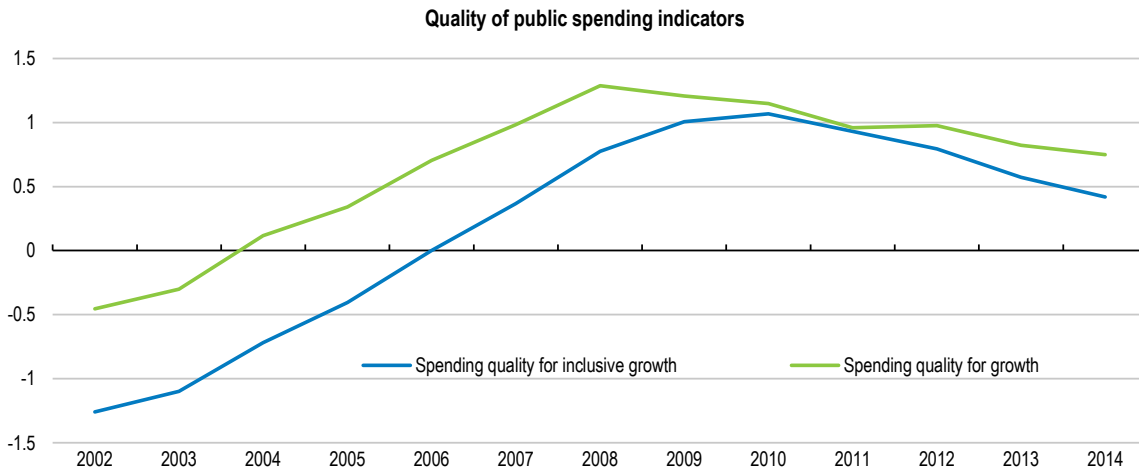
En tant que petite économie ouverte, la Lituanie est exposée aux chocs externes et devrait donc maintenir sa dette à un bas niveau, afin de disposer de la latitude nécessaire pour pouvoir mener une politique budgétaire contracyclique. Les autorités estiment que les marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour amortir des chocs négatifs sont comprises entre 5 % et 10 % du PIB. En l'état, la règle budgétaire devrait ramener la dette aux alentours de 40 % du PIB en 2040 (selon la définition retenue pour l'établissement des comptes nationaux de l'OCDE), ce qui est prudent au regard de la diminution de la population (Fall *et al.*, 2015). Néanmoins, ce niveau n'est que légèrement inférieur à celui atteint en 2017, et la dette pourrait monter rapidement vers les seuils définis par l'UE si l'économie était touchée par une récession (graphique 14). Pour réduire encore l'endettement et renforcer les marges de manœuvre budgétaires contracycliques, il faudrait que le déficit budgétaire à long terme n'excède pas 0.5 % du PIB par an.

Les autorités pourraient renforcer encore le cadre budgétaire en définissant comme point d'ancrage un objectif chiffré d'endettement à long terme et en établissant une trajectoire crédible de réduction de la dette, concentrée en début de période (Fall *et al.*, 2015). L'horizon de la budgétisation à moyen terme sur laquelle reposent les plans à long terme devrait être porté à quatre ou cinq ans. La procédure budgétaire devrait être bien coordonnée et transparente. Enfin, on pourrait renforcer le Conseil budgétaire en accentuant son indépendance institutionnelle, et celui-ci pourrait utiliser son mandat de manière plus active dans le cadre de la préparation du budget.

***La structure des dépenses favorise une croissance inclusive, mais les dépenses pourraient être plus efficaces***

La composition des dépenses publiques, c'est-à-dire la ventilation des dépenses entre les différents domaines et fonctions de l'action publique, est propice à une croissance inclusive (tableau 5). La qualité, supérieure à la moyenne, des dépenses publiques tient au niveau relativement élevé de ces dépenses consacrées à l'investissement, à l'éducation, à la recherche et à la santé, ce qui tend à étayer à la fois la croissance et l'égalité, cependant que le budget des subventions est faible (graphique 15). La qualité des dépenses fluctue surtout en fonction des mouvements de hausse et de baisse de l'investissement en infrastructures. Les dépenses sociales restent insuffisantes, mais les prestations familiales et les allocations d'éducation augmentent rapidement.

L'efficacité des dépenses publiques est plus problématique. Les résultats du système d'enseignement, mesurés à partir des tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), sont inférieurs à ceux de pays comparables, et les écarts persistent entre les élèves des zones rurales et ceux des zones urbaines. Les établissements d'enseignement sont souvent trop petits, et une attention particulière devrait être accordée à la qualité des enseignants (OECD, 2017c). Les résultats de la recherche sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE, même si le nombre de chercheurs par habitant est légèrement plus élevé (OECD, 2016a). L'état de santé de la population est relativement médiocre par rapport à la moyenne de l'OCDE. Les projets d'investissement public sont fréquemment retardés, même si les dépassements de coûts sont limités. Si les raisons sous-jacentes de ce manque d'efficacité des dépenses publiques varient suivant les postes de dépenses, une cause commune semble résider dans le manque de fixation d'objectifs et de suivi des performances dans le secteur public. Mettre en place une culture du résultat, par exemple en définissant des objectifs pour les biens financés sur fonds publics et en veillant à ce qu'ils soient réalisés, et en effectuant régulièrement des examens de dépenses, pourrait contribuer à une amélioration de la qualité des services publics, conjuguée à une réduction de leur coût. La mise en place de méthodes uniformes d'analyse coûts-avantages pour évaluer les projets d'investissement public serait également une autre piste pour améliorer les performances dans le secteur public.

**Graphique 15. La structure des dépenses favorise la croissance inclusive**

*Note* : L'indicateur de qualité des dépenses publiques est construit à partir d'un ensemble de régressions multivariées mettant en relation la structure des dépenses avec la croissance moyenne et les inégalités de revenu dans une trentaine de pays de l'OCDE, et il est normalisé à zéro. Une valeur positive de l'indicateur signifie que la structure des dépenses de la Lituanie était plus propice à la croissance que celle des pays de l'OCDE en moyenne pendant l'année considérée.

*Source* : Bloch, D. et J. Fournier (2018), « The deterioration of the public spending mix during the global financial crisis: Insights from new indicators », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1465, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/2f6d2e8f-en>.

**Tableau 5. Structure des dépenses et des recettes de la Lituanie (% du PIB)**

<b>Dépenses des administrations publiques</b>	<b>34.2</b>	<b>Recettes totales des administrations publiques</b>	<b>34.6</b>
Services généraux des administrations publiques;	4.1	Impôts sur la production et les importations	
Ordre et sécurité publics	1.5	Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	5.44
Affaires économiques	3.0	Impôts sur les plus-values du capital	0
Santé	5.8	Cotisations sociales	11.9
Enseignement	5.2	Impôt sur les biens immobiliers	0.4
Protection sociale	11.2	Autres recettes	5.3
Autres	3.4		

*Sources* : Eurostat (2017) et ministère des Finances de la Lituanie.

### ***Le système d'imposition devrait devenir plus inclusif***

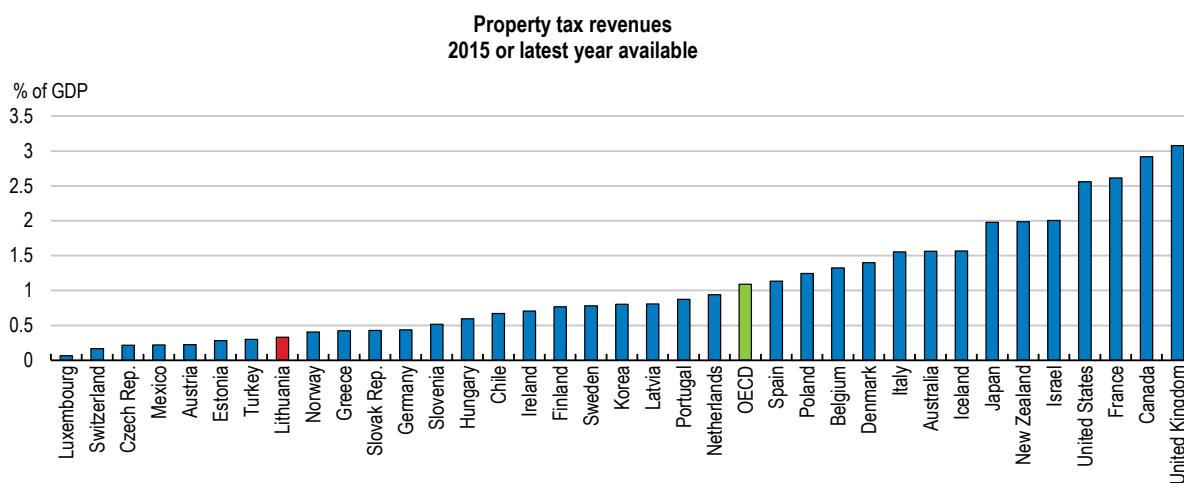
Le système d'imposition fait la part belle aux prélèvements sur le travail et la consommation, tandis que les revenus et les biens immobiliers sont assez légèrement imposés, même si, à moins de 30 % du PIB, le coefficient de pression fiscale de la Lituanie est plus faible que la moyenne de l'OCDE, qui est égale à 34 % du PIB (tableau 5). Les autorités pourraient rendre la structure fiscale plus inclusive en réduisant le poids des impôts sur le travail et en allégeant la charge fiscale qui pèse sur les groupes à bas revenu.

- Les cotisations de sécurité sociale – qui financent les prestations de retraite, de santé et de chômage – représentent 40 % du salaire brut, et sont essentiellement à la charge des employeurs. Ce taux élevé de cotisation pourrait réduire la demande de main-d'œuvre et favoriser l'emploi informel, en particulier parmi les personnes ayant de faibles revenus d'activité. En 2017, le gouvernement a commencé à transférer la charge du financement des prestations du budget de la sécurité sociale au budget général, élargissant du même coup la base d'imposition, mais les taux de cotisation n'ont pas été abaissés. Le gouvernement devrait continuer d'alléger le fardeau des

cotisations et fixer à cet égard un objectif chiffré, tout en veillant au maintien d'objectifs de prestations et de déficit.

- Les revenus des personnes physiques sont imposés au taux uniforme de 15 %. Dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau modèle social, le gouvernement a plus que doublé le montant des exonérations d'impôt accordées aux ménages à bas revenu, dont le montant est passé de 165 EUR en 2014 à 310 EUR par mois en 2017 et à 380 EUR en 2018, mais elles demeurent inférieures à la moyenne de l'OCDE. En 2017, le gouvernement a encore renforcé la progressivité de la fiscalité des revenus en donnant un caractère dégressif aux exonérations d'impôt, c'est-à-dire en diminuant les abattements à mesure que le revenu augmente. Un abattement pour enfant à charge a été remplacé par une allocation d'éducation en 2018, favorisant ainsi les personnes percevant des revenus d'activité modestes.
- Les impôts périodiques sur la propriété immobilière représentent 0,4 % du PIB, ce qui est inférieur à la moyenne de l'OCDE (graphique 16). La valeur des biens est estimée sur la base d'une appréciation de la situation du marché, mais le seuil d'imposition est élevé puisqu'il s'établit à 220 000 EUR. Dans la mesure où les prélèvements sur les biens immobiliers sont considérés comme les moins préjudiciables à la croissance, le gouvernement devrait s'employer à accroître le poids relatif des impôts immobiliers, en élargissant leur assiette plutôt qu'en relevant leurs taux et en prévoyant des exonérations en faveur des ménages modestes (Blöchliger, 2015).
- Les plus-values sont modestement imposées. Les exonérations en vigueur favorisent les personnes ayant de hauts revenus et réduisent la progressivité du système d'imposition. En 2016, l'exonération relative aux plus-values de cession de résidences non principales a été limitée aux biens conservés pendant au moins 10 ans. Un allongement de cette période risquerait de réduire les transactions sur le marché et la mobilité géographique (Caldera-Sanchez *et al.*, 2011). Dans les temps à venir, les autorités devraient envisager de supprimer progressivement ces exonérations.

**Graphique 16. Les impôts périodiques sur la propriété immobilière sont faibles**



*Note* : Pour les pays de l'OCDE, nous avons utilisé l'agrégat « Impôts périodiques sur la propriété immobilière » (catégorie 4100 des *Statistiques des recettes publiques*). Pour la Lituanie, nous avons utilisé en lieu et place les recettes fiscales autres que celles provenant des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, et des impôts sur les biens et services. Par conséquent, le niveau des recettes d'impôts sur la propriété immobilière de la Lituanie est surestimé dans le graphique.

*Sources* : Base de données des *Statistiques des recettes publiques* de l'OCDE ; et ministère des Finances de la Lituanie.

La discipline fiscale s'est améliorée mais laisse toujours à désirer. L'écart de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – c'est-à-dire la différence entre les montants effectivement collectés et ceux qui pourraient l'être en théorie – est un des plus élevés de l'UE (CASE, 2017). Plusieurs mesures destinées à améliorer la collecte de la TVA et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont censées se traduire par un surcroît de recettes représentant 0.4 % du PIB, ce qui est considéré comme ambitieux (EU Commission, 2017). En 2016, l'Inspection des impôts a continué de mettre en œuvre sa Stratégie pour la discipline fiscale, en mettant en place un système de facturation électronique et de lettres de transport électroniques, ce qui devrait considérablement améliorer le recouvrement des impôts au cours des années à venir. Les autorités devraient poursuivre les efforts déployés pour lutter contre l'évasion fiscale, de manière à renforcer l'équité du système d'imposition et à améliorer la compétitivité de l'économie. Une attention particulière devrait être accordée à la question de savoir si les mesures déjà mises en œuvre ont été couronnées de succès.

Les recommandations qui figurent dans cette *Étude* auraient à terme un effet globalement positif sur le solde budgétaire (encadré 4).

#### Encadré 4. Effets budgétaires à long terme de certaines recommandations clés de l'OCDE

Le tableau 6 donne un ordre de grandeur des effets budgétaires à long terme de certaines recommandations de l'OCDE présentées dans cette *Étude*. Ces estimations reposent sur des scénarios illustrant les effets de mesures spécifiques en matière de dépenses et d'impôts, et sur les estimations existantes de l'élasticité des recettes fiscales par rapport au produit intérieur brut (PIB). On décompose les effets induits sur le solde budgétaire par les réformes structurelles quantifiées dans l'encadré 2 en fonction de leur impact sur le PIB, de manière à mettre en évidence les réponses comportementales estimées (« effets budgétaires ») et leurs effets directs en termes de coût budgétaire (« effets comptables »). Les effets budgétaires sont supposés se faire sentir immédiatement après la mise en œuvre des réformes. Il convient d'interpréter l'ensemble des résultats avec prudence, en particulier parce qu'ils ne prennent pas en compte la dynamique des effets ni les spécificités du pays.

Tableau 6. Estimation de l'impact budgétaire de certaines recommandations de l'OCDE

Mesure	Variation du solde budgétaire (en points de PIB)
<b>Effets comptables des réformes structurelles proposées dans l'encadré 2</b>	
Augmentation des recettes d'impôts sur les biens immobiliers, notamment au titre des impôts périodiques sur les logements, de 0.4 % à 1.1 % du PIB (soit la moyenne de l'OCDE).	+0.7
Réduction des cotisations de sécurité sociale de 40 % à 35 % du salaire brut.	- 1.5
Augmentation des dépenses d'activation de 0.3 % à 0.5 % du PIB.	-0.2
Augmentation des dépenses consacrées à l'accueil des enfants de 0.3 % à 1.0 % du PIB (soit la moyenne de l'OCDE).	-0.3
<b>Effets budgétaires des réformes structurelles proposées dans l'encadré 2</b>	
Compte tenu de leur impact estimé sur le PIB par habitant (encadré 2), ces réformes structurelles se traduiraient par une augmentation du PIB de 2.8 %, abstraction faite de l'accroissement de la population. Le ratio dépenses publiques/PIB, qui s'établissait à 36.8 % du PIB en 2016, serait ramené à $36.8/1.058 \approx 35.8$ % du PIB. En posant l'hypothèse d'une élasticité à long terme des recettes fiscales par rapport au PIB égale à un, on obtient un effet estimé sur le solde budgétaire de 1.0 point de PIB (36.8 % du PIB moins 34.8 % du PIB).	+1.0

Source : Calculs de l'OCDE.

## Verdir l'économie

L'intensité énergétique de l'économie lituanienne est relativement élevée. Depuis l'arrêt définitif de son réacteur nucléaire à la fin de 2009, le pays dépend de ses importations, en provenance de Russie principalement. Les interconnexions avec la Suède et la Pologne mises en service à la fin de 2015 ont réduit cette dépendance. Cependant, pour tirer avantage du marché intégré européen de l'électricité, la Lituanie a besoin d'interconnexions supplémentaires et de la synchronisation prévue de son réseau avec celui d'Europe occidentale et centrale.

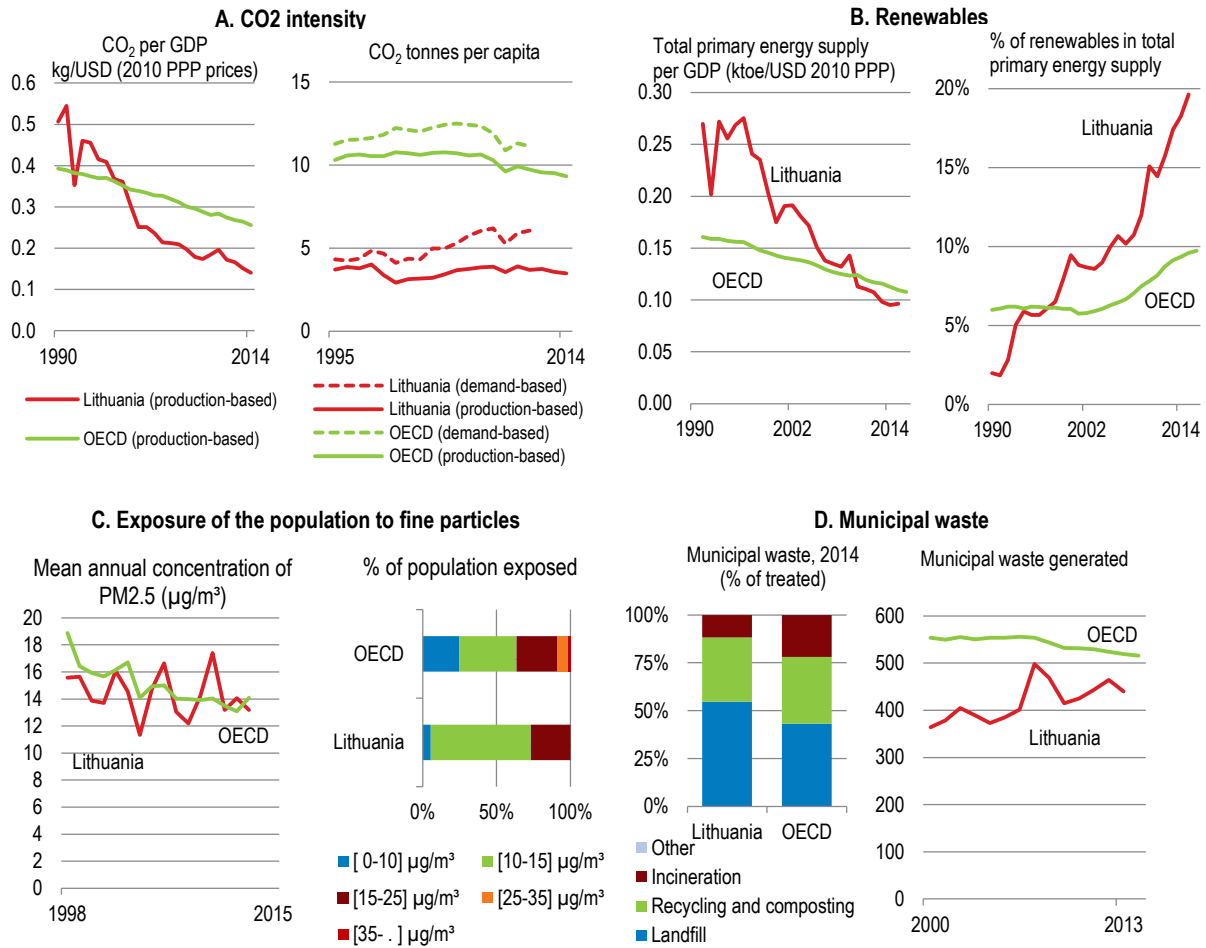
La structure des approvisionnements énergétiques du pays s'est modifiée et, au cours de la dernière décennie, l'économie lituanienne a atténué son impact sur l'environnement (graphique 17) :

- Le recours à la biomasse explique en partie pourquoi les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant sont bien inférieures à la moyenne de l'OCDE (partie A). La Lituanie estime que la quantité de CO<sub>2</sub> absorbée par la croissance forestière compense jusqu'à la moitié de ses rejets de gaz à effet de serre (Ministry of Environment, 2015). Les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant continuent de baisser, à la même vitesse que la moyenne de l'OCDE.
- La part des énergies renouvelables est en nette hausse depuis 10 ans, le vent et la biomasse étant de plus en plus souvent les sources de la production de chaleur et d'électricité (partie B). Le chauffage résidentiel est très largement assuré par des centrales de chauffage urbain (cogénération). Dans plus de 30 % des cas, ces installations brûlent de la biomasse. Des investissements dans des centrales de cogénération à biomasse ou à déchets sont prévus pour remplacer d'autres groupes de production alimentés aux combustibles fossiles.
- La combustion de la biomasse concourt fortement à l'indépendance énergétique du pays, mais elle contribue aussi à la pollution de l'air. Les rejets de particules fines (PM 2.5) en Lituanie sont très majoritairement le fait de la combustion dans le secteur de l'énergie, le reste provenant des transports (EPA, 2014). La qualité de l'air, fonction des émissions sur le territoire mais aussi dans les pays limitrophes, est d'un niveau comparable à celui de la moyenne de l'OCDE, même si le pourcentage de la population exposée à des niveaux annuels élevés est faible (partie C).
- Les déchets sont encore essentiellement mis en décharge (partie D). Une taxe de mise en décharge a été introduite en 2016 mais elle est très faible, et devrait être augmentée. L'élimination des déchets est soumise à une redevance volumétrique, et une taxe s'applique à certains produits dont la mise en décharge est une source probable de pollution (par exemple, piles). Depuis 2000, le traitement des eaux usées du secteur résidentiel s'est radicalement amélioré, puisque le volume d'eau recevant un traitement adéquat est passé de 50 % seulement à près de 100 %. Néanmoins, 10 % des masses d'eau superficielle sont classées dans la catégorie « en mauvais état » (Environmental Protection Agency, 2016). La Lituanie a récemment entrepris de créer des systèmes de gestion des bassins hydrographiques afin de mieux gérer les risques, en particulier d'inondation.

Les taxes sur l'essence et le gazole sont au niveau des moyennes respectives de l'OCDE. Cependant, la Lituanie demeure l'un des rares pays d'Europe à ne pas appliquer de taxe sur les véhicules ni de péage pour les voitures particulières. Le gouvernement devrait mettre en place un système de taxation des véhicules, possiblement fondé sur les émissions ou le kilométrage.



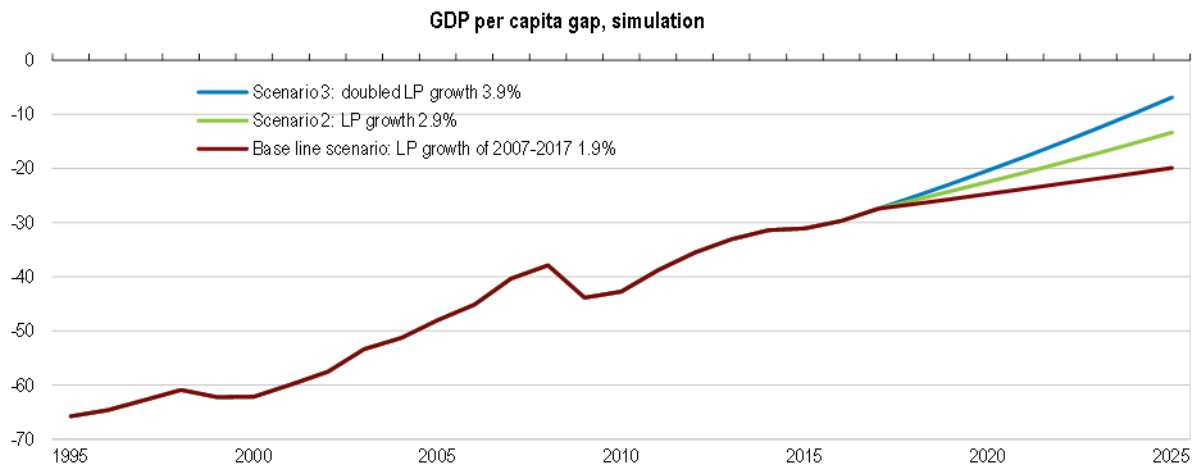
Graphique 17. Indicateurs de croissance verte



Sources : OCDE (2017), Base de données des Statistiques de l'OCDE sur l'environnement, indicateurs de croissance verte ; OCDE, base de données sur les Comptes nationaux ; AIE (2017), base de données IEA World Energy Statistics and Balances ; OCDE (2017), Air Pollution Exposure Indicators.

### Promouvoir la productivité et la croissance inclusive

Le renforcement de la croissance de la productivité aiderait à accélérer le processus de convergence des revenus et ferait gagner en inclusivité (graphique 18). La cohérence entre les politiques publiques est importante pour assurer une action concertée dans les réponses à apporter à des enjeux interdépendants. Des politiques d'activation du marché du travail bien conçues, par exemple, pourraient faciliter le redéploiement de la main-d'œuvre vers des secteurs plus productifs en aidant les salariés licenciés à se réinsérer dans des emplois nouveaux de qualité (OCDE, 2016d). Quant aux réformes dans l'éducation, elles procurent le double avantage de favoriser des gains de productivité et de promouvoir l'inclusivité.

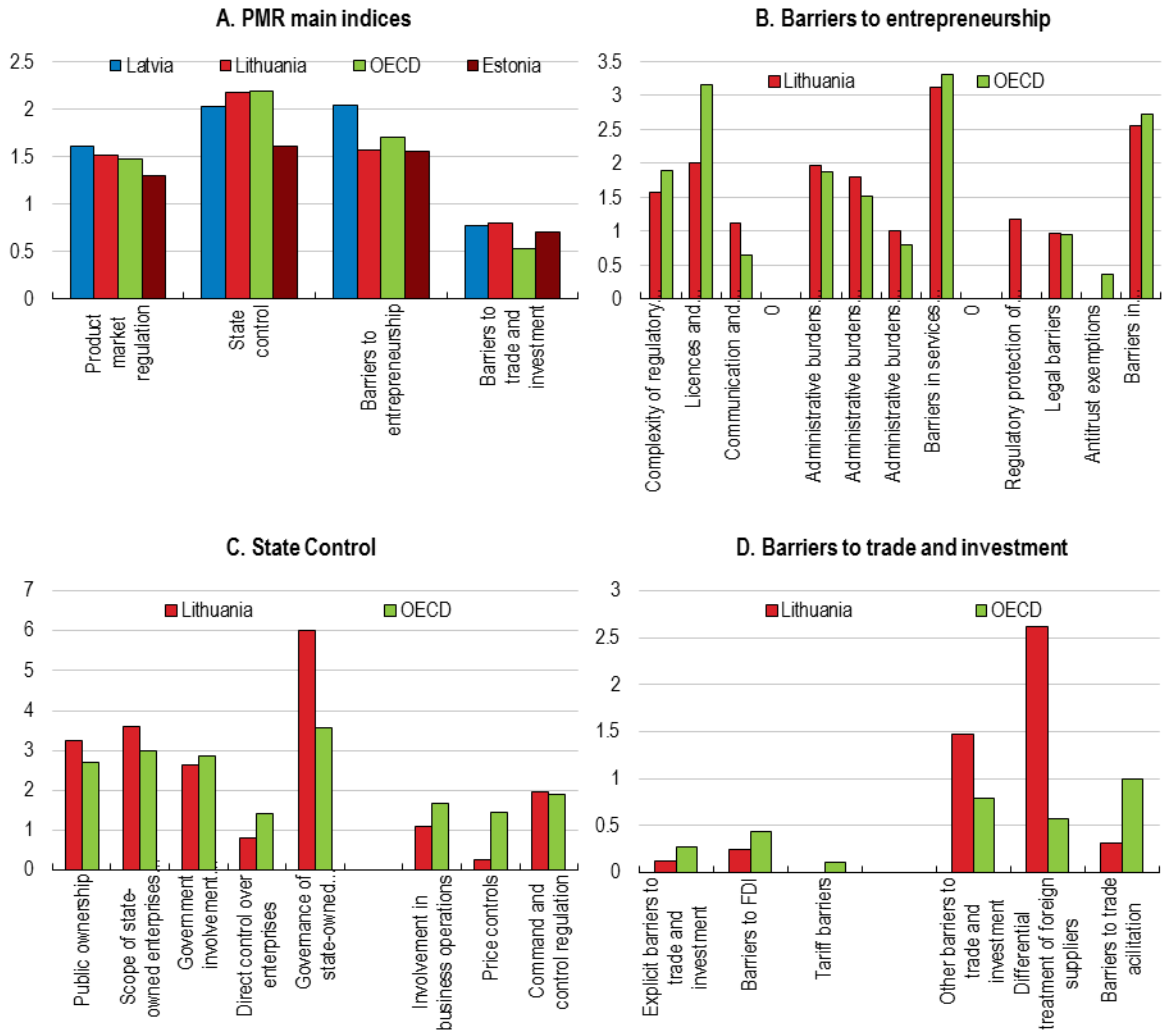
**Graphique 18. Convergence du PIB par habitant en fonction de différents scénarios**

Source : Calculs de l'OCDE.

### ***Dynamiser la productivité en levant les derniers obstacles à l'investissement***

Dans l'ensemble, le cadre réglementaire de la Lituanie est favorable à l'entreprise et ouvert aux investisseurs étrangers. En témoignent l'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE (graphique 19) et le classement *Doing Business* de la Banque mondiale, dans lequel la Lituanie figure parmi les 20 premiers pays (World Bank, 2018). En outre, le pays est classé parmi les dix premières économies les plus ouvertes aux échanges de services (OCDE, 2018a). Cela étant, certains obstacles à l'investissement, parmi lesquels la réglementation stricte applicable à l'embauche de non-ressortissants de l'UE et aux nouveaux entrants sur le marché des services juridiques (graphiques 19 et 20), peuvent rendre le pays moins attrayant aux yeux des investisseurs étrangers, mais les initiatives prises actuellement pour y remédier vont dans le bon sens.

Graphique 19. Réglementation des marchés de produits (RMP), 2013

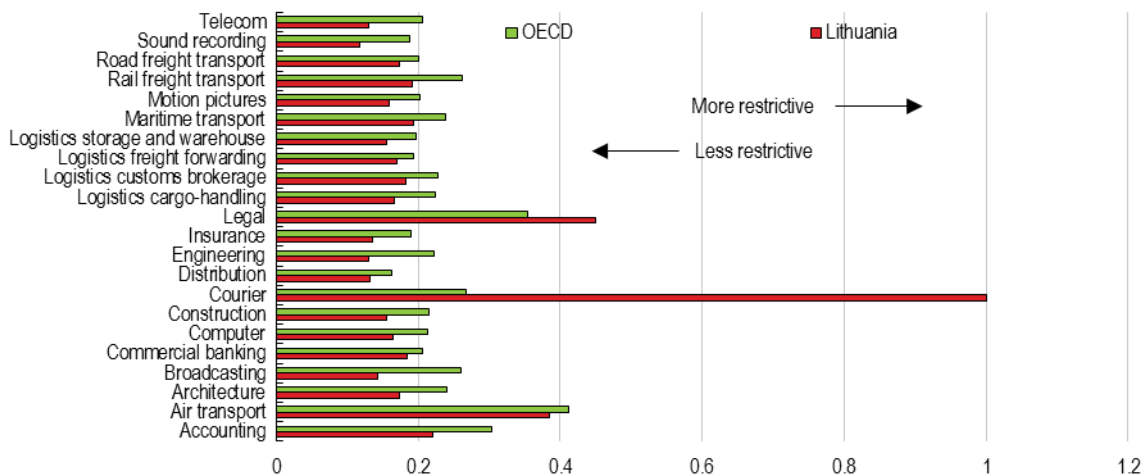


Source : OCDE, Base de données des indicateurs de réglementation des marchés de produits.

En particulier, une loi adoptée récemment a levé certaines restrictions au recrutement de travailleurs ressortissants d'États non membres de l'UE dans certaines professions. Ce texte a également amélioré les possibilités d'emploi des étudiants (à des postes à temps partiel) et des diplômés non-ressortissants d'un pays membre de l'UE, tout en mettant également en place une procédure simplifiée pour la délivrance de visas à des entrepreneurs originaires d'un pays hors UE envisageant de créer une entreprise dans le secteur des hautes technologies en Lituanie. Enfin, d'autres mesures allant dans le sens d'un assouplissement de la réglementation de l'emploi de main-d'œuvre originaire de pays hors UE sont en préparation. Des réformes récentes, dont un amendement à la Constitution, ont également permis d'assouplir les restrictions appliquées aux non-résidents dans les services juridiques, par exemple, ou dans l'acquisition de biens fonciers, mais des obstacles mineurs subsistent encore dans ces domaines. De même, la concurrence est primordiale pour une productivité accrue. Il conviendrait d'ouvrir davantage à la concurrence certains secteurs stratégiques, notamment le transport ferroviaire, secteur dans lequel une seule entreprise propose des services de fret. Le gouvernement envisage de réorganiser l'entreprise publique de transport ferroviaire (Lietuvos geležinkeliai) et de la scinder en plusieurs entités respectivement compétentes pour le transport

de voyageurs, le fret et la gestion des infrastructures, ce qui serait une mesure positive. L'adoption de réformes en plusieurs lots peut aider à vaincre les résistances des parties prenantes au changement.

**Graphique 20. Indice de restrictivité des échanges de services (IRES), 2017**

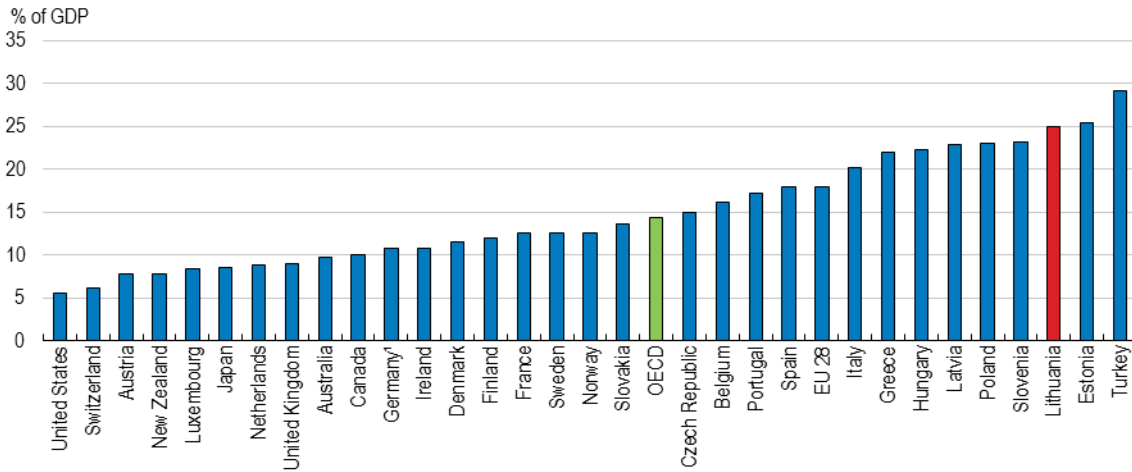


Source : OCDE, Base de données des indicateurs de réglementation des marchés de produits.

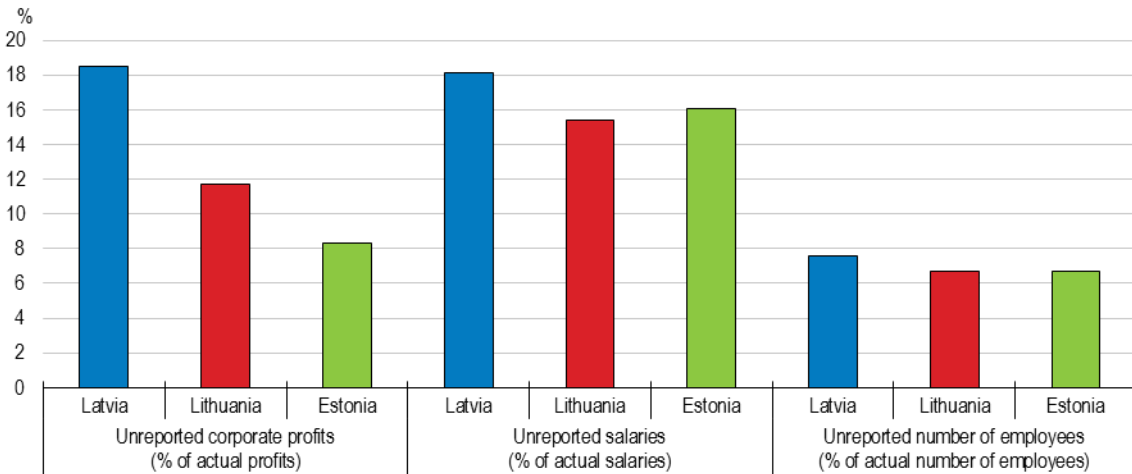
La réforme du régime des autorisations et permis en cours permettra également de stimuler l'investissement en allégeant encore les formalités administratives à accomplir par les entreprises. L'ampleur de l'économie informelle en Lituanie, qui représente, selon diverses études (notamment Schneider, 2016, graphique 21), entre 17 % et 25 % du PIB, peut constituer un autre obstacle à l'investissement car elle instaure des règles de jeu inégales entre les entreprises, sans compter qu'elle nuit aussi à l'inclusivité du marché du travail. Les entreprises ont tendance à mener leur activité dans le secteur informel pour un certain nombre de raisons, dont le niveau élevé des cotisations sociales et l'incertitude entourant les politiques réglementaires, les barèmes d'imposition et l'administration fiscale (Putnis and Sauka, 2017). Les difficultés rencontrées par les entreprises pour trouver une main-d'œuvre suffisamment qualifiée (voir plus loin) jouent également sur les décisions d'investissement.

**Graphique 21. Un large secteur informel**

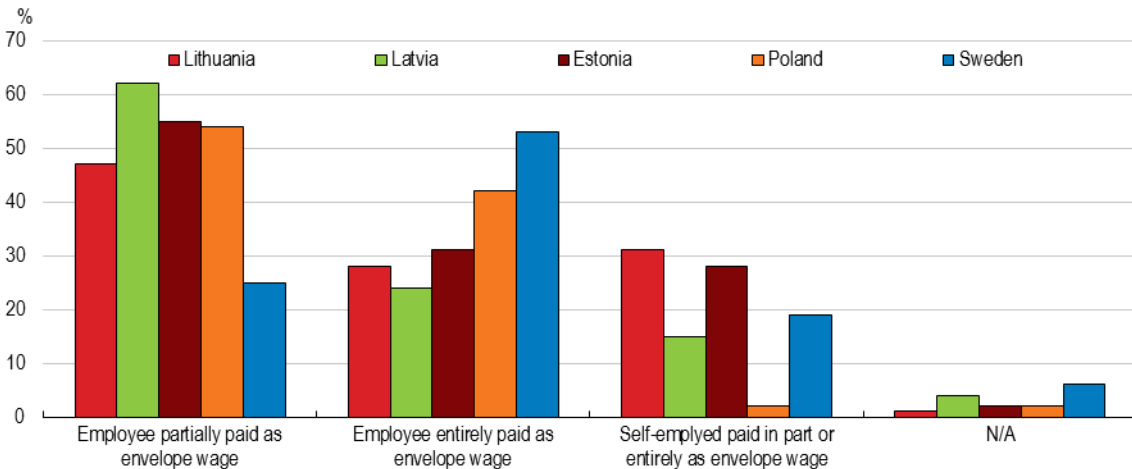
**A. Size of the shadow economy, 2016**



**B. Extent of income underreporting**



**C. Type of own shadow economy**



Sources : Eurobaromètre ; Lithuanian Free Market Institute, « Shadow economies in a Baltic Sea region 2015 » ; Schneider, Friedrich (2016) : Estimating the Size of the Shadow Economies of Highly-developed Countries: Selected New Results, CESifo DICE Report, ISSN 1613-6373, Vol. 14, Iss. 4, pp. 44-53 ; Putnins, Talis & Sauka, Arnis (2017), Shadow Economy Index for the Baltic Countries 2009-2016.

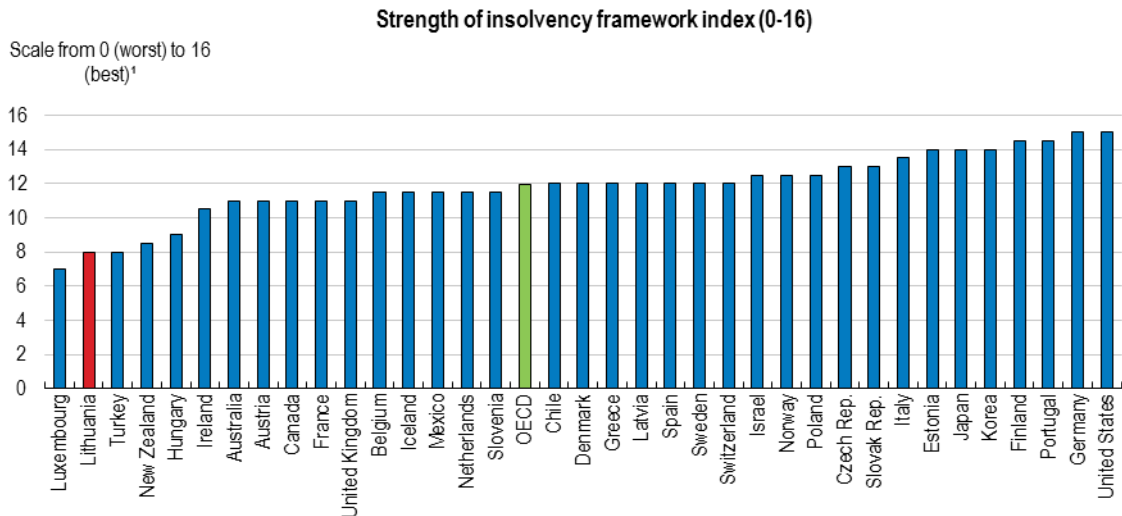
***Améliorer les résultats des entreprises publiques***

Les entreprises publiques entrent pour approximativement 3.2 % dans l'emploi total, soit plus que la moyenne de l'OCDE, de 2.4 %. Deux tiers environ des entreprises publiques lituaniennes mènent des activités commerciales soit à titre exclusif, soit de pair avec des missions de politique publique (Bank of Property, 2017). Les résultats financiers de ces entreprises se sont améliorés, en moyenne, ces dernières années, mais beaucoup n'atteignent pas encore l'objectif annuel de rentabilité fixé par l'exécutif (Bank of Property, 2016 ; 2017). Certaines ne sont pas rentables, elles pèsent sur les finances publiques et risquent d'évincer des entreprises privées plus efficaces. La Lituanie a récemment accompli d'énormes progrès pour porter leurs pratiques de gouvernance à un niveau plus proche des normes fixées dans les *Lignes directrices sur la gouvernance des entreprises publiques*. Il reste que l'examen réalisé en 2015 par l'OCDE, *Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Lithuania*, a mis en lumière certaines insuffisances notables dans la gouvernance des entreprises publiques, parmi lesquelles : une démarcation floue entre le rôle d'actionnaire de l'État et son rôle de régulateur des entreprises publiques ; l'absence de structure centralisée pour la gestion des participations de l'État ; l'indépendance restreinte des entreprises publiques dans leurs opérations ; leur faible taux de constitution en société commerciale et la qualité et la crédibilité de leurs états financiers (OECD, 2015b).

Un certain nombre de réformes récentes ont pour objet de remédier à ces insuffisances. Parmi celles-ci, on citera la définition d'une politique d'actionnariat de l'État et l'imposition d'obligations d'information aux entreprises publiques, le renforcement d'une fonction de coordination permettant de contrôler le respect de ces obligations et des initiatives visant à dépolitiser leurs conseils d'administration et à y nommer des administrateurs plus indépendants. Alliées aux restructurations en cours dans les secteurs publics de l'exploitation forestière et de l'entretien du réseau routier, ces réformes progressent comme prévu et devraient aller de pair avec des obligations nouvelles de transparence pour les conseils d'administration, et de résultats pour les dirigeants. Des projets sont en cours par ailleurs pour transformer intégralement en sociétés commerciales un certain nombre d'entreprises publiques qui relèvent actuellement non du droit des sociétés, mais d'un texte de loi. Seule une fraction mineure d'entreprises publiques devrait conserver leur statut actuel dans le cadre des modifications envisagées. Il est primordial que les entreprises publiques relèvent de la même législation et réglementation que les sociétés privées pour préserver la concurrence et la productivité (OECD, 2015b).

***Améliorer l'efficacité des procédures d'insolvabilité***

La Lituanie doit améliorer l'efficacité de son régime d'insolvabilité et faciliter la sortie des entreprises les moins productives (graphique 22) (Adalet McGowan et al., 2017). Malgré des progrès récents, les procédures de faillite demeurent coûteuses et longues (World Bank, 2017). Il faudrait clarifier et durcir les règles concernant la responsabilité des dirigeants d'entreprises insolubles de manière à les inciter à déposer le bilan plus tôt (NAO, 2014). Le gouvernement travaille actuellement à un projet de loi complet sur l'insolvabilité des entreprises, qui modifie les critères pour enclencher une procédure de faillite et fixe des délais plus clairs pour le dépôt de bilan. Les amendements apportés visent également à instaurer des conditions plus favorables à la restructuration des entreprises, permettant aux débiteurs en difficulté financière de se restructurer plus tôt (Adalet-McGowan and Andrews, 2016). Il est primordial de consolider le recours à des experts pour une meilleure efficacité car la liquidation d'une entreprise, ou sa réadaptation, peut être complexe. Juges spécialisés et administrateurs judiciaires sont importants à cet égard.

**Graphique 22. Il faut améliorer le cadre juridique de l'insolvabilité**

1. L'Indice de solidité du cadre juridique de l'insolvabilité est un indicateur composite de la qualité du régime d'insolvabilité, qui est établi à partir de données relatives aux délais, aux coûts et aux résultats des procédures d'insolvabilité appliquées aux entités juridiques lituaniennes.

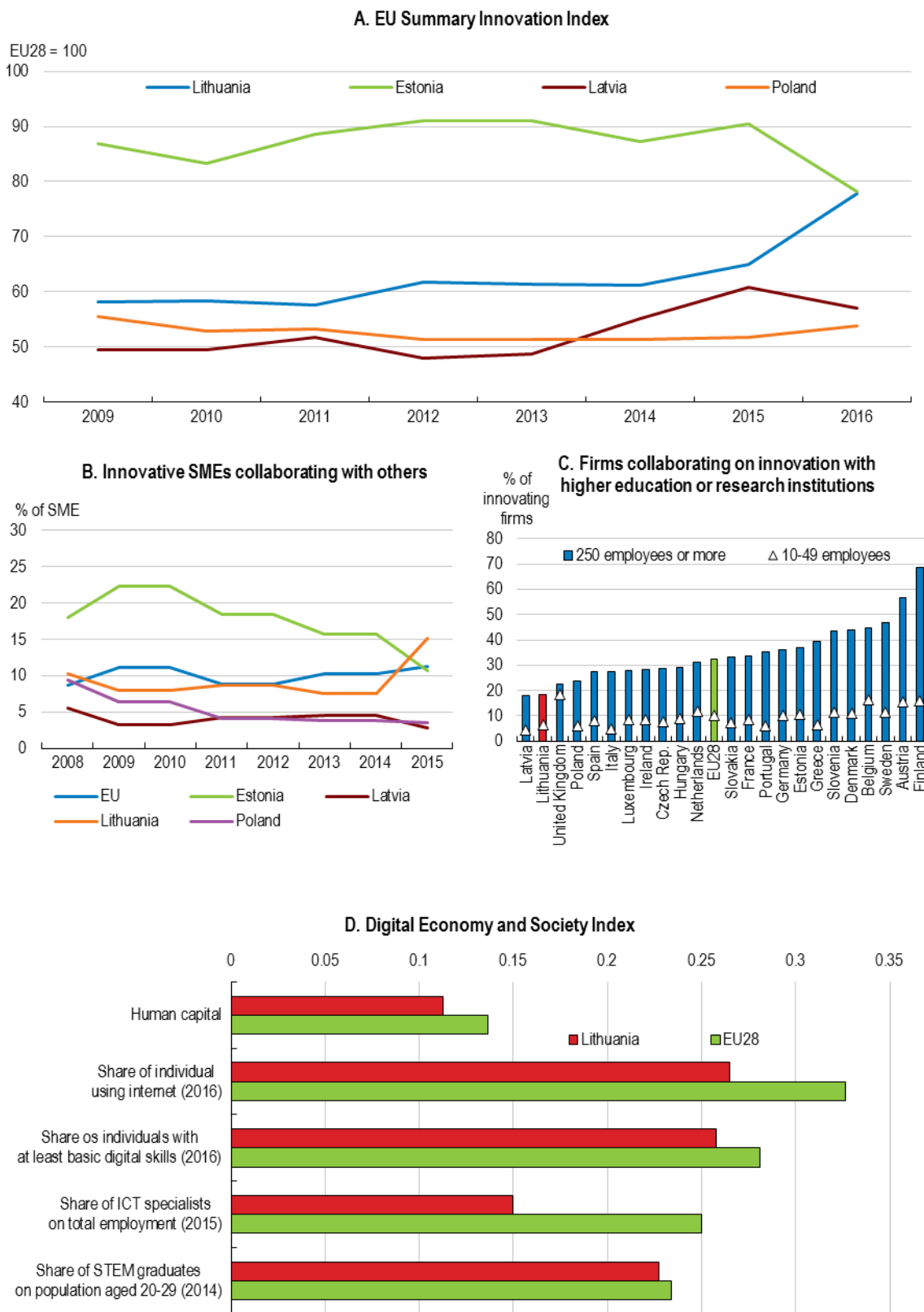
Source : Base de données *Doing Business 2018* de la Banque mondiale.

### ***Dynamiser la capacité d'innovation***

La Lituanie a amélioré sa position dans les classements internationaux sur l'innovation, mais ses résultats demeurent inférieurs à la moyenne de l'UE (European Commission, 2017b) (graphique 23, partie A). En dépit de progrès, les ressources consacrées à l'innovation et ses résultats sont en deçà des valeurs médianes de l'OCDE, ce qui laisse une marge pour améliorer son efficacité. Il existe de multiples institutions consultatives ou exécutives, relevant de divers ministères, ainsi qu'une pléthore de programmes et d'instruments de soutien, qui aboutissent à un morcellement de l'action publique et à des doublons (OECD, 2016a ; IMF, 2017b). Une coordination dans la gestion du système de l'innovation est primordiale. Les autorités devraient continuer de mettre en œuvre la réforme institutionnelle de la politique de l'innovation en améliorant la coordination, et regrouper les institutions et les programmes de soutien, partout où ils font double emploi, sur le fondement d'une analyse attentive et étayée (OECD, 2016a).

Encourager la collaboration entre les entreprises et les universités – un canal de transmission et de commercialisation des connaissances de plus en plus reconnu – demeure un autre enjeu essentiel (OECD, 2016a). Les activités de collaboration des PME ont connu une belle progression ces dernières années, dépassant la moyenne de l'UE. Toutefois, la collaboration des entreprises avec les universités et les instituts de recherche demeure limitée en particulier dans le cas des grandes entreprises, avec une faible mobilité entre le secteur des entreprises et celui de la recherche (graphique 23, parties B et C). La proportion de chercheurs travaillant dans le secteur des entreprises en Lituanie s'établit à 16 % environ, soit bien en deçà de la moyenne de l'UE, proche de 40 %. Compte tenu de l'expérience acquise au plan international, une contribution accrue des autorités lituaniennes aux programmes de recherche en collaboration menés par des instituts publics de recherche pourrait constituer une option (OECD, 2017a).

**Graphique 23 Indicateurs d'innovation et de transformation numérique**



Source : Tableau de bord européen de l'innovation 2017.



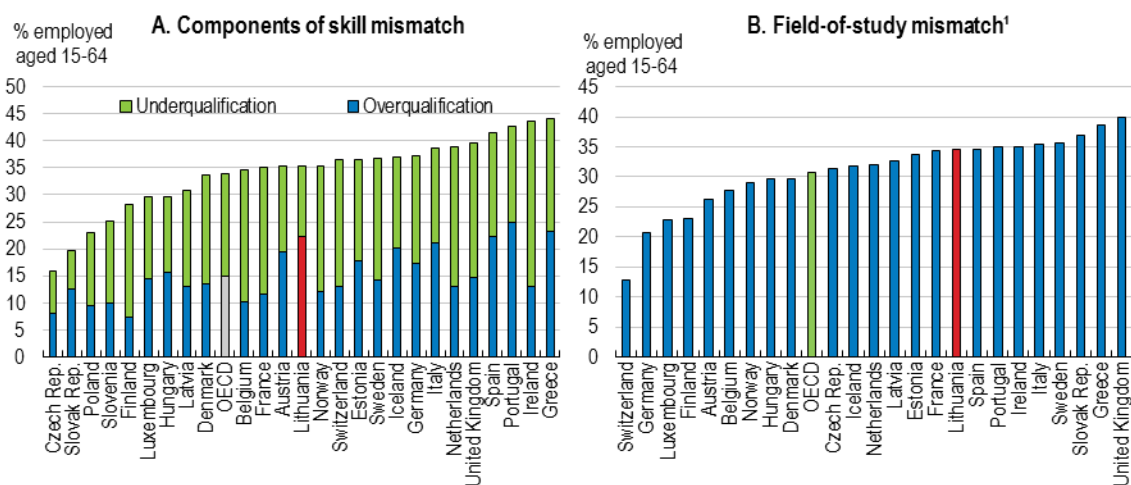
Promouvoir la transformation numérique peut être gage de gains de productivité et de bien-être puisque l'information et les connaissances deviennent ainsi plus disponibles (OECD, 2017b). Ce point est particulièrement important dans le contexte d'une diminution de la population d'âge actif. Cependant, pour se saisir des opportunités qu'offre la transformation numérique, il faut que les individus soient armés des compétences nécessaires pour utiliser les technologies nouvelles et réintégrer rapidement le marché du travail s'ils sont licenciés à cause du passage au numérique. La Lituanie est bien classée au niveau international pour ce qui est de la couverture en haut débit (téléphonie fixe et mobile), sachant toutefois que l'utilisation des réseaux numériques demeure un enjeu : en effet, 63 % seulement des ménages étaient connectés au haut débit en 2016, soit quelque 10 points de moins que la moyenne de l'UE-28. De même, les entreprises ont peu intégré les technologies du numérique. L'indicateur de « capital humain » de l'indice DESI de l'UE relatif à l'économie et à la société numériques est inférieur à la moyenne de l'UE, ce qui s'explique par un taux d'utilisateurs d'internet dans la population et une proportion de spécialistes du numérique dans l'emploi total relativement faibles (graphique 23, partie D). Enfin, il importe de remédier aux déséquilibres entre l'offre et la demande de qualifications et de garantir l'acquisition de solides compétences élémentaires pour renforcer le socle de compétences numériques (OECD, 2017b).

### ***Renforcer l'inclusivité et la productivité en corrigeant les déséquilibres entre l'offre et la demande de qualifications***

La proportion de main-d'œuvre dont les compétences sont en décalage par rapport à la demande en Lituanie est supérieure à la moyenne de l'OCDE (graphique 24, partie A). Le phénomène est amplifié par la qualité insuffisante du système éducatif lituanien. Mesurée à l'aune du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur, la main-d'œuvre est très instruite en Lituanie et pourtant, trouver les personnes offrant les compétences recherchées semble être très difficile pour plus de 40 % des entreprises (graphique 25). Cette pénurie de main-d'œuvre dûment qualifiée s'explique en partie par une forte émigration, par certaines restrictions à l'embauche de travailleurs hors UE ainsi que par le faible taux de participants aux mesures de formation tout au long de la vie. Il faudrait plus de formation pratique pour répondre à la demande. Des initiatives ambitieuses sont en cours pour accroître l'attractivité du système d'enseignement et de formation professionnels (EFP), où le nombre d'inscrits est peu élevé, et pour qu'il soit plus en rapport avec le marché du travail. En vigueur depuis juillet 2017, le nouveau Code du travail, qui clarifie le statut juridique des apprentis en Lituanie où l'apprentissage est peu développé, constitue une mesure supplémentaire qui va dans le bon sens. Il faudrait envisager de passer d'un système d'apprentissage au temps passé à un système fondé sur les compétences acquises, comme c'est le cas en Australie et au Royaume-Uni, par exemple (OECD, 2018b). Il importe de multiplier les mesures d'incitation à la formation en entreprise. Les réformes en cours dont l'objet est d'améliorer le développement des compétences de base dans l'enseignement général et de parvenir à une meilleure harmonisation entre l'enseignement général, l'EFP et l'enseignement supérieur, devraient être poursuivies.

Les filières d'études sont relativement en décalage par rapport à la demande (graphique 24, partie B). Il convient de se féliciter des projets d'instaurer une relation plus directe entre les mécanismes de financement de l'enseignement supérieur et les besoins du marché du travail, y compris en récompensant, par une modulation de leurs dotations, les établissements qui dispensent des qualifications correspondant étroitement aux besoins du marché du travail.

**Graphique 24. L'offre et la demande de qualifications sont en fort décalage**

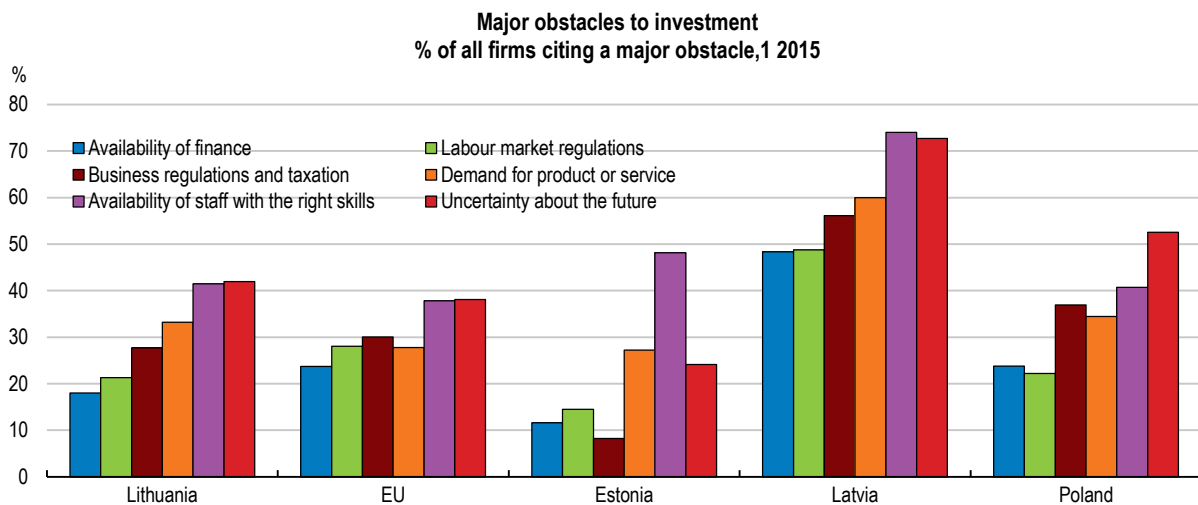


Note : La moyenne OCDE est établie à partir de 25 pays seulement pour lesquels on dispose de données.

1. On parle d'inadéquation des filières d'études lorsque les salariés travaillent dans un domaine autre que celui dans lequel ils se sont formés.

Source : Adalet et Andrews, 2017 ; Base de données de l'OCDE sur les compétences pour l'emploi.

**Graphique 25. Trouver les bonnes compétences constitue un obstacle pour les entreprises**

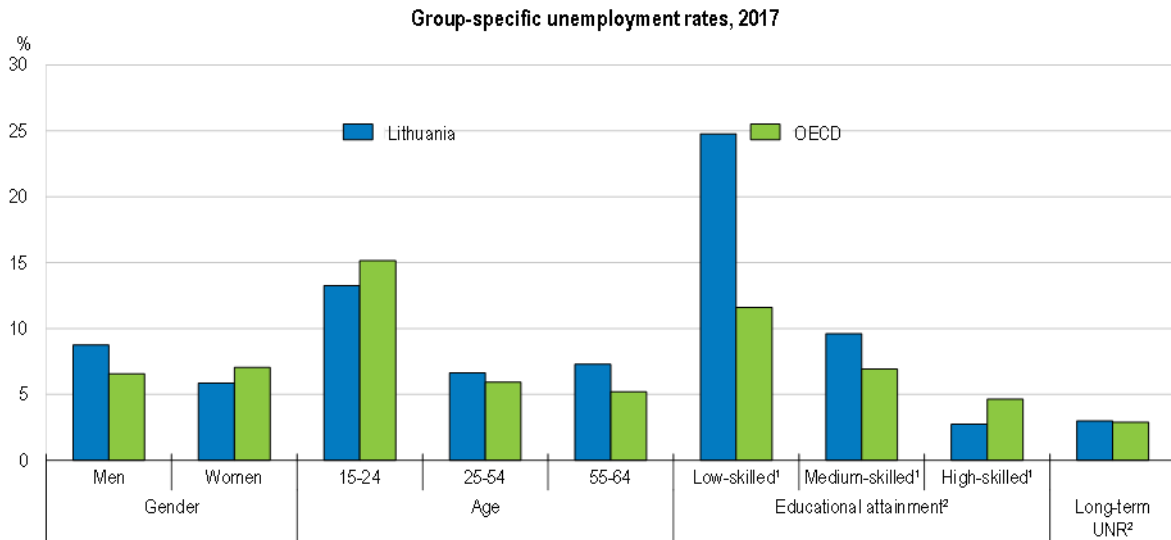


1. Réponses des entreprises à la question suivante : « Lorsque vous considérez vos activités d'investissement dans votre pays, dans quelle mesure chacune des propositions ci-après vous paraît être un obstacle ? Un obstacle majeur ? Un obstacle mineur ? N'est pas du tout un obstacle ? ».

Source : Banque européenne d'investissement – Enquête de la BEI sur l'Investissement (EIBIS).

***Faire que le marché du travail soit plus inclusif grâce à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité***

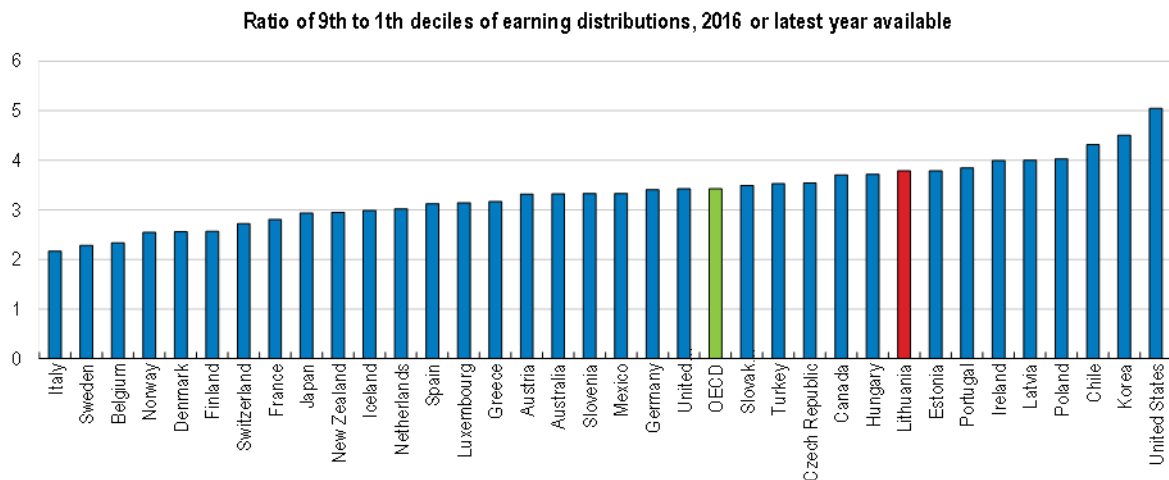
Le marché du travail lituanien affiche de solides résultats depuis le début de la reprise mais certaines catégories, notamment la main-d'œuvre moins qualifiée, s'en sortent plus difficilement que d'autres (graphique 26). Parallèlement, l'ampleur du travail non déclaré, les fortes inégalités de salaires et souvent, la médiocrité des conditions de travail, ont un effet sur la qualité d'emploi de bon nombres de Litoniens (graphique 27).

**Graphique 26. Le marché du travail pourrait être plus inclusif**

1. Taux calculés sur la population active âgée de 25-64 ans.

2. Les données correspondent à 2016.

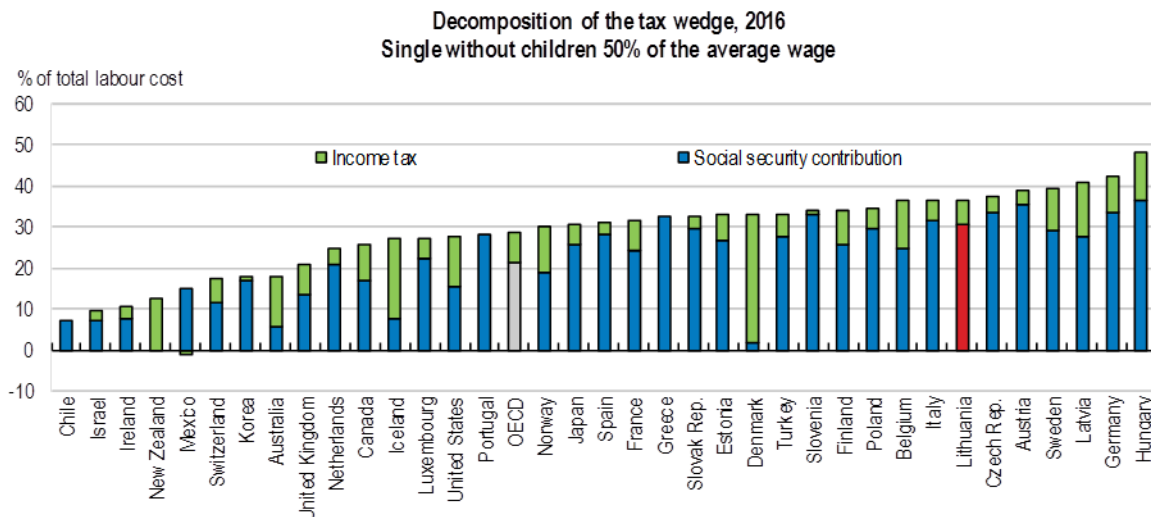
Source : OCDE, Base de données sur l'emploi ; OCDE, Base de données sur l'éducation.

**Graphique 27. Les inégalités de salaires sont marquées**

Source : OCDE, Base de données de l'OCDE sur la population active.

Du fait de l'ampleur du coin fiscal, la main-d'œuvre peu qualifiée présente moins d'intérêt aux yeux des employeurs (graphique 28). Le relèvement récent du seuil de non-imposition sur le revenu des personnes physiques est une bonne mesure à cet égard, mais un abaissement des taux de cotisations sociales devrait permettre d'alléger encore un peu plus la pression fiscale sur le travail. Il est indispensable de disposer d'informations fiables sur les salaires pour cibler efficacement la main-d'œuvre peu qualifiée et maîtriser les coûts budgétaires. Il convient de saluer à cet égard le fait que le Conseil des caisses d'assurance sociale publiques ait commencé, depuis le début de 2017, à publier des statistiques sur les rémunérations moyennes dans les entreprises et les institutions.

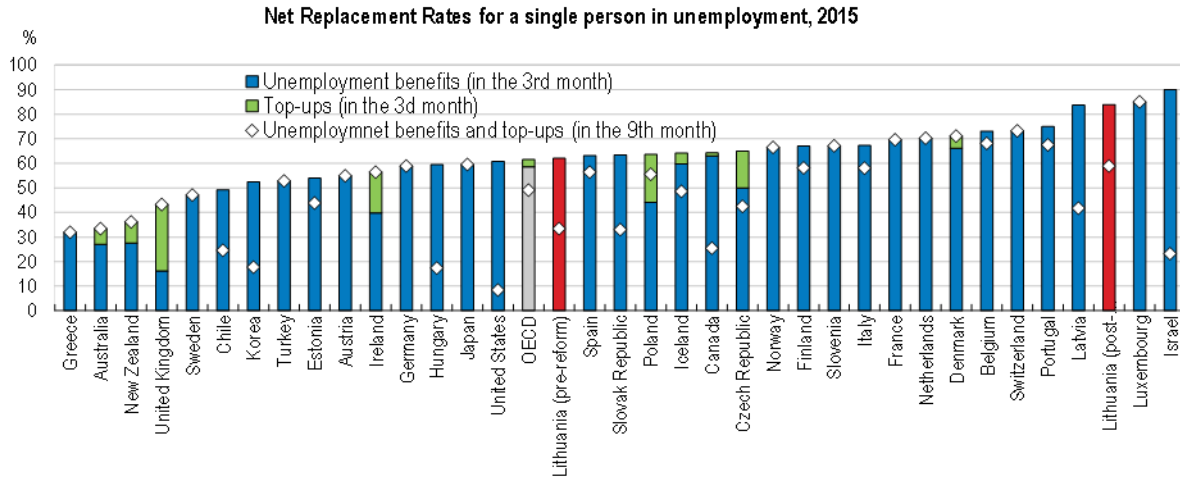
Graphique 28. Le coin fiscal est important



Source : OCDE, Base de données sur les impôts sur les salaires.

### *Assurer un soutien efficace des revenus des personnes en dehors de l'emploi*

Parallèlement à une plus grande flexibilité, les réformes menées au titre du « Nouveau modèle social » prévoient de renforcer la sécurité des revenus grâce à un accès plus large aux prestations de chômage et à une majoration des versements (flexisécurité). Les modifications apportées devraient permettre de porter le taux de couverture des demandeurs d'emploi déclarés à 45 % environ et de faire passer le taux de remplacement net (c'est-à-dire le rapport entre les prestations de chômage et la rémunération du travail) au-delà de la moyenne de l'OCDE (OECD, 2018b) (graphique 29). À titre indicatif, on signalera que la proportion des bénéficiaires de prestations de chômage par rapport au nombre total de chômeurs déclarés est passée de 29 % en janvier 2017 (avant la réforme) à plus de 33 % un an après, tandis que le montant moyen de l'allocation de l'assurance chômage est près d'une fois et demie supérieur. Ces réformes visent également à renforcer l'aide à la recherche d'emploi. La durée maximum de versement des indemnités de chômage, de neuf mois actuellement, pourrait être allongée en réalisant des économies sur d'autres postes. Cette durée de versement est d'au moins douze mois dans la plupart des pays de l'OCDE (OECD, 2018b). Les chômeurs de longue durée, qui représentaient près de 40 % de l'ensemble des chômeurs en 2016, bénéficieraient ainsi d'un meilleur accompagnement, mais des mesures efficaces pour aider à leur réinsertion demeurent cruciales.

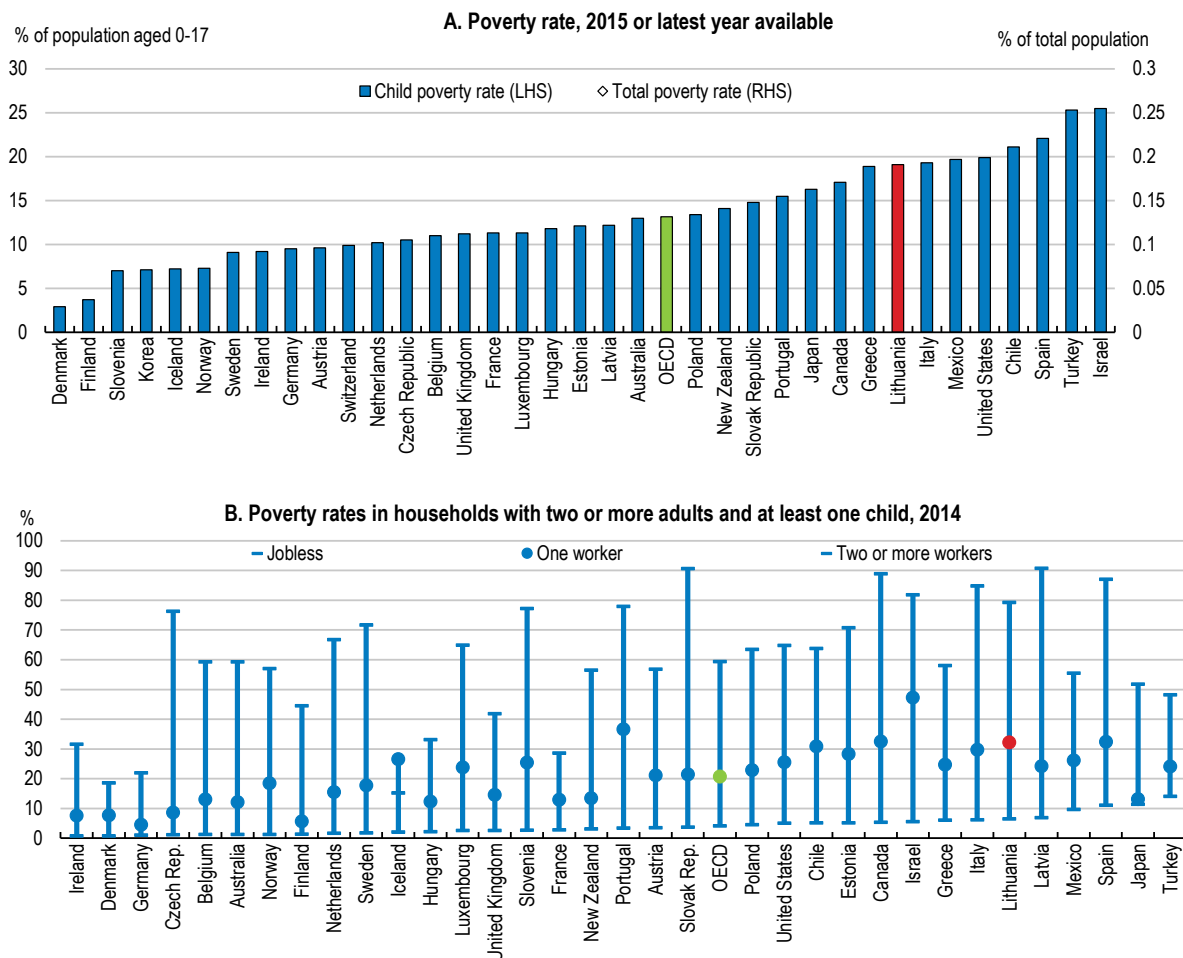
**Graphique 29. Les prestations de chômage sont désormais plus généreuses**

Note : Les taux de remplacement nets sont donnés pour un chômeur de 40 ans ayant occupé continuellement un emploi depuis l'âge de 18 ans. Dans le cas de la Lituanie, les taux indiqués pour janvier 2017 et juillet 2017 correspondent à la situation prévalant respectivement avant et après la mise en place du Nouveau modèle social.

Source : OCDE, *Review of Labour Market and Social Policies: Lithuania* (2018).

Actuellement d'un niveau inférieur à celui de l'OCDE, les prestations sociales devraient permettre de mieux lutter contre la pauvreté tout en incitant à travailler. La pauvreté infantile demeure un problème majeur, compte tenu du cercle vicieux qui peut s'instaurer entre le milieu socio-économique d'origine et les opportunités économiques (OCDE, 2017c). Près de 19 % des enfants vivent en situation de pauvreté relative, avec un revenu inférieur à 50 % du salaire médian, soit plus qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE, dans les autres pays baltes et en Pologne (graphique 30). Les enfants en Lituanie sont plus susceptibles de connaître la pauvreté monétaire que le reste de la population, la probabilité d'être pauvre allant étroitement de pair avec le statut d'un adulte de la famille au regard de l'emploi. Afin de mieux lutter contre la pauvreté infantile, le gouvernement a mis en place une prestation universelle d'éducation se substituant, à partir de 2018, à l'abattement fiscal pour enfant à charge précédemment applicable. En outre, cette prestation universelle ne sera pas prise en compte dans le calcul du revenu pris en compte pour déterminer les droits à l'aide sociale. Le gouvernement espère que ces mesures permettront de faire diminuer d'environ 2.7 points de pourcentage le taux des enfants exposés au risque de pauvreté. Ces réformes vont de pair avec des mesures visant à améliorer la qualité des services assurés par les travailleurs sociaux.

**Graphique 1. Les taux de pauvreté monétaire chez les enfants sont élevés, en particulier en cas de chômage dans leur famille**



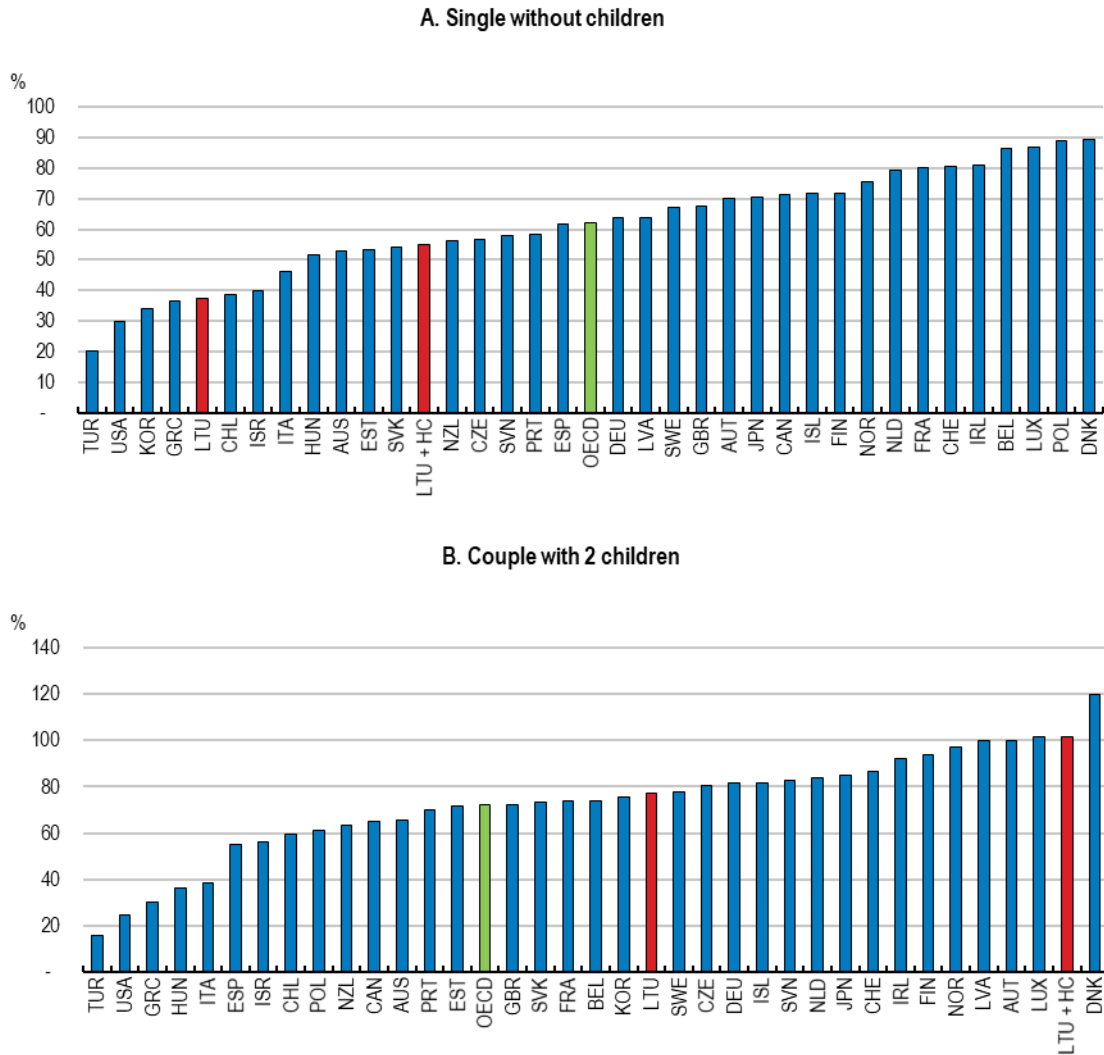
Note : Le taux de pauvreté monétaire chez les enfants correspond à la proportion d'enfants (de 0 à 17 ans) dont le revenu équivalent après impôts et transferts est inférieur à 50 % du revenu médian équivalent après impôts et transferts (en base annuelle nationale).

Source : OCDE, Base de données sur la distribution des revenus et la pauvreté.

La majoration des prestations de garantie de revenu pour mieux protéger ceux qui en ont besoin ne doit pas être dissuasive vis-à-vis du travail. L'écart entre le salaire minimum et les prestations sociales laisse à penser que les incitations financières à travailler sont relativement intéressantes, selon la taille de la famille (graphique 31). Or, comme dans d'autres pays, la suppression des prestations dès la reprise d'une activité fait perdre de l'intérêt à l'emploi. Il convient de saluer comme une avancée positive la mesure prise récemment par la Lituanie pour renforcer ces incitations financières auprès des bénéficiaires en étendant la couverture des prestations liées à l'exercice d'une activité : les chômeurs inscrits comme tels depuis au moins six mois (au lieu de douze dans le régime précédent) qui retrouvent un emploi peuvent ainsi conserver temporairement la moitié du montant de leurs prestations. Qui plus est, le principe de la non-prise en compte des ressources a été introduit en 2018, conformément à ce qui se fait dans d'autres pays, ce qui permet d'augmenter les aides sociales sans tenir compte partiellement des revenus du travail du bénéficiaire. Il conviendra d'évaluer régulièrement l'impact de cette nouvelle mesure sur l'incitation financière à travailler et sur la lutte contre la pauvreté.

**Graphique 31. Incitations financières à l'exercice d'une activité**

Taux d'imposition de l'activité pour une personne reprenant un emploi au niveau du 20<sup>e</sup> centile de la distribution des revenus bruts



1. Le taux d'imposition de l'activité est calculé comme le gain de revenu obtenu grâce à la reprise d'un emploi, net des impôts, cotisations et moins-perçus de prestations, en pourcentage de la rémunération brute de l'activité. Pour la Lituanie, les chiffres renvoient aux ménages bénéficiant uniquement des prestations sociales (LTU) et aux ménages bénéficiaires de ces mêmes prestations et, en outre, de l'allocation chauffage (LTU + HC). Dans ce dernier cas, le calcul est effectué en supposant que la reprise d'un emploi entraîne la suppression de l'allocation chauffage. Les données correspondent à l'année 2015, sauf pour la Lituanie (juillet 2017). Le 20<sup>e</sup> centile de la distribution des revenus bruts correspond à environ 440 EUR par mois.

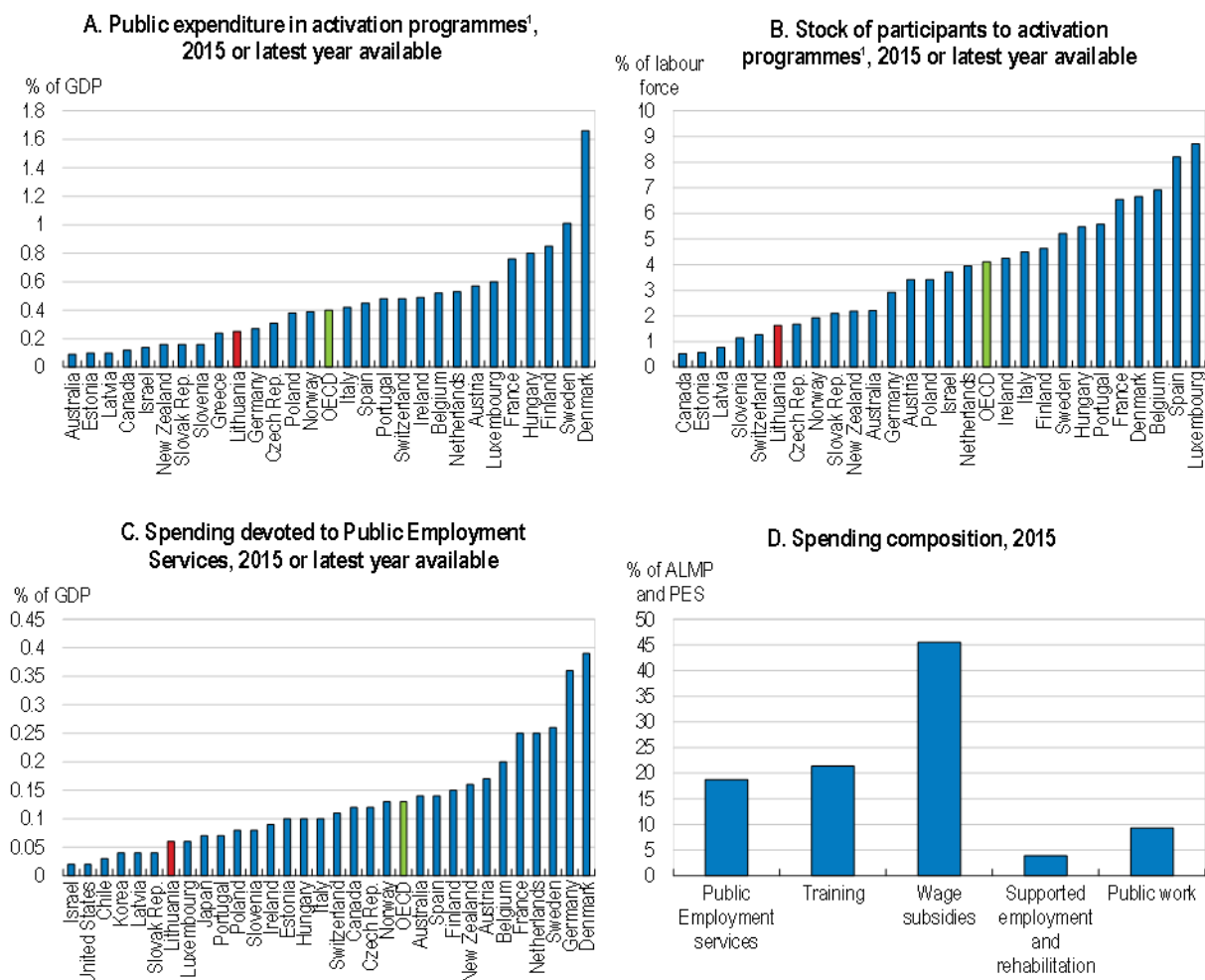
Source : OCDE (2018), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Lithuania*, Éditions OCDE, Paris.

***Aider les demandeurs d'emploi à revenir dans l'emploi grâce à des mesures d'activation bien conçues***

La participation aux programmes actifs du marché du travail (PAMT) et les dépenses qui y sont consacrées sont d'un niveau relativement faible (graphique 32 parties A et B). Qui plus est, les services publics de l'emploi (SPE, Bourse lituanienne du travail) sont insuffisamment dotés en personnel (graphique 32, partie C). Des réformes récentes ont modifié l'organisation du SPE en centralisant les fonctions de gestion et de planification des moyens budgétaires et humains. Cette réorganisation devrait permettre de dégager

des ressources et d'accroître ainsi l'offre de services directs aux demandeurs d'emploi. Cela étant, une offre intensive de services personnalisés dépend de la présence d'un nombre suffisant d'agents correctement formés à cet effet. En outre, la nouvelle loi sur l'emploi de juillet 2017 élargit l'éventail des PAMT et vise à en accroître l'efficacité en redéployant les ressources entre les programmes. Les travaux d'intérêt public ont été supprimés et les aides à l'emploi sont désormais la principale mesure d'activation (graphique 32, partie D). Si ces aides peuvent être un outil efficace pour améliorer rapidement l'employabilité de la main-d'œuvre peu qualifiée, il semble que les budgets affectés aux PAMT créent une distorsion au détriment des programmes qui stimulent l'employabilité à long terme, comme les programmes de formation. Tout investissement supplémentaire dans des mesures d'activation devrait faire l'objet d'un suivi attentif pour en évaluer les résultats.

**Graphique 32. Dépenses affectées aux mesures d'activation**



1. Les mesures d'activation correspondent aux programmes d'activation du marché du travail (catégories 2-7) et incluent : la formation professionnelle, les incitations à l'emploi, les emplois protégés et la réadaptation, la création directe d'emplois et les aides à la création d'entreprises.

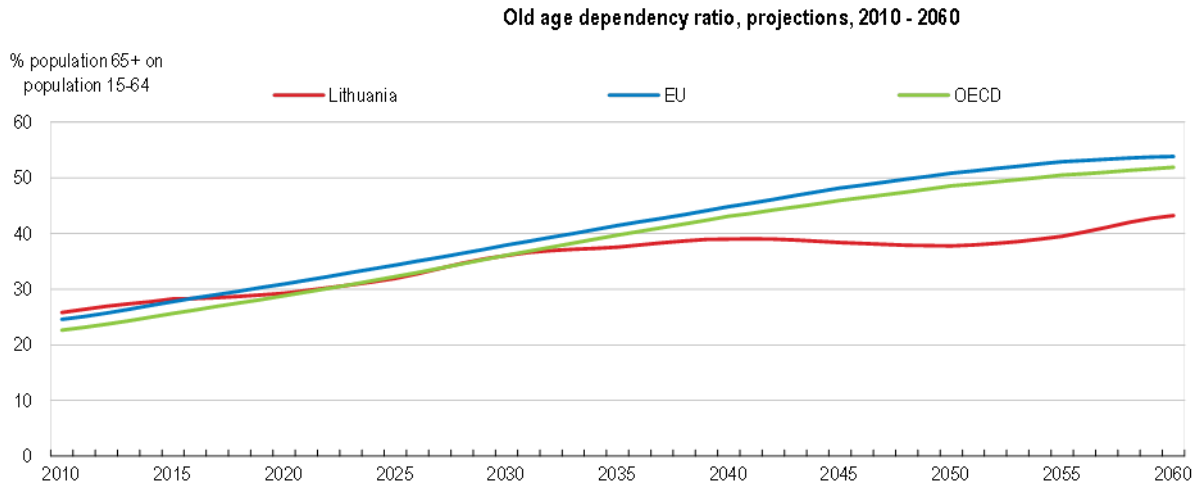
Source : OCDE, Base de données sur le marché du travail.



## Vieillir ensemble

L’allongement de l’espérance de vie, la poursuite de l’émigration et la faiblesse de la fertilité – même si celle-ci est supérieure à la moyenne de l’OCDE et augmente à nouveau – sont autant de facteurs qui modifient la structure démographique de la Lituanie. Le taux de dépendance à l’âge de la vieillesse devrait passer de 25 % en 2013 à 42 % à l’horizon 2060 (graphique 32). Le vieillissement de la population a des implications pour divers champs de l’action publique.

**Graphique 33. Taux de dépendance des personnes âgées, en 2010 et 2060**

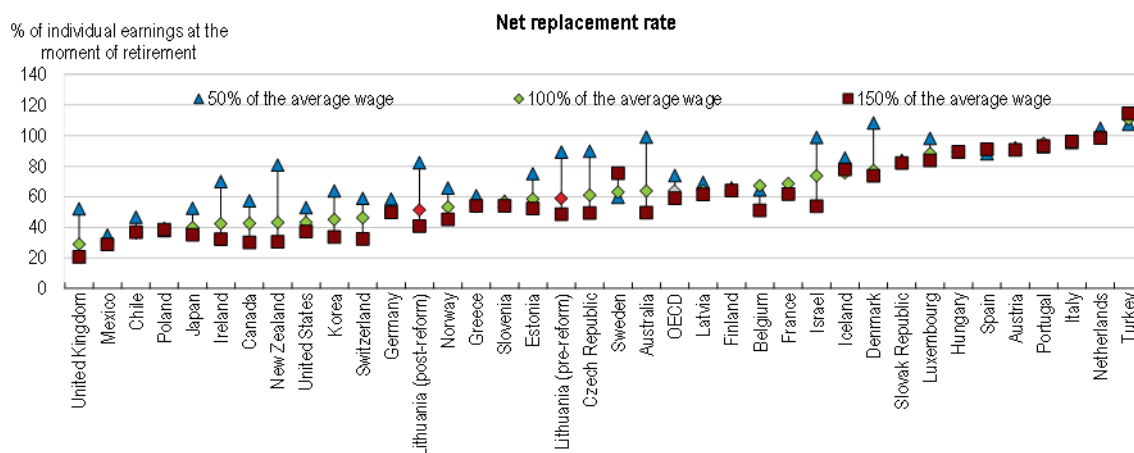


Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales de l’ONU, Division de la population (2015), World Population Prospects.

### *Le régime de retraite est désormais plus viable à long terme*

Les dépenses de retraite sont d’un montant assez faible et ressortent à 6.8 % environ du PIB. Les taux de remplacement nets, ou rapports entre le salaire et la pension de retraite, sont proches de la moyenne de l’OCDE, et la différence, importante, entre le bas et la médiane de la distribution des salaires suggère que le système est fortement redistributif puisque la « pension de base », indépendante de la rémunération antérieure, constitue plus de la moitié des dépenses de retraite (graphique 34). Le « Nouveau modèle social », entré en vigueur en 2018, a permis de ramener le régime par répartition (premier pilier du système de retraite) sur une trajectoire plus viable, principalement en appliquant une nouvelle formule d’indexation des retraites et en allongeant la durée d’activité requise pour faire valoir ses droits à pension. Selon des projections nationales, établies sur les hypothèses démographiques de l’Union européenne, on estime que ces réformes devraient permettre de réduire le poids du système de retraite de plus de trois points de PIB sur le long terme (graphique 35). La réforme n’est pas allée jusqu’à introduire une modulation automatique de l’âge de départ à la retraite en fonction de l’espérance de vie, qui aurait rendu le système encore plus viable.

**Graphique 34. Les taux de remplacement sont dans la moyenne**

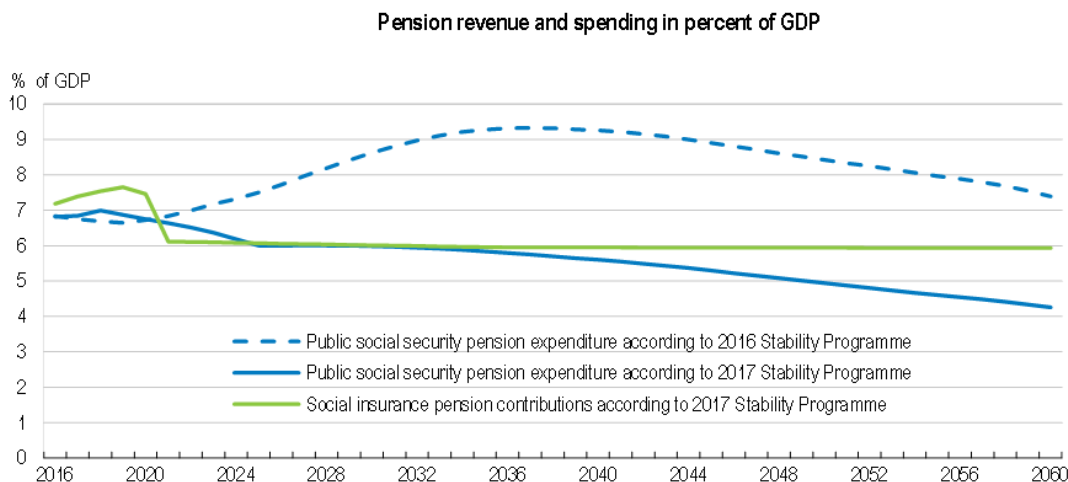


Note : Le taux de remplacement net correspond au droit à pension net individuel, divisé par la rémunération d'activité nette avant la retraite, en tenant compte de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations sociales acquittés par les actifs et les retraités. Dans le cas de la Lituanie, on retient l'hypothèse d'un taux de cotisation de 2% au régime de retraite par capitalisation.

Source : OCDE (2018), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Lithuania*, Éditions OCDE, Paris.

Les pensions de retraite sont financées principalement par les cotisations sociales qui, s'établissant autour de 30 %, pèsent lourdement sur le travail. Les autorités lituanienne envisagent de transférer le financement de la « pension de base » sur le budget de l'État et d'élargir ainsi la base d'imposition (OECD, 2016b). Les autorités souhaitent également renforcer les deuxième (régime par capitalisation) et troisième piliers (épargne individuelle) du système de retraite, lesquels sont généralement plus viables à long terme et modulent les prestations en fonction des cotisations. Les cotisations au second pilier par capitalisation, qui sont volontaires, devraient devenir obligatoires pour accélérer la transition prévue à un système de retraite par capitalisation. Quant aux comptes d'épargne individuelle du troisième pilier, ils bénéficient d'un traitement fiscal de faveur, le montant épargné ne peut dépasser 25 % du revenu et est plafonné à 2 000 euros par an. Seuls 3 % de la population d'âge actif dispose d'un compte d'épargne-retraite privé.

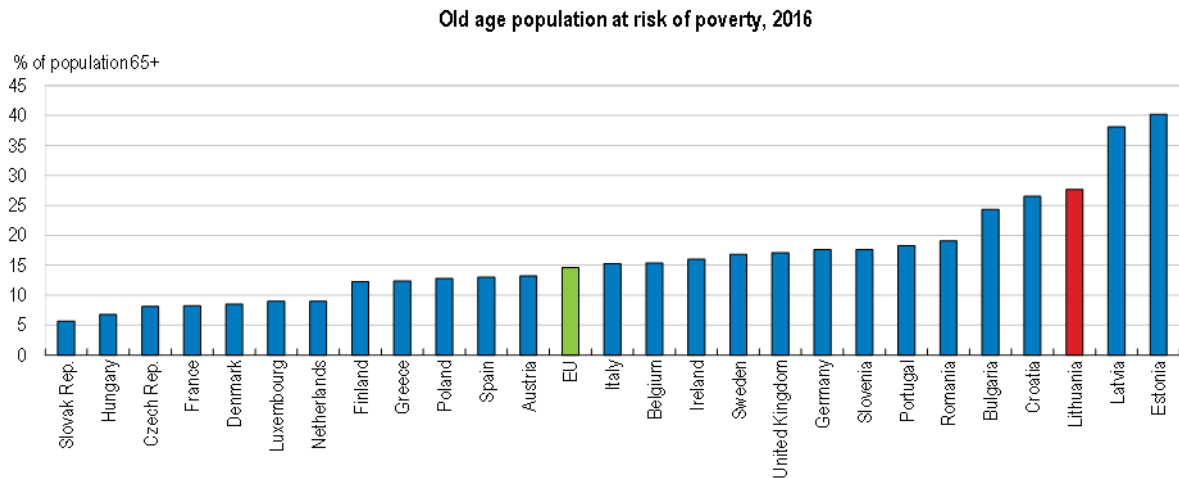
**Graphique 35. La réforme menée récemment devrait améliorer la viabilité à long terme du système de retraite**



Source : Ministère de la Sécurité sociale et du Travail de la Lituanie.

Bien qu'étant redistributif, le système ne cible pas correctement les catégories pauvres. Plus de 25 % de la population lituanienne âgée est exposée au risque de pauvreté (graphique 36). À 30 % du salaire minimum, le montant de la pension versée au titre de l'aide sociale à ceux qui n'ont pas acquis de droits à pension, ou pas suffisamment, est faible. Toutefois, de nombreux Lituanais âgés sont propriétaires de leur logement, ce qui augmente leur revenu disponible (Eurostat, 2017). En outre, les pensions ne sont pas imposables. Le gouvernement pourrait envisager de relever les pensions minimums et d'en assujettir le versement à des conditions de ressources tout en mettant de l'ordre dans la multitude des autres prestations sociales. De même, fixée à 15 ans, la durée minimum d'activité pour obtenir une pension est élevée et risque de décourager les émigrants de retour au pays de reprendre un travail.

**Graphique 36. Le taux de pauvres parmi les personnes âgées est élevé**

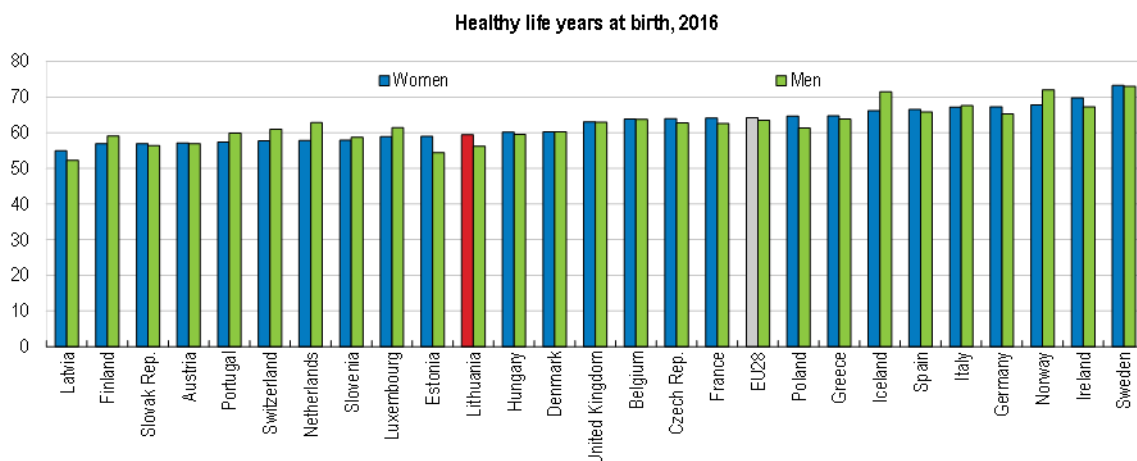


Source : Eurostat.

### *Le système des soins de santé est en voie d'amélioration*

La dimension « santé » des indicateurs de bien-être n'enregistre pas de bons scores. L'espérance de vie en Lituanie est parmi les plus faibles de l'OCDE, et l'écart entre hommes et femmes parmi les plus notables (graphique 37), en partie à cause du mode de vie et notamment de la forte consommation d'alcool et de tabac. Aussi les politiques publiques visant à améliorer l'état sanitaire de la population doivent-elles comporter des volets de prévention et de promotion de modes de vie plus sains. C'est à juste titre que le plan Santé 2014-2025 de la Lituanie s'appuie sur une démarche envisageant tout le cycle de vie, qui met l'accent sur l'importance de s'atteler aux principaux déterminants de la santé. L'accès aux soins est satisfaisant pour toutes les catégories de revenu et dans toutes les régions du pays, mais les dépenses privées pour l'achat de médicaments demeurent comparativement élevées (OECD, 2018b). Le règlement informel des soins demeure problématique, mais le gouvernement en a fait sa priorité et souhaite le diminuer en augmentant les rémunérations des médecins et des personnels infirmiers et en améliorant les contrôles. S'établissant à 6.5 % du PIB, les dépenses de santé sont modestes et le système est jugé viable, même si, selon certains scénarios, le vieillissement démographique devrait coûter jusqu'à quatre points supplémentaires de PIB sur la facture de la santé à l'horizon 2030 (European Commission, 2015).

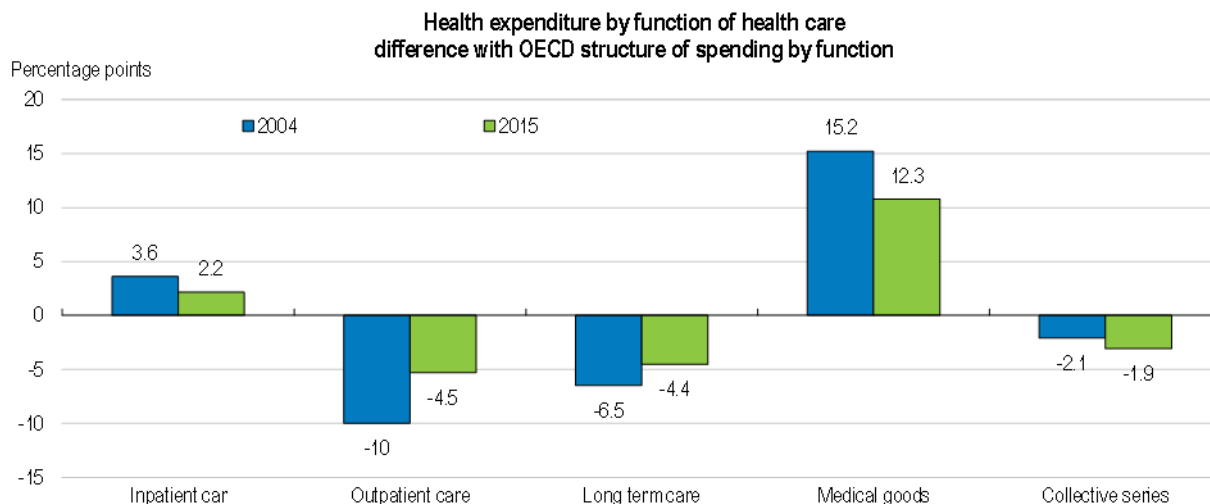
**Graphique 37. Les hommes ont une faible espérance de vie**



Source : Eurostat, Base de données des statistiques de la santé.

La composition des dépenses de santé est plus que préoccupante. La Lituanie continue de préférer l’hospitalisation aux soins ambulatoires et aux soins primaires, bien qu’elle ait rééquilibré ses services de santé depuis longtemps (graphique 37). Les hôpitaux sont souvent de taille modeste et sous-utilisés, ce qui est facteur de coûts et de risques pour les patients nécessitant des traitements spéciaux (OECD, 2018b). La Lituanie devrait continuer de réorganiser son secteur hospitalier et de développer les soins ambulatoires. Il conviendrait de consacrer aussi plus de moyens à la prise en charge de la dépendance. Le coup d’envoi a été donné en 2013 à un programme de prise en charge médico-sociale intégrée des personnes handicapées et des seniors à domicile. En Finlande et en Suède, la prestation par les personnels infirmiers d’un plus grand nombre de services de santé s’est révélée être une solution très efficace et le rôle de ces personnels devrait être renforcé (OECD, 2016c). Enfin, un réseau de quelque 55 établissements de soins palliatifs, souvent implantés dans d’anciens hôpitaux, a été constitué. Compte tenu de leur rôle dans la prise en charge des patients en fin de vie, il conviendrait de développer les soins palliatifs.

**Graphique 38. Le système de santé lituanien a fait l’objet de grandes réformes mais demeure centré sur l’hôpital**

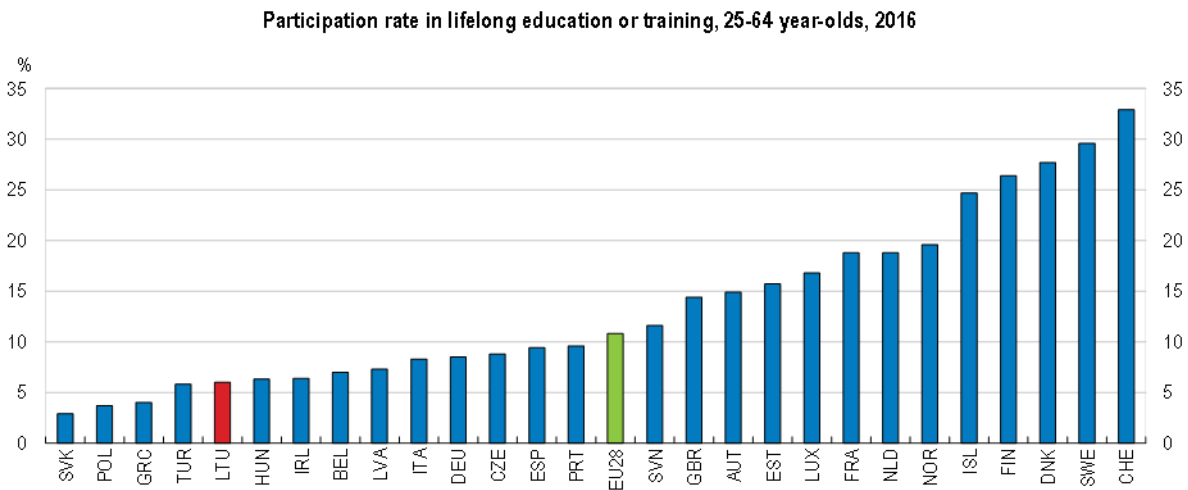


Source : OCDE, Statistiques sur la santé 2016.

### *La formation tout au long de la vie est peu développée*

La formation tout au long de la vie est primordiale pour maintenir la productivité et l'emploi dans une société vieillissante et pourtant, celle-ci est peu développée en Lituanie (graphique 39). Les entreprises investissent peu dans la valorisation des compétences et peu collaborent avec des organismes d'éducation et de formation. Le taux de participation des chômeurs à des programmes de formation demeure très faible, alors qu'environ 40 % des chômeurs en Lituanie n'ont aucune qualification professionnelle (OECD, 2018b). Les incitations financières sont modestes : les employeurs peuvent déduire les dépenses de formation de leurs prélèvements sociaux et les salariés peuvent bénéficier d'une allocation de transport pour se rendre sur un lieu de formation éloigné. Le nouveau Code du travail instaure un congé de formation d'au maximum cinq jours pour une formation non formelle, partiellement prise en charge par l'employeur si le salarié a plus de cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise.

**Graphique 39. La participation à la formation tout au long de la vie est faible en Lituanie**



Note : Les données correspondent à la proportion de personnes de 25 à 64 ans ayant participé à un programme d'éducation ou de formation dans les quatre semaines précédant l'enquête.

Source : Eurostat (2017), Statistiques d'éducation et de formation (base de données).

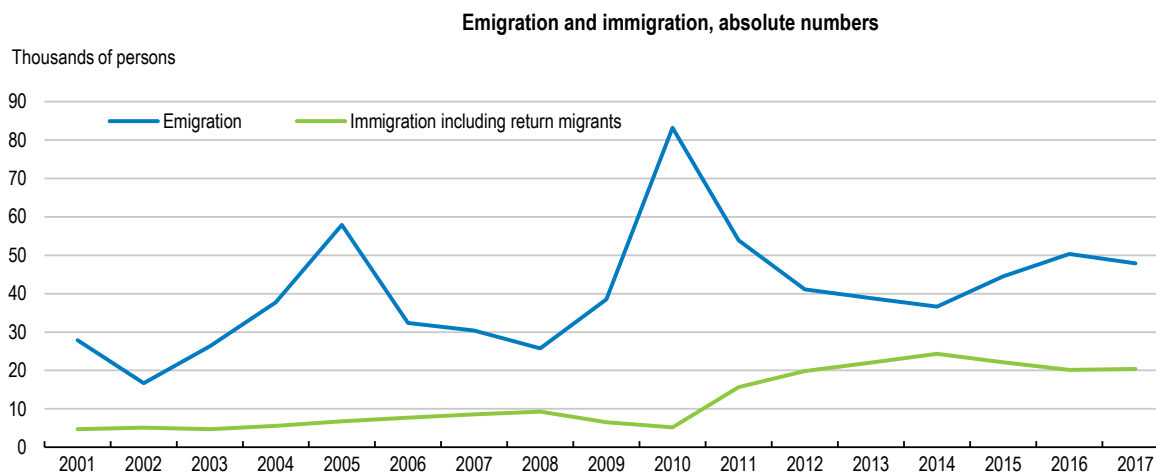
La Lituanie devrait développer un système de formation tout au long de la vie, d'envergure et flexible. Ce système pourrait être inspiré du programme mis en place en Estonie en 2016, assorti d'objectifs de taux de participation et d'un suivi régulier (OECD, 2017d). Il faudrait inciter les employeurs à proposer des possibilités de formation, peut-être en recourant à un fonds contributif spécial qui permettrait de rembourser les entreprises en fonction des formations dispensées (OECD, 2018b). Des abattements fiscaux devraient être accordés aux salariés en contrepartie de leurs frais de formation. La valorisation des compétences devant s'appuyer en partie sur les compétences de base acquises via la formation professionnelle, il faudrait que les programmes de formation tout au long de la vie s'inscrivent bien dans la continuité de l'enseignement secondaire et supérieur, de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

### *L'émigration demeure forte*

Les différences de salaires par rapport aux pays de destination et la liberté de circulation au sein de l'Union européenne sont les principaux moteurs de l'émigration (Kumpikaitė Valiūnienė et al, 2017). Les jeunes ont une forte propension au départ, ce qui accélère le vieillissement de la société et contribue aux déficits de qualifications (graphique 40). Les envois de fonds depuis l'étranger amortissent l'impact économique de l'émigration puisqu'ils représentent quelque 3 % du PIB, mais leur rôle s'amenuise depuis peu, ce qui s'explique en partie par le relâchement des liens entre les émigrés et leur pays d'origine et par leur pouvoir

d'achat en baisse dans les pays de destination. Dans le cadre d'une stratégie plus globale de sensibilisation des candidats à l'émigration, le gouvernement a mis en place le programme « Global Lithuania », dont la vocation est de resserrer les liens avec la diaspora, mais sa mise en œuvre est éclatée entre 14 ministères et agences publiques et les montants affectés à chaque activité sont généralement modestes. Les autorités travaillent actuellement à l'élaboration d'une nouvelle stratégie en matière de démographie, de migration et d'intégration, dont le but est de freiner l'émigration, de multiplier les retours au pays et de réformer l'immigration.

**Graphique 40. L'émigration est importante et fluctuante**



Source : Institut lituanien de la statistique ; Eurostat.

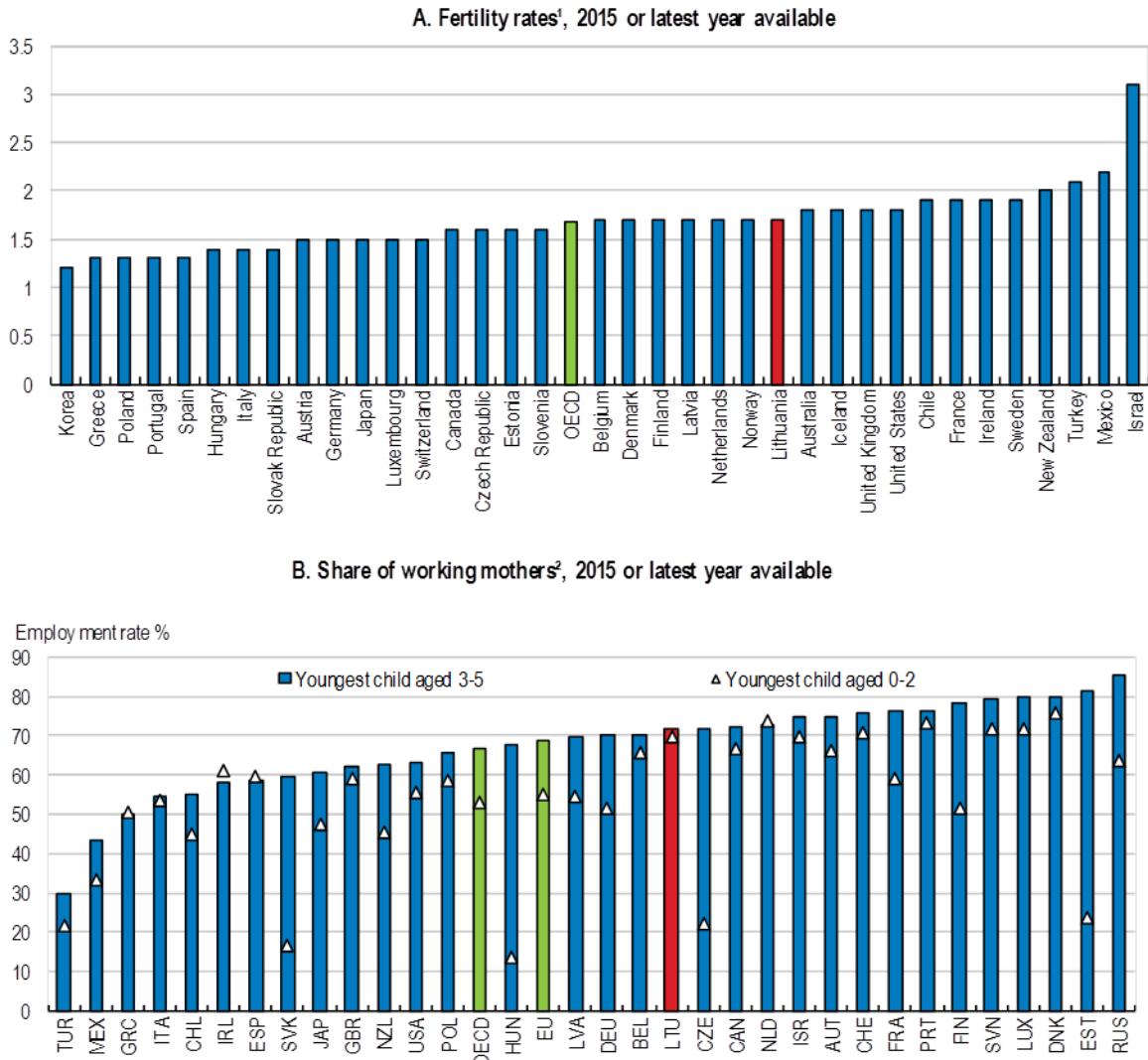
Toute politique migratoire doit reposer sur trois piliers : 1) prendre soin de ceux qui vivent dans le pays ; 2) sensibiliser ceux qui vivent à l'étranger ; et 3) attirer une immigration qualifiée. À ce titre, l'immigration et les retours au pays pourraient permettre de compenser partiellement le vieillissement de la population et la diminution de la main-d'œuvre, notamment très qualifiée. Or, la politique d'immigration de la Lituanie à l'égard des ressortissants hors UE est stricte, le nombre de professions autorisées sans permis ayant été revu progressivement à la baisse (OECD, 2017). La plupart des immigrés sont employés dans des entreprises de transport et contribuent peu à l'activité économique en Lituanie. Une réforme de la législation sur l'immigration en 2017 a allégé les formalités administratives imposées aux immigrants très qualifiés et à ceux qui investissent dans le pays, mais il faudrait en assouplir encore les règles. Enfin, les inscriptions d'étudiants étrangers progressent lentement, mais 5 % d'entre eux seulement restent dans le pays après avoir obtenu leur diplôme, soit moins qu'en Estonie où ce taux est d'environ 20 % (OECD, 2018b).

### ***Politique de la famille***

Le taux de fécondité et le taux d'activité des femmes en Lituanie sont tous deux supérieurs à la moyenne de l'OCDE (graphique 41), ce qui témoigne d'une bonne insertion des mères de famille sur le marché du travail. Pourtant, des arbitrages pourraient devoir être opérés entre politique familiale et incitations au travail. Le congé parental et de garde à domicile est relativement généreux puisqu'il est versé pendant une durée allant jusqu'à deux ans. Les prestations versées pour un ou deux enfant(s) à charge sont attribuées sous conditions de ressources, ce qui n'est pas le cas pour les familles de trois ou quatre enfants. En outre, une nouvelle allocation universelle d'éducation, d'environ 30 EUR par enfant, a été mise en place au début 2018, et a probablement porté les aides globales à l'éducation des enfants au-delà de la moyenne de l'OCDE. Enfin, les aides à la garde d'enfants demeurent en deçà du niveau de l'OCDE et des autres pays

Baltes, mais les taux de fréquentation des structures d'accueil progressent très vite depuis une dizaine d'années et approchent désormais la moyenne de l'OCDE, autour de 30 %.

**Graphique 41. Le taux de fécondité et le taux d'activité des femmes sont tous deux supérieurs à la moyenne de l'OCDE**



1. L'indicateur conjoncturel de fécondité correspond au nombre d'enfants moyens que mettrait au monde chaque femme tout au long de sa vie, compte tenu des taux de fertilité par âge de l'année considérée et dans l'hypothèse où aucune femme ne décède avant la fin de sa vie féconde.
2. Taux d'emploi féminin (femmes de 15-64 ans ayant des enfants, en fonction de l'âge du plus jeune).

Source : OCDE, Base de données sur la famille.

Dans leur programme, les autorités posent en principe que la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale est d'une importance cruciale pour répondre aux enjeux démographiques, augmenter le nombre de naissances et promouvoir le bien-être des familles (Government of Lithuania, 2016). Pour atteindre ces objectifs et réduire à un minimum les arbitrages entre taux de fécondité et taux d'activité des femmes, la politique lituanienne de la famille doit axer son action sur les aides à la garde d'enfants et se tenir aux investissements prévus dans le développement des structures de garde.



## RÉFÉRENCES

- Adalet-McGowan, M., D. Andrews and V. Millot (2017), "The Walking Dead? Zombie Firms and Productivity Performance in OECD Countries", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1372, OECD Publishing, Paris.
- Adalet McGowan, M., D. Andrews (2016), "Insolvency Regimes and Productivity Growth: A Framework for Analysis", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1309, OECD Publishing, Paris.
- Bank of Lithuania (2018), "Baltic and Nordic Countries to Cooperate on Strengthening Cross-Border Financial Stability", *News*, 9 February.
- Bank of Lithuania (2017a), *Lithuanian Economic Review 2017*, Lietuvos Bankas, June.
- Bank of Lithuania (2017b), "Economic Growth Entails Fewer Bad Loans", *News*, 12/9/17.
- Bank of Lithuania (2017c), *Financial Stability Review 2017*, Lietuvos Bankas.
- Bank of Property (2017), *State-Owned Enterprises in Lithuania – Annual Report, 2016*, Turto Bankas.
- Bank of Property (2016), *State-Owned Enterprises in Lithuania – Annual Report, 2015*, Turto Bankas.
- Barnay T. (2014), "Health, Work and Working Conditions: A Review of the European Economic Literature", *OECD Economic Department Working Papers*, No. 1148, OECD Publishing, Paris.
- Bloch, D. and J. Fournier (2018), "The deterioration of the public spending quality mix during the global financial crisis: Insights from new indicators", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1465, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2f6d2e8f-en>.
- Blöchliger, H. (2015), "Reforming the Tax on Immovable Property: Taking Care of the Unloved", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1205, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5js30tw0n7kg-en>
- Caldera Sánchez, A. and Å. Johansson (2011), "The Price Responsiveness of Housing Supply in OECD Countries", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 837, OECD Publishing, Paris.
- CASE (2017), Study and Reports on the VAT Gap in the EU-28 Member States: 2017 Final Report, Warsaw.
- Égert, B. and P. Gal (2017), "The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework", *OECD Journal: Economic Studies*, Vol. 2016/1
- Égert, B. (forthcoming), "The quantification of structural reforms: taking stock of the results for OECD and non-OECD countries", *OECD Economics Department Working Papers*
- EEA (2014), "Air pollution fact sheet 2014, Lithuania" European Environment Agency, **Error! Hyperlink reference not valid.** <https://www.eea.europa.eu/themes/air/air-pollution-country-fact-sheets-2014/lithuania-air-pollutant-emissions-country-factsheet/view>, accessed 23rd October 2017.
- EPA (2016), "Lietuvos ežerų/tvenkinių ekologinės būklės klasės pagal fizikinių-cheminių kokybės elementų rodiklius" (Bing.com translation: Lithuanian ecological status of lakes/ponds class



according to the physico-chemical quality elements for the indicators") Lithuanian Environmental Protection Agency excel file available at <http://vanduo.gamta.lt/cms/index?rubricId=8ea41f73-9742-4d71-aa10-0a5988713fe5>, accessed 23<sup>rd</sup> October 2017.

Ermisch, J. F., 2003, *An Economic Analysis of the Family*, Princeton University Press: Princeton, New Jersey.

European Commission (2017a), "Assessment of the 2017 Stability Programme for Lithuania", *Commission Staff Working Document*, Brussels

European Commission (2017b), *European Innovation Scoreboard 2017*.

Fall, F., et al. (2015), "Prudent debt targets and fiscal frameworks", *OECD Economic Policy Papers*, No. 15, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jrxjtjmmt9f7-en>.

Fournier, J-M and M. Bétin (*forthcoming*), "Limits to Debt Sustainability in Middle-Income Countries", *OECD Economics Department Working Papers*, OECD Publishing, Paris

Government of Lithuania (2016), "Programme of the Government of the Republic of Lithuania", *Seimas resolution XIII-82* (in English).

Gupta, S. and S. Yläoutinen (2014), "Budget Institutions in Low-Income Countries: Lessons from G-20", *IMF Working Paper*, No. 14/164.

Jaumotte, F. (2004), "Labour Force Participation of Women: Empirical Evidence on The Role of Policy and Other Determinants in OECD Countries", *OECD Economic Studies*, Vol. 2003/2. [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_studies-v2003-art9-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-v2003-art9-en).

IMF (2017a), "Republic of Lithuania: Article IV", *IMF Country Report* 17/177.

IMF (2017b), "Republic of Lithuania: Selected Issues", *IMF Country Report* 17/178.

IMF (2016), "2016 Article IV Consultation", *IMF Country Report* 16/125.

Karlsson, M. and F. Klohn (2014), "Testing the red herring hypothesis on an aggregated level: ageing, time-to-death and care costs for older people in Sweden", *European Journal of Health Economics* 15.

Kumpikaitė Valiūnienė V., M. Lukauskas and E. Agoh (2017), "Why Lithuanians Migrate to the UK, Germany and Norway?", *Journal of Economics, Business and Management*, Vol. 5, No. 2.

Lledó, V. et al. (2017), "Fiscal rules at a glance", IMF Background Paper, <http://www.imf.org/external/datamapper/FiscalRules/map/map.htm>.

Low, H. and V. Sánchez-Marcos (2015), "Female labour market outcomes and the impact of maternity leave policies", *IZA Journal of Labor Economics*, 4:14.

Medaiskis, T., T. Gudaitis and J. Meckovski (2016), "The effect of second pillar pensions to old age pension: Lithuanian case", *International Journal of Economic Sciences* Vol. V, No. 4 / 2016 DOI: 10.20472/ES.2016.5.4.002

- Ministry of Environment (2015), "Lithuania's Second Biennial Report under the United Nations Framework Convention on Climate Change"  
[http://unfccc.int/files/national\\_reports/biennial\\_reports\\_and\\_iar/submitted\\_biennial\\_reports/application/pdf/final\\_2nd\\_br\\_lt\\_v\\_2.pdf](http://unfccc.int/files/national_reports/biennial_reports_and_iar/submitted_biennial_reports/application/pdf/final_2nd_br_lt_v_2.pdf) , accessed 10<sup>th</sup> October 2017.
- Ministry of Finance (2017), *Economic Development Scenario*, March.
- NAO (National Audit Office of Lithuania) (2016), *Management of the Programme for Investment in 2015*, No. VA-P-60-9-16, October (Executive summary of the public audit report in English)
- NAO (National Audit Office) (2014), "Bankruptcies Are Initiated Too Late in Lithuania", Press Release, December.
- Notten, T. E. H. (2015), "The Economic Importance and Determinants of Lithuanian Re-Exports", *Pinigų Studijos 2015*.
- OECD (2018a), *OECD Services Trade Restrictiveness Index: Policy Trends up to 2018*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018b), *Reviews of Labour Market and Social Policies: Lithuania*, OECD Publishing, Paris, DELSA/ELSA/ACS(2017)4/DELSA/ELSA/ACS(2017)4
- OECD (2017a), *OECD Economic Surveys: Australia*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017b), "Going Digital: Making the Transformation Work for Growth and Well-Being", Meeting of the OECD Council at Ministerial Level, Paris, 7-8 June.
- OECD (2017c), *Going for Growth*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017d), *OECD Economic Surveys: Estonia 2017*, OECD Publishing, Paris.  
[http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-est-2017-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-est-2017-en)
- OECD (2016a), *OECD Reviews of Innovation Policy: Lithuania 2016*, OECD Reviews of Innovation Policy, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264259089-en>
- OECD (2016b), *OECD Pensions Outlook 2016*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016c), *OECD Economic Surveys: Lithuania 2016: Economic Assessment*, OECD Publishing, Paris. [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-ltu-2016-en](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ltu-2016-en)
- OECD (2016d), "Promoting Productivity and Equality: A Twin Challenge", *Economic Outlook*, Volume 2016: Issue 1, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015a), "Recommendation of the Council on Principles for Independent Fiscal Institutions", *OECD Publishing*, Paris
- OECD (2015b), *OECD Review of the Corporate Governance of State-Owned Enterprises: Lithuania*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2014), *Budgeting Practices and Procedures in OECD Countries*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris.

Putnins, T. and A. Sauka (2017), *Shadow Economy Index for the Baltic Countries, 2009-2016*”, Technical Report, The Centre for Sustainable Business at SSE Riga.

SAO (State Audit Office of the Republic of Lithuania) (2017), “Public Investment in Research and Development for Innovation Growth”.

Schneider, F. (2016), “Estimating the Size of the Shadow Economies of Highly Developed Countries: Selected New Results”, CESifo DICE Report, ISSN 1613-6373, Vol 14, Iss. 4, pp. 44-53.

The Economist (2017), “The British Saturday schools funded by Poland’s government”, <https://www.economist.com/news/britain/21728968-subsidised-lessons-language-history-and-culture-strengthen-links-diaspora>

Thomas, A. and P. O’Reilly (2016), "The Impact of Tax and Benefit Systems on the Workforce Participation Incentives of Women", *OECD Taxation Working Papers*, No. 29, OECD Publishing, Paris.

<http://dx.doi.org/10.1787/d950acfc-en>

World Bank (2018), *Doing Business 2018: Reforming to Create Jobs*, The World Bank Group.

World Bank (2017), *Doing Business 2017: Equal Opportunity for All*, The World Bank Group.

## ANNEXE

**Progrès accomplis en matière de réformes structurelles**

Le tableau ci-dessus passe en revue les mesures prises récemment pour donner suite aux recommandations formulées dans l'*Étude* précédente. Les recommandations qui sont nouvelles dans la présente *Étude* sont répertoriées à la fin du chapitre correspondant.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	MESURES PRISES
<b>SOUTENIR L'ÉCONOMIE GRÂCE AUX POLITIQUES BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE</b>	
Poursuivre la lutte contre la fraude fiscale pour réduire l'écart de TVA et optimiser l'efficacité des dépenses (surtout dans l'éducation et la santé), afin d'assainir la situation budgétaire à moyen terme et de financer les besoins en dépenses publiques.	L'administration fiscale « intelligente » a été mise en place, et l'écart de TVA a été ramené de 31 % to 26 %.
Modifier encore la structure fiscale en allégeant la fiscalité du travail, notamment les cotisations patronales de sécurité sociale, et en augmentant les impôts périodiques sur la propriété immobilière des personnes physiques.	Les biens immobiliers sont désormais évalués à leur valeur de marché, et les seuils donnant droit à une exonération d'impôt sur la propriété immobilière ont été abaissés. Les taux d'imposition de l'immobilier ont été revus à la baisse.
Relever les impôts sur les activités préjudiciables à l'environnement.	Une taxe sur la mise en décharge a été introduite en 2016, mais son taux est faible.
<b>STIMULER LA PRODUCTIVITÉ</b>	
Renforcer, au sein du système éducatif, le rôle de la formation en entreprise et la coopération avec les employeurs, en particulier dans le contexte des programmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP).	Le nouveau Code du travail, entré en vigueur en juillet 2017, institue les contrats d'apprentissage. Ces derniers peuvent entraîner, ou non, la signature d'un contrat de formation auprès d'un établissement d'EFP. Dans ce dernier cas, il incombe à l'employeur de créer le programme de formation pour toute la durée du contrat d'apprentissage.  Les comités professionnels sectoriels sont en voie de renouvellement afin d'assurer une meilleure coopération avec les employeurs dans le système éducatif et dans la formation tout au long de la vie. La révision des normes professionnelles facilite le processus.
Attirer les jeunes diplômés qualifiés vers la profession d'enseignant, en leur proposant une rémunération plus élevée et en investissant dans le perfectionnement continu des enseignants. Encourager la préscolarisation.	Les autorités s'attachent actuellement à renforcer l'attractivité de la profession d'enseignant en réformant le système de rémunération et de calcul de la charge de travail, en revalorisant les salaires et en réorganisant les établissements de formation pédagogique.  Le nombre de structures de garde d'enfants a été augmenté pour atteindre désormais les moyennes observées dans l'OCDE.
Promouvoir de nouvelles formes de financement des entreprises et veiller à ce que les politiques d'innovation viennent en aide aux jeunes entreprises innovantes. Réformer les procédures de faillite.	Une loi sur le financement participatif a été adoptée en novembre 2016. Le gouvernement a mis en place trois nouveaux instruments de capital-risque en 2017, et six fonds supplémentaires seront établis d'ici 2019.  Trois nouveaux instruments de financement des PME doivent être inaugurés en 2018 : des garanties de crédits à l'exportation à court terme en faveur des PME qui exportent vers des pays hors UE et hors OCDE ; des

	<p>garanties de portefeuille pour l'affacturage d'opérations, qui fournit des financements à court terme aux PME et enfin, des prêts via le financement participatif, qui permettront à des PME de se financer via des plateformes spécialisées.</p> <p>Un dispositif, spécialement conçu pour promouvoir la mise sur le marché des résultats de la R-D, a été élaboré et le premier appel à propositions a été lancé en juin 2017.</p>
<b>FAVORISER UNE CROISSANCE INCLUSIVE</b>	
<p>Renforcer l'inclusivité en versant des prestations liées à l'exercice d'un emploi faiblement rémunéré, et améliorer l'accès à la formation tout au long de la vie. Abaisser les cotisations sociales à la charge des employeurs sur les salariés peu qualifiés tout en maintenant leurs droits.</p>	<p>Des réformes récentes permettent à ceux qui trouvent un emploi de conserver temporairement, grâce à des prestations liées à l'exercice d'une activité, la moitié du montant des prestations perçues avant de retrouver du travail.</p>
<p>Mettre en œuvre les dispositions prévues au titre du « Nouveau modèle social » afin de réformer la réglementation du travail et l'aide au revenu temporaire dispensée aux chômeurs.</p> <p>Renforcer les programmes actifs du marché du travail et la capacité des services publics de l'emploi de mener des actions efficaces d'aide au retour à l'emploi.</p>	<p>Les textes de loi constituant le « Nouveau modèle social » étaient déjà appliqués en quasi-totalité, ou sont entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2017. Le nombre de bénéficiaires et le montant des prestations de chômage ont été revus à la hausse en assouplissant les critères d'admissibilité et en majorant les taux de versement.</p> <p>La gestion des services publics de l'emploi (SPE) a été centralisée. En outre, la nouvelle loi sur l'emploi de juillet 2017 élargit l'éventail des PAMT et organise le redéploiement des ressources entre les programmes.</p>
<p>Augmenter la garantie de ressources des bénéficiaires de l'aide sociale tout en renforçant les incitations à travailler.</p>	<p>La nouvelle loi sur l'emploi prévoit de nouvelles opportunités pour l'emploi des bénéficiaires de prestations sociales en numéraire via des programmes de développement de l'emploi.</p> <p>Les incitations à travailler ont été renforcées pour les bénéficiaires des prestations sociales en permettant à ceux qui trouvent un travail de conserver pour eux une partie de leur revenu d'activité, laquelle ne sera pas prise en compte dans le calcul du revenu du ménage établissant le droit de l'individu ou du ménage à bénéficier d'une aide.</p> <p>Le gouvernement a engagé une démarche d'évaluation de la compatibilité des programmes actifs du marché du travail (PAMT), des aides sociales et des services sociaux dans la réinsertion de chômeurs dans l'emploi. L'objectif est d'évaluer l'impact des PAMT, de l'accompagnement social et des services sociaux sur les bénéficiaires et sur leur motivation pour le travail.</p>
<p>Continuer de promouvoir des modes de vie sains et de développer les services de soins primaires, surtout dans les zones rurales par le biais des médecins généralistes, renforcer le rôle du personnel infirmier et le réseau de bureaux de la santé publique mis en place récemment.</p> <p>Accroître l'efficacité du secteur de la santé et l'efficacité des politiques de santé en continuant de regrouper les établissements hospitaliers et en élargissant la portée de la nouvelle infrastructure de santé en ligne, dans le respect de la confidentialité des données.</p>	<p>Le nombre des personnels dispensant des services sociaux et des soins infirmiers, y compris des soins de longue durée, a doublé en quelques années. Le nombre d'établissements médicalisés a également augmenté.</p> <p>Les fusions et la restructuration du secteur hospitalier se poursuivent.</p>



# **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

## Études économiques de l'OCDE

# LITUANIE (VERSION ABRÉGÉE)

La Lituanie, qui compte moins de trois millions d'habitants, a réussi la transition qui lui a permis de passer d'une économie planifiée à une économie de marché depuis qu'elle a retrouvé son indépendance en 1991. L'environnement politique et économique est globalement démocratique et respectueux des lois du marché. La hausse du revenu par habitant au cours des 25 dernières années a été supérieure à celle observée dans la plupart des pays de l'OCDE ainsi qu'à celle enregistrée par d'autres pays de la région, facilitant ainsi la convergence vers le revenu moyen de l'OCDE. La Lituanie est très bien intégrée dans la communauté internationale : elle a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, est devenue membre de l'Union européenne en 2004 et a rejoint la zone euro en 2015. La situation financière du pays est saine, après une période prolongée marquée par des déficits et une augmentation de la dette.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-ltu-2018-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-ltu-2018-fr).

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org) pour plus d'informations.

**Volume 2018/17**  
**Juillet 2018**



ISSN 0304-3363  
ABONNEMENT 2018  
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-30644-8  
10 2018 18 2 E

